

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14541 - 6 F

MARDI 29 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

60 % d'abstentions et une forte dissémination des suffrages

Le nouveau Parlement polonais menacé de paralysie

Avertissement

DÉJÀ, au temps du communisme, la Pologne avait connu des élections législatives du 27 octobre n'auraient pas démenti cette réputation : ces Polonais qui furent, des années durant, à l'avant-garde du combat pour la démocratie montrent aujourd'hui qu'ils peuvent aussi être à l'avant-garde de la désillusion. C'est la première leçon à tirer d'un taux d'abstention qui tourne autour de 60 %.

ILS ne sont pas, à vrai dire, les premiers à boudier les urnes démocratiques. Les Hongrois ont déjà, au cours de l'année passée, ridiculisé des élections partielles en n'atteignant même pas le taux minimal de participation pour que le scrutin soit valide. Mais à ce désenchantement général à l'Est, face aux difficultés de la transition économique et aux premiers pas du jeu démocratique, la Pologne a ajouté un système électoral d'une telle complexité que le peu de suffrages exprimés ne peuvent même pas traduire un courant d'opinion dominant. C'est connu, une forte abstention favorise toujours les partis les plus militants, puisque leurs électeurs sont par définition les plus motivés : ainsi deux courants politiques, les anciens communistes d'une part, la droite catholique et nationaliste, d'autre part, paraissent réaliser une percée importante. Mais ils n'atteignent pas non plus des scores leur permettant de gouverner ; les anciens communistes font d'ailleurs moins bien que les communistes tchèques, qui avaient obtenu 17,2 % des suffrages aux élections municipales de novembre 1990.

LES pronostics sur la composition du prochain gouvernement relèvent encore de l'écabatie, en l'absence de résultats définitifs. Le président Walesa s'attendait à un Parlement fragmenté, sans majorité claire - qu'il considère comme une étape inévitable de l'apprentissage démocratique - et s'était ménagé plusieurs possibilités, renouant notamment les contacts avec son ami devenu adversaire, Tadeusz Mazowiecki. L'ancien premier ministre s'est déclaré prêt, dimanche soir, à former un gouvernement de coalition avec toutes les forces issues de Solidarnosc, rejoignant ainsi l'appel électoral de M. Walesa, qui avait demandé aux Polonais de voter massivement pour barrer la route aux communistes.

Mais, quelle que soit sa composition, la prochaine gouvernance polonaise va se trouver confrontée à la question cruciale de l'après-communisme : quelle transition vers l'économie de marché ? Plonnière de la voie radicale, la Pologne paie son sudaca et celle des grands ergastiers internationaux, qui n'avaient guère évalué la coût social de la thérapie de choc. Le symbole de la réforme économique polonaise, le vice-premier ministre Leszek Balcerowicz, dont les succès techniques sont pourtant incontestables, risque fort de faire les frais de l'avertissement que constitue le scrutin du 27 octobre. Sans renoncer à ces réformes, le gouvernement devra trouver un moyen de les « humaniser ».

M0147 - 1029 0 - 6.00 F



Le président Lech Walesa apparaît comme le seul centre stable de pouvoir en Pologne au lendemain des élections législatives du dimanche 27 octobre, dont les résultats provisoires laissant prévoir un Parlement fragmenté à l'extrême, et menacé de paralysie. Quelque vingt partis y seront représentés, et l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki, qui réalise la meilleure score, n'atteindrait même pas 14 % des suffrages. Les anciens communistes et la droite catholico-nationaliste viennent ensuite. Le scrutin a été marqué par un fort taux d'abstention, voisin de 60 %.

La III^e République commence mal...

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

« C'est peut-être à cause du temps ! » La pluie, presque de la neige, qui tombe depuis le matin, dimanche 27 octobre, sur Katy, un village à une vingtaine de kilomètres de Varsovie, n'est certes pas de nature à mettre un électeur dehors, et la directrice de l'école qui abrite le bureau de vote semble se consoler comme elle peut : il est déjà 5 heures de l'après-midi, le scrutin est ouvert depuis 6 heures du matin et seules cent trente personnes sont venues voter sur les sept cents inscrits. Ils ne seront pas beaucoup plus lorsque les opérations seront closes, et ici, comme dans toute la Pologne, le taux d'abs-

tention pour ces premières élections législatives libres depuis plus de quarante ans sera très élevé puisqu'il se situe aux environs de 60 %.

Découragement, rejet de la politique politicienne, complexité du scrutin - plus de cent listes en présence ! - manque de vigueur de la campagne électorale... Autant d'éléments, sans oublier le temps, qui seront évoqués pour expliquer cette désaffection des électeurs polonais. « Si moins de 70 % des électeurs vont voter, nous pourrions être tristes », avait pourtant déclaré Lech Walesa.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 3

et l'article de JAN KRAUZE page 4

La mise en cause des pouvoirs publics

Sang contaminé : M. Fabius rejette toute responsabilité

M. Laurent Fabius s'est pour la première fois exprimé, dimanche 27 octobre, sur les différentes affaires liées à la transfusion sanguine. L'ancien premier ministre a rejeté les accusations formulées contre son gouvernement quant à la politique de dépistage contre le virus du sida mis en place en 1985. M. Jacques Chirac, pour sa part, a qualifié cette affaire de « monstrueuse ». Quant au professeur Jean Loygue, ancien président du conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine, il a demandé à être inculpé « aux côtés du docteur Michel Garretta ».

Les incertitudes de 1985

A propos du test de dépistage du sida et de sa mise en œuvre systématique dans les dons de sang, M. Fabius a expliqué : « Un ministre, M. Hervé, a été saisi en mai 1985 d'une note de l'administration. Le 11 juin, le ministre a reçu une note de M. Roux (le directeur général de la santé). Et le 19 juin, je monte à la tribune de l'Assemblée nationale et j'annonce qu'il y aura un dépistage systématique. Huit jours, pas un de plus, s'écoulent entre le moment où M. Roux saisit le ministre et le moment où je prends ma décision. La décision politique a donc été rapide ».

M. Fabius rappelle ensuite que ce problème s'est posé de la même manière dans les autres pays, indiquant que seuls trois d'entre eux ont été plus rapides que la

France : les Pays-Bas, l'Australie et l'Italie, où le dépistage a été institué en juin-juillet 1985. En revanche, a expliqué M. Fabius, ce dépistage a été mis en œuvre plus tard qu'en France en Grande-Bretagne et en Allemagne (octobre 1985), en Suisse (mai 1986), en Espagne (mars 1987) et il n'a été généralisé aux États-Unis qu'en janvier 1988. Pour ce qui est de la prise en charge thérapeutique des hémophiles et de leur contamination massive par le virus du sida, M. Fabius s'est référé au rapport - « fort bien fait » - de M. Michel Lucas, le patron de l'IGAS.

JEAN-YVES NAU

et FRANCK NOUCHI

Lire la suite page 11

de PIERRE GEORGES page 28

Le RPR se donne un programme de gouvernement

Au congrès de son mouvement, M. Chirac a renvoyé dos à dos le Parti socialiste et le Front national.

page 9

Les projets de M. Eltsine

Le président russe propose de diriger lui-même le gouvernement.

page 29

Epreuve de force chez Renault

L'action lancée à Cléon par la CGT met la Régie dans une situation de plus en plus difficile.

page 17

Un entretien avec Paul Ricœur

« La cité est fondamentalement périssable. Se survie dépend de nous. »

page 2

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Israël en Egypte ■ Américains : les risques de la rupture ■ Une discipline à géométrie variable ■ États-Unis : priorité aux filiales industrielles ■ La chronique de Paul Febra : Les pays modernes du tiers-monde

pages 19 à 22

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 29

Espoirs et craintes au Proche-Orient

L - Israël : les risques de la paix

La conférence de paix qui s'ouvrira à Madrid mercredi 30 octobre sera l'occasion du premier face-à-face diplomatique entre Israéliens et Palestiniens. Dans cette perspective, les deux peuples - auxquels nous consacrons une série de trois articles - sont partagés entre l'espoir et la crainte.

JERUSALEM

de notre correspondant

« L'essentiel du problème entre les Juifs et les Arabes, disait un jour Anwar el Sadat, est d'ordre psychologique, passionnel. » Le rais égyptien en était tellement convaincu qu'avant de signer la paix avec Israël, en mars 1979, il avait entrepris, dix-huit mois plus tôt, par un voyage historique à Jérusalem, de briser les tabous, de gagner les cœurs, de dissiper les craintes ancestrales.

Ce fut, tout le monde s'en souvient, un immense moment d'émotion. Quatorze ans après, au moment où voit s'ouvrir à

Madrid des entretiens sans précédent, entre l'État juif et plusieurs de ses ennemis arabes, les sentiments exprimés en Israël vont du scepticisme à un peu las, à une indifférence parfois teintée de cynisme. Pas d'euphorie, point d'enthousiasme, peu de débats. On finit par se demander si la conférence de Madrid, finalement, n'intéresse pas moins Israël que le reste de la planète.

Mais c'est une fausse impression. Il suffit de gratter un peu la surface des choses pour mettre au jour une évidence : malgré l'équilibre des forces qui s'est installé depuis longtemps en leur faveur dans la région, malgré la guerre du Golfe qui les a virtuellement débarrassés d'un de leurs ennemis les plus décidés, en dépit de

l'émergence des démocraties à l'Est, qui leur a permis de briser définitivement leur relatif isolement diplomatique, les Israéliens ont peur. Les Saoudiens sur Tel Aviv, il y a quelques mois, ont fait voler en éclat certaines idées reçues à propos des frontières et de la défense du pays. Les Israéliens ont également compris, bien sûr, que la fin du conflit Est-Ouest avait définitivement compromis l'avantageuse position géo-stratégique qu'ils occupent, aux yeux de Washing-

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

et les articles de

JACQUES DE BARDIN

GEORGES MARION

et DANIEL VERNET, page 6

POINT

Israël et les Arabes

■ Une troisième conférence pour la paix. ■ Quarante-quatre ans de conflit. ■ La modification des frontières. ■ Les résolutions de l'ONU. ■ Les conférences de Genève et de Camp David.

Lire notre dossier page 7

THIERRY DE BEAUCÉ
La République de France

essai



Grasset

Galère sur le Pacifique

Le rameur Gérard d'Aboville a couvert les trois quarts de la distance entre le Japon et la Californie

par Gérard Albovy

Son aïeul François-Marie d'Aboville, héros des batailles de Fontenoy, de Valmy, puis des campagnes napoléoniennes, a son nom gravé dans la pierre de l'Arc de triomphe. Rompant avec la longue tradition militaire de sa famille, Gérard d'Aboville a préféré opter pour une vie de gâtien et rêver d'une arrivée, triomphale ou anonyme, sous cette autre arche à l'échelle de l'Amérique : le Golden

Gate, qui enjambe la baie de San Francisco. Parti le 11 juillet de Choshi, un port japonais à 200 km à l'est de Tokyo, ce Breton à la volonté de granit, révélé par sa traversée de l'Atlantique à la rame en 1980, s'est lancé dans un défi encore plus insensé : rennover son exploit sur une distance deux fois plus longue, les 5 500 miles (10 200 km) de l'océan Pacifique entre le Japon et la Californie.

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 100 PTA ; G.-B., 86 p.; Grèce, 220 dr.; Hongrie, 120 F.; Italie, 2 200 L.; Luxembourg, 42 FL.; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FR ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هنا من الفضل

DÉBATS

Un entretien avec Paul Ricoeur

« La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous »

« A quel titre un philosophe peut-il intervenir aujourd'hui dans la vie publique ? Dans quel but ? Avec quels moyens ? »

— Ce qu'on ne peut attendre du philosophe en matière politique, ce serait un discours véritablement démonstratif. Il convient d'abord de se défaire de l'illusion que puisse exister une politique scientifique. Si le marxisme-léninisme a été faillé, et pas seulement trompé, c'est en faisant croire que pouvait exister un socialisme scientifique. Le type de savoir que l'on peut attendre en ce domaine n'est pas du même ordre que celui des sciences.

— Il existe certes des « sciences politiques », mais il s'agit sous ce titre de disciplines essentiellement descriptives. On y étudie par exemple le fonctionnement des régimes constitutionnels ou les comportements électoraux. Leur travail ne consiste nullement à élaborer une connaissance véritablement scientifique des principes et des mécanismes du pouvoir, ce qui est en toute rigueur impossible.

— Toutefois, cela ne signifie nullement que le discours politique soit livré à l'arbitraire. Dans un des essais de *Lectures I*, je propose de situer ce discours au niveau rhétorique. Ce n'est pas pour le discréditer. Bien au contraire : relever de ce niveau les sortes d'arguments qu'on se livre au plan de la démonstration, de la preuve logique ou scientifique, ne tombent pas à celui de la sophistique, où l'on cherche à extorquer l'accord d'autrui par la flatterie ou l'intimidation. Entre prouver et séduire, il y a place pour des arguments probables ou, si l'on préfère, vraisemblables ou simplement plausibles. A ce niveau, la conviction est recherchée par le moyen d'une discussion réglée. Je crois donc qu'il existe une bonne rhétorique, et que le discours politique peut se tenir à ce rang.

— Vous venez de lier la rhétorique à la discussion. Cela ne répond pas encore à la question : à quel titre un philosophe peut-il intervenir aujourd'hui dans la discussion politique ?

— Votre question est en même temps une question sur la démocratie, si l'on admet que la démocratie est le régime politique qui repose sur une discussion publique à laquelle participent le plus grand nombre possible de citoyens. Cela dit, il faut d'abord s'interroger sur les enjeux d'une telle discussion publique. Et c'est là que le philosophe peut intervenir.

— J'ai tenté, pour ma part, de discuter des enjeux proches, des enjeux à moyen terme, des enjeux à long terme de la discussion publique. — Pour saisir en quoi consistent les enjeux proches, partons de cette idée : les sociétés industrielles avancées peuvent être considérées comme des opérateurs de distribution. Mais on oublie trop souvent qu'elles distribuent des biens hétérogènes. Les uns sont des biens marchands (revenus, patrimoines, services etc.), d'autres biens ne peuvent être achetés, ni vendus (éducation, santé, sécurité, emplois publics, citoyenneté, etc.). Il y a donc une pluralité de biens qui sont qualitativement différents. Entre ces biens, aucune priorité ne s'impose d'elle-même comme une évidence absolue ou comme un ordre des choses.

Né en 1913, Paul Ricoeur est l'auteur d'une œuvre philosophique considérable, tant par sa taille (une vingtaine d'ouvrages, des centaines d'articles) que par l'ampleur et la diversité des domaines qu'elle aborde.

Héritier spirituel de Husserl et de l'existentialisme chrétien (Gabriel Marcel, Emmanuel Mounier, Karl Jaspers), Paul Ricoeur a renouvelé la question de l'interprétation au fil d'une réflexion dialoguante avec la théologie, la linguistique, la psychanalyse, la littérature ou l'histoire.

Après avoir enseigné dans les universités de Strasbourg, de Paris-Sorbonne et de Nanterre (dont il fut un en doyen, après mai 88), le philosophe est aujourd'hui professeur émérite de l'université

de Chicago, et poursuit son chemin de pensée, ouvert aux théories comme aux inquiétudes de notre temps.

Trois volumes rassembleront, sous le titre de *Lectures*, des textes dispersés (Ed. du Seuil). Le premier, dans quelques jours en librairie, réunit des études centrées sur des thèmes politiques, à partir de Hannah Arendt, Karl Jaspers, Eric Weil, Jan Patocka.

A cette occasion, ce penseur attentif à la chose publique évoque ici les différents registres de l'intervention du philosophe dans la Cité, le statut des valeurs, et notre responsabilité envers le futur, liés à la nécessité de réinterpréter nos traditions multiples.



Comme l'a dit le philosophe Koselleck, la conscience historique des individus ou des communautés repose sur le contraste entre no horizon d'attente dans lequel nous nous projetons et un espace d'expérience dans lequel nous nous trouvons coraciés. Qu'est-ce que cela veut dire pour nous Européens ?

— La chance de l'Europe est d'être tissée de plusieurs traditions : héritage juif et chrétien, héritage grec et latin, humanisme de la Renaissance puis de la Réforme, projet des Lumières et socialisme du dix-neuvième siècle. Aucune de ces traditions n'a échappé à la critique. Mais aucune non plus n'est vraiment épuisée et totalement accomplie. Nous devons les repenser en fonction des exigences nouvelles de l'histoire. Car une tradition n'est vivante que si elle donne l'occasion d'innover, si elle constitue une ressource à réinterpréter et non une éternité figée.

— Il me semble que nous avons tellement de projets inaccomplis derrière nous, tellement de promesses encore non tenues, que nous aurons de quoi construire un futur par la réinterprétation de ces multiples héritages. Par un paradoxe tout à fait étrange, les utopies les plus fortes ne peuvent venir que de ce qui a été inaccompli dans nos traditions et qui demeure comme une ressource de significations, une réserve de sens. L'utopie à venir ne peut surgir à partir de rien. Elle ne saurait non plus dériver en droite ligne du passé, mais elle serait sans force si elle n'était pas en complicité avec ce qui, dans ce passé multiple, n'est pas encore épuisé.

— Par exemple ? — L'idée de pardon, d'origine théologique, a aujourd'hui des implications politiques extraordinaires ! On ne doit pas l'enfermer dans les seules relations interpersonnelles. Lorsque le chancelier Brandt va s'agenouiller à Vassov, lorsque Vaclav Havel écrit au président allemand pour lui demander pardon pour ce que les Tchécoslovaques ont fait aux Sudètes en 1945-1948, ces gestes me paraissent avoir une importance considérable pour la construction de l'Europe dans sa dimension culturelle et spirituelle. Nous devons devenir capables d'échanger nos mémoires nationales ou ethniques et d'exercer les uns à l'égard des autres à la fois la volonté de ne pas oublier et celle de pardonner, c'est-à-dire de libérer la mémoire des autres de sa charge de culpabilité !

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT

« Sur le choix des enjeux globaux, les experts n'en savent pas plus que nous »

— Ce choix doit donc faire l'objet d'une discussion : quel ordre de priorité apparaît à la majorité des gens, dans une société donnée, comme préférable ? Faire comprendre la nature de ce choix et ses enjeux, c'est là une tâche d'éclaircissement qui me paraît incombant au philosophe.

— Mais ce n'est encore qu'un premier niveau de son intervention...

— Tout à fait. Le deuxième, celui des enjeux moyens ou intermédiaires, consiste à comprendre selon quels principes s'organise le choix du préférable. Nous rencontrons alors des termes fortement chargés d'idéologie : justice, liberté, égalité, fraternité... Certains représentants ont considéré ces notions comme définitivement corrompues par l'idéologie. La réflexion philosophique devrait finalement les laisser en dehors de ses préoccupations. Je ne partage pas cette position.

— Je pense au contraire qu'il est possible d'avancer utilement dans la distinction des différentes significations de ces termes. Démêler les sens multiples et parfois embrouillés de ces concepts porteurs d'une longue histoire, faire ressortir leurs diverses faces, montrer en quoi elles se différencient et parfois se superposent (une partie du concept de liberté peut recouvrir par exemple une partie du concept d'égalité), c'est là une tâche de clarification philosophique. Les discours politiques emploient chaque jour ces termes sans se rendre compte que s'y juxtaposent de multiples éléments qui sont parfois incompatibles.

— Quel est le dernier registre ou l'enjeu le plus lointain de l'intervention philosophique ?

— Celui qui touche à l'orientation générale, au choix global de nos sociétés — comme par exemple le choix d'une croissance et d'une consommation illimitées. Ici, le travail du philosophe ne peut plus être simplement une clarification des concepts. L'analyse doit s'accompagner nécessairement d'un choix, d'une préférence intime où le penseur s'engage à titre personnel. Des concepts maîtres, comme ceux de justice, d'égalité, de liberté, etc. ont en effet un contenu intellectuel qui peut faire l'objet d'analyses théoriques. Mais, d'un autre côté, leur signification n'a de consistance que si l'on y adhère par une conviction intime. C'est pourquoi on n'en parle qu'en termes de « valeurs ».

— Ces valeurs n'existeraient-elles qu'en fonction d'une croyance ?

— Ce n'est pas si simple. On ne peut dire que les valeurs sont inventées par ceux qui y croient. Le statut des valeurs est en fait très particulier et difficile à concevoir. Les hommes politiques l'oublient trop souvent quand ils se réfèrent

aux « valeurs républicaines » ou aux « valeurs de la démocratie », comme si ces formules allaient de soi et ne soulevaient aucune difficulté.

— La notion de valeur a un statut particulier pour deux raisons. En premier lieu, elle combine, de manière singulière, objectivité et subjectivité. D'un côté, une valeur s'impose à quelqu'un avec une certaine autorité, comme un élément identifié d'une tradition. En ce sens, elle n'est pas dépourvue d'objectivité. D'un autre côté, elle existe véritablement que si l'on y adhère. Comme si la conviction était la condition de sa vie effective.

— En second lieu, les valeurs se situent, me semble-t-il, à mi-chemin entre les convictions durables d'une communauté historique et les évaluations incessantes que réclament les changements d'époque et de circonstances avec l'émergence de problèmes nouveaux, comme ceux de l'environnement, de l'application des technologies biologiques à la maîtrise de la vie, de l'économie à l'échelle mondiale, etc.

— Pour illustrer cette seconde particularité des valeurs, on peut songer à ce que voit un passager par la fenêtre d'un train. Le paysage défie, mais tous ses plans ne le font pas à la même vitesse. Les horizons lointains glissent lentement, les falaises proches passent à vive allure. Les valeurs sont, à mes yeux, dans une position intermédiaire. Trop souvent, les débats actuels, on oublie cette position spécifique des valeurs. Les dogmatiques misent trop aisément sur l'immobilité des principes. Les libéraux soulignent trop facilement la disparition instantanée des avantages et le caractère fétide des valeurs. Il me semble que c'est au contraire entre les deux que se trouvent les grandes catégories directrices, celles qui nous permettent de nous situer dans le monde. Elles ne passent pas en un clin d'œil. Elles s'inscrivent dans la longue durée. Mais elles sont aussi fondamentalement périssables et doivent donc être continuellement réactualisées afin de répondre aux mutations très rapides de notre histoire.

— En quoi la Cité nous en sommes-elle responsables ?

— Tout à fait, mais en un sens nouveau et particulier de l'idée de responsabilité, que l'on doit au philosophe Hans Jonas. Jusqu'à présent, on considérait quelquefois comme responsable seulement l'auteur d'un acte qui était reconnu être l'auteur et qu'on pouvait dès lors lui imputer. Hans Jonas, dans le *Principe de responsabilité*, conçoit au contraire une responsabilité tournée vers le futur lointain. Quelque chose nous est confié qui est essentiellement fragile. L'objet de la responsabilité, affirme Jonas, c'est le périssable en tant que tel. Il peut alors s'agir de la vie ou de l'équilibre de la planète.

— Mais il s'agit aussi de la Cité. La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous, comme l'a souligné Hannah Arendt. En effet, aucun système institutionnel ne se prolonge sans être soutenu par une volonté de vivre ensemble qui est en acte chaque jour, même si on l'oublie. Lorsque ce vouloir s'effondre, toute l'organisation politique se défile, très vite — notre siècle en a donné de multiples exemples, en particulier à l'occasion de grandes défaillances.

— L'indifférence croissante envers la vie politique vous paraît-elle receler un tel risque ?

— On pourrait être tenté de traiter avec indolgence cette forme d'abstention. Aux Etats-Unis, de nombreux citoyens, et parmi eux beaucoup d'étudiants, sont convaincus que leurs institutions ont une existence suffisamment solide pour qu'ils se dispensent de participer à la chose publique. C'est une erreur.

Jamais la Cité n'existe par la seule inertie de son système institutionnel. Hannah Arendt distingue finement autorité et pouvoir. L'autorité, à ses yeux, relève d'un système institutionnel, lequel se réfère toujours à un passé, à des institutions plus anciennes, mais qui ne peuvent qu'« augmenter » le pouvoir. Le pouvoir, au contraire, est, en un sens, instantané : il existe ici et maintenant, pour autant que nous le voulons ensemble. C'est la continuité et la rénovation de ce vouloir qui font l'objet de notre responsabilité.

— Responsabilité seulement politique ou aussi morale ? Les deux sont-elles séparables ?

— Les deux sont indissociables mais, là encore, en un sens particulier. Ce qui fait que la politique n'est pas l'éthique ou la morale — peu importe ici la distinction — c'est l'existence de médiations institutionnelles. Le politique apparaît lorsqu'une communauté historique s'organise pour devenir capable de prendre des décisions collectives. Le « vouloir vivre ensemble » se transfère sur un noyau institutionnel plus fort que chacun. L'existence de l'Etat repose donc sur une sorte de désappropriation des individus. Ce désinvestissement est fondateur et, en ce sens, nécessaire, mais il engendre en même temps les formes spécifiques du mal politique. Le politique est en effet enclavé à des maux spécifiques du fait même qu'il paraît susceptible d'exister au-dessus de nous, voire à la suite, contre nous. Il peut alors se corrompre, indépendamment de sa base économique et sociale, en tant que pur phénomène de pouvoir.

— C'est pourquoi il doit demeurer sous surveillance. L'héritage de la pensée libérale veut d'ailleurs, ici, souligner : il convient de se méfier de la Cité, de la surveiller et de veiller à son contrôle en la divisant contre lui-même, en jouant de contre-pouvoirs contre le pouvoir. Montesquieu, sur ce point, a vu plus clair que Rousseau. Aux maux spécifiques du politique doit répondre une thérapeutique spécifique.

— Les bienfaits liés à l'institutionnalisation du « vouloir politique » seraient-ils contre-partie des risques d'asservissement ou de domination sans contrôle ?

— Oui. Et cette dernière peut prendre des formes moralement neutres en apparence. On se dessaisit, aujourd'hui, au profit des experts, de décisions concernant les problèmes économiques, financiers, fiscaux, etc. Ces domaines sont devenus si compliqués, nous dit-on, qu'il faut nous en remettre au jugement de ceux qui savent. Il y a, en réalité, une sorte d'expropriation du citoyen. La discussion publique se trouve ainsi captée et monopolisée par les experts.

— Il ne s'agit pas de nier l'existence de domaines où des compétences juridiques, financières ou socio-économiques très spécialisées sont nécessaires pour saisir les problèmes. Mais il s'agit de rappeler aussi, et très fermement, que, sur le choix des enjeux globaux, les experts n'en savent pas plus que chacun d'entre nous. Il faut retrouver la simplicité des choix fondamentaux derrière ces faux mystères.

— Dans les domaines dont nous parlions et commençait à définir des priorités dans le partage entre

des biens multiples et qui ne peuvent être tous commensurables, clarifier les grandes notions qui dirigent ces choix, mettre enfin en débat l'orientation globale de notre civilisation, il me semble que les experts eux-mêmes sont en demande d'éclaircissements et de conseils.

« Une tradition n'est vivante que si elle donne l'occasion d'innover »

— En tout cas, il ne sont pas plus qualifiés que nous et ce n'est pas à eux que peuvent appartenir les décisions de fond. La tâche d'un éducateur politique est aussi de remettre constamment dans le courant de la discussion publique ce qui est monopolisé abusivement par les spécialistes.

— Y a-t-il, aujourd'hui, après l'effacement des grandes expériences révolutionnaires, des modèles susceptibles de remplacer celui de la croissance et de la consommation ?

— La mort des idéologies peut susciter, dans un premier temps, le découragement ou la démobilisation. C'est là un phénomène superficiel et même facile. Nous attendons toujours quelque chose.

LA FASCINATION DES FORMES PURES

ETERNA

Propriété de la S.A. Eterna S.A.

MORABITO
1, place Vendôme
75001 PARIS
Tél. : (1) 42-60-30-76

DEGON
49, rue Jeanne-d'Arc
76000 ROUEN
Tél. : 35-71-36-95

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lecaillon, gérant
directeur de la publication
Bruno Pappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la presse
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amaric
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Hermand
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laurent (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, rue de la Harpe
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télégrammes : 200 000

ADMINISTRATION :
1, place Hubert Beuve-Méry
94882 Ivry-sur-Seine CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-26
Télégrammes : 45-60-30-10

55 من لامل

Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 3

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : trêves fragiles

A Dubrovnik, les forces croates refusent de se rendre

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a dénoncé, dimanche 27 octobre, « l'abjection » du comportement des différentes factions dans la guerre civile yougoslave, qui empêchent notamment le travail des équipes de secours aux blessés. Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Kouchner a estimé que ce comportement constituait « une régression totale de l'action humanitaire ». Il a vivement critiqué le « chantage » exercé pour permettre l'accès aux blessés, et le rôle des milices, qui s'opposent selon lui à tout véritable cessez-le-feu. « Je vois des hommes qui veulent en découdre et qui me rappellent les pires images du Liban (...). Même au Liban, les Croix-Rouge n'ont jamais été attaqués, elles sont toujours restées unies. La Serbie et la Croatie ont déjà fait éclater leurs Croix-Rouge, c'est infâme », a-t-il déclaré. M. Kouchner a enfin estimé qu'il serait désormais « très difficile » d'envoyer une force d'interposition en Yougoslavie, « à moins de faire la guerre ». Sur le terrain, la situation était relativement calme, lundi 28 octobre, à Dubrovnik, mais des combats se poursuivaient en Slavonie, notamment autour de Vukovar.

BELGRADE

de notre correspondant

La conclusion d'un week-end de négociations entre l'armée fédérale et les autorités croates, après vingt-cinq jours de combats, des unités de l'armée avaient réussi à s'installer, vendredi soir 25 octobre, à 2 kilomètres à peine de Dubrovnik, encerclant toute la ville, aussi bien par la mer que sur terre. A ce stade de l'offensive, il ne restait plus aux forces fédérales qu'à investir la ville - ce qui avait été condamné par l'ensemble de la communauté internationale - ou à négocier. Lorsque l'armée avait demandé, jeudi dernier, aux habitants de Dubrovnik d'évacuer la ville, les risques d'une offensive avaient inquiété notamment lord Carrington, qui avait convoqué, à la conférence de paix de La Haye, le ministre fédéral de l'Armée yougoslave, le général Kadijevic, d'interrompre les bombardements sur la ville. Le lendemain, les autorités militaires affirmaient : « Aucune unité fédérale ne pénétrera dans Dubrovnik et aucun projectile ne sera tiré en direction de la ville ».

En échange de cette garantie, elles exigeaient la signature d'un accord visant à normaliser la vie dans cette cité qui est depuis près de trois semaines sans eau ni électricité et où la pénurie de denrées alimentaires et de gaz commence à se faire sentir. L'armée fédérale demandait que les armes qui se trouvent à l'intérieur de Dubrovnik lui soient restituées avant le dimanche 27 octobre à 20 heures, que tous les membres de la police et de la garde nationale croates non domiciliés dans cette ville, avant le 1^{er} janvier 1991 quittent Dubrovnik, que tous les mercenaires étrangers qui ont rejoint l'armée croate soient livrés à leurs ambassades respectives puis extradés de Yougoslavie, que les effectifs de la police de Dubrovnik soient ramencés à ceux d'avant le 23 janvier 1991. En contrepartie, l'armée s'engageait à assurer un cessez-le-feu absolu, et à ne pas pénétrer dans la ville, à établir les lignes séparatives et l'approvisionnement en eau et en électricité. Toutefois, elle contrôlerait les entrées de la ville.

Mobilisation en Krajina

Dans la nuit de samedi à dimanche, le gouvernement croate rejetait l'ultimatum, accusant l'armée yougoslave de créer la panique pour faire fuir les Croates de Dubrovnik et s'emparer de la cité. Dans la journée de dimanche, les autorités militaires entamaient des négociations avec le maire local et la mission d'observateurs européens dans le petit port de Cavtat, contrôlé depuis une semaine par les fédéraux. Selon l'un des membres de la Commission européenne, « toutes les questions sont restées au point mort (...) et l'armée n'a pas précisé ce qu'il adviendrait si ses conditions n'étaient pas acceptées ».

Après l'échec de l'ultimatum, les autorités croates appellent, tard dans la nuit, les habitants de Dubrovnik à ne pas quitter la ville et à tous les Croates attachés à leur cité à la rejoindre. A cette occasion, le gouvernement croate devait organiser, lundi 28 et mardi 29 octobre, des départs par bateau de Split et de Rijeka et, par autobus, de Zagreb, dans une opération de rapatriement de Dubrovnik. Selon les chiffres officiels de l'armée yougoslave, plus de onze mille personnes ont été évacuées de la ville et de ses environs ces dernières semaines.

La Kninska Krajina, coelave serbe de Croatie qui, après la tenue d'un référendum en août 1990, s'était proclamée région autonome serbe, a décidé de mettre en œuvre certaines décisions sans attendre le feu vert du bloc serbe de la présidence yougoslave. Celle-ci avait annoncé, le 22 octobre, la nécessité d'itéosifier la mobilisation dans les territoires qui choisissent avec la Serbie de rester dans une mini-Yougoslavie fédérale. Samedi, le gouvernement autonome de la Krajina a donc décrété la mobilisation générale sur son territoire et exigé que tous les hommes après un combat ayant quitté la région rejoignent immédiatement leurs unités. Par ailleurs, les autorités de la « province autonome serbe de Slavonie » (est de la Croatie), qui avaient appelé à maioties reprises tous les hommes entre seize et soixante ans à rentrer chez eux pour défendre leurs « foyers », ont demandé vendredi aux entreprises de Serbie employant des réfugiés de Slavonie de les licencier.

En dépit de l'interdiction signifiée par les autorités serbes et monténégrines, le référendum sur « l'entière autonomie politique et territoriale » de Sandjak, musulmans du Sandjak, qui comprend six districts de Serbie et trois districts du Monténégro, s'est déroulé samedi soir sans incident majeur. La police avait été renforcée dans toute la région et les bureaux de vote habituels étaient fermés, mais les musulmans du Sandjak ont voté dans des lieux secrets. Selon les organisateurs, la consultation, prévue officiellement les 25, 26 et 27 octobre, aurait commencé dès mercredi soir afin de contourner la décision des autorités. Satisfait du taux de participation, particulièrement élevé - plus de 90 %, selon les premières estimations - le leader du Parti musulman (Action démocratique, SDA) du Sandjak, M. Soljemo Ugajovic, déclarait dimanche à Novi-Pazar (Serbie) que le peuple musulman aspirait à conserver les frontières intérieures de la Yougoslavie, mais si elles venaient à être retirées, les résultats du référendum seraient alors mis en œuvre. Il semblerait, par ailleurs, que le taux de participation ait été beaucoup moins élevé dans les districts du Monténégro. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le revirement du président monténégrin, M. Momir Bulatovic, qui avait, contrairement à la Serbie, adhéré au plan de paix de La Haye. Les résultats définitifs du référendum au Sandjak devraient être communiqués, mercredi, à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

FLORENCE HARTMANN

Cinq mille morts du côté croate. - Depuis le début de juillet, la guerre en Croatie a fait quelque cinq mille morts, des dizaines de milliers de blessés, et l'on compte trois cent cinquante mille personnes déplacées, a indiqué, dimanche 27 octobre, le chef de la diplomatie croate, M. Zvonimir Sesarovic, dans une lettre adressée aux ministres des affaires étrangères de la CEE, qui devaient se réunir, lundi 28 octobre, à Bruxelles. - (AFP)

Le dernier soldat fédéral a quitté la Slovénie. - Le dernier contingent de l'armée yougoslave stationné en Slovénie a quitté dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 octobre le territoire de cette République, qui a proclamé son indépendance. Un contingent de quatre cents soldats yougoslaves ainsi que quatre-vingts véhicules légers de l'armée ont quitté le port de Koper à bord de deux ferries à destination de Tivat, en Monténégro. - (AFP)

POLOGNE : les élections législatives

La III^e République commence mal

Suite de la première page

Si, à en croire le président de la République, dimanche 20 heures, « la III^e République commence ce soir », on doit reconnaître que ses débuts se placent sous des auspices sombres.

La faible participation n'est pas le seul motif de ce pessimisme. L'éparpillement des voix qui va donner une Diète fragmentée entre une vingtaine de partis est aussi considérée comme un handicap pratique pour la III^e République. Comment « gérer » une assemblée où le parti le plus important, l'Union démocratique de M. Mazowiecki, a recueilli moins de 14 % des voix et où un groupe aussi folklorique que celui des « bouviers de bière » comptera près de vingt députés ? Comment former un gouvernement et permettre à celui-ci d'élaborer et de faire appliquer un programme cohérent alors qu'aucune coalition raisonnable ne semble, pour le moment, possible ?

Même sur le papier, tenter, pour voir un tant soit peu clair, de regrouper au moins par affinités les quelques dix partis qui ont obtenu des scores importants, c'est-à-dire aux alentours de 10 % des suffrages, paraît bien ardu. Qu'en sera-t-il lorsque s'y mêleront, sur le terrain cette fois, les querelles de personnes et les pressions des uns et des autres ?

En attendant les scores définitifs, les résultats partiels des élections de dimanche font apparaître les quelques grandes tendances suivantes :

- L'ancien parti communiste, rebaptisé Alliance pour une gauche démocratique, améliore ses positions

par rapport à l'élection présidentielle puisqu'il passera de 9,4 % à 12,9 % des suffrages. Électeurs disciplinés, les communistes bénéficieront de la tentation qui a davantage pénalisé les autres partis. Ils bénéficieront aussi, selon les analyses, d'un report des voix important des électeurs de M. Tyminski, l'homme d'affaires qui était arrivé en deuxième position au premier tour de l'élection présidentielle. Les difficultés économiques et la crise sociale très dure qui frappe la Pologne ont été certes mises à profit par les anciens communistes, mais ceux-ci ont peut-être commencé à réaliser plus large en attirant à eux une frange de l'électorat rebuté par l'influence de l'Eglise et qui a trouvé chez les ex-communistes le seul parti à prendre des positions claires sur quelques sujets éthiques comme l'avortement. Le score de l'Alliance démocratique est d'autant plus satisfaisant qu'un autre parti issu des anciennes structures communistes, le parti paysan (PSL), recueille près de 7 % des voix.

Influence de la droite

- Les partis nationalistes et ultracatholiques obtiennent aussi un beau succès. Ainsi, la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), qui se veut le plus ancien parti anticommuniste de Pologne, obtient, à la surprise générale, plus de 9 % des voix. Quant à l'Action catholique (WAC) - « l'état, famille, nation » - soutenue directement par l'Eglise, elle obtient 9,4 %. Plus modérée, l'Alliance du centre, considérée comme la droite de Solidarité, réa-



lise aussi un score de 8,8 % des voix. En y ajoutant les petits partis démocrates chrétiens, soutenus aussi directement par l'Eglise, ce « bloc catholique » totalise ainsi plus de 30 % des suffrages et sera donc la mouvance la plus importante dans le futur Parlement.

- L'Union démocratique (UD), bien qu'elle soit le parti le plus important avec 13,4 % des voix, n'est pas moins considérée comme perdante dans les élections de dimanche : les sondages la créditaient d'au moins 20 % des intentions de vote. Dirigée par des personnalités telles que l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki, Jacek Kuron, Bronislaw Geremek, soutenue par une grande partie de l'intelligentsia, elle fait à peine 1 % de plus que l'ancien parti communiste, l'abstention, mais aussi le fait d'être

considérée comme « laïque » par l'Eglise, comme les séquelles de la lutte présidentielle, ont certainement joué contre l'Union démocratique. On la voit mal, dans ces conditions, mener une coalition gouvernementale, d'autant plus que son allié potentiel, le Congrès libéral-démocratique du premier ministre Jacek Kuron, n'a pas réussi la percée esérée, puisqu'il obtient 7,9 % des suffrages.

Le président Lech Walesa, dont le pouvoir sort renforcé de cette impuissance prévisible du Parlement, aura besoin de toute son habileté pour redresser la barre et soigner ces symptômes de la maladie infantile de la démocratie apparue en Pologne.

JOSÉ-ALAIN FRALON
Lire également page 4
l'article de Jan Kuziec.

URSS : « le Putsch » raconté par le président soviétique

M. Gorbatchev invoque les circonstances atténuantes

M. Gorbatchev sait bien que ses plus fidèles ne peuvent se contenter d'attendre. Ce n'est pas le cas de l'Occident, qu'il leur doit même le modeste strapontin qu'il occupe encore à la tête d'un « centre » qui ne cesse de se déliter un peu plus chaque jour. C'est sans doute pour-quoi il a confié - moyennant 300 000 dollars - à l'éditorialiste londonien Harper Colliers le soin d'orchestrer dans des dizaines de pays la sortie de son récit consacré au putsch raté du 18 août.

On ne peut pas, malheureusement, recommander la lecture de ce petit livre (125 pages), écrit à la va-vite et plein de redites à défaut de révélations. Mieux vaut encore se reporter au « transcript » de la conférence de presse que M. Gorbatchev avait donnée le jeudi 22 août, le lendemain de son retour de Crimée. L'exercice avait au moins le mérite de la spontanéité. Le président soviétique était alors, il est vrai, déclaré toujours communiste et bien décidé à le rester (je ne suis pas

une girouette), avait-il même affirmé. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, même s'il a « longtemps cru sincèrement que le parti pouvait se rénover ». Il se veut désormais socialiste, démocrate et partisan d'une nouvelle Union à géométrie variable, car « la tentative de coup d'Etat » a montré le plus des espoirs que l'on pouvait placer dans la transformation du Parti communiste en un parti démocratique moderne.

Cette évolution subite de M. Gorbatchev ne l'incite cependant pas à se poser quelques questions essentielles sur le parti-Etat qui a conduit son pays au bord de l'effondrement. Pour lui, la révolution d'octobre reste « une révolution authentiquement populaire », mais elle a été dévoyée par « l'application forcée du modèle stalinien de société ». En ce qui le concerne, poursuit Gorbatchev, j'ai tout fait au cours des dernières années pour finir avec le stalinisme. Ce « tout » n'a pourtant pas été suffisant. Sans crainte de se contredire, le président soviétique reconnaît d'ailleurs dans un autre passage de son petit livre, lorsqu'il lui est demandé pour avoir fait preuve d'un certain laxisme, cherché à gagner du temps par des manœuvres tactiques et avoir « toléré des lenteurs et des incohérences dans l'action politique, surtout dans la liquidation du monopole du pouvoir du parti et des structures bureaucratiques ». Il se garde bien cependant de fournir la moindre explication sur la fin de l'année 1990, qui est marquée par son rapprochement avec les éléments les plus conservateurs du parti, qui devaient déclencher le putsch contre lui. M. Gorbatchev éprouve de « l'amertume » au souvenir de cette « trahison » des lénins, lasov, Pougov et autres Loukianov.

« Ce goût de fiel me poursuivra sans doute jusqu'à la fin de mes jours », nous confie-t-il, sans imaginer le seul instant que lui aussi a subi oagobère ses amis réformateurs ou pacifistes avec les « néo-staliniens » et en croyant qu'il était possible de réformer le totalitarisme.

M. Mitterrand égaré

Pour le reste, le récit du putsch que fait M. Gorbatchev lui donne le beau rôle, celui d'un homme « qui n'a failli ni à l'honneur ni au devoir ». Au passage, le président soviétique s'insurge contre les soupçons de collusion entre lui et les conjurés, qui ont été avancés par des hommes comme Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev. Le bruit, suggère-t-il, aurait fort bien pu être lancé par les comploteurs eux-mêmes. C'est d'un d'entre eux, Oleg Baklanov, l'homme du complexe militaire-industriel, qui lui aurait proposé « de se reposer, de soutenir le Comité d'Etat pour l'état d'urgence. Nous ferons le sale boulot en votre absence et ensuite vous rentrerez à Moscou ».

Un passage fera beaucoup jaser dans les chaumières françaises : celui dans lequel M. Gorbatchev regrette que M. Mitterrand ne l'ait pas appelé en Crimée, dans l'après-midi du 21 août, après sa libération par la délégation conduite par Alexandre Rousskov, le vice-président russe, et qui, était accompagnée par un membre de l'ambassade de France à Moscou. « De Paris, écrit-il, j'ai eu une conversation avec le président Bush. François Mitterrand devait m'appeler. Il ne l'a pas fait et je le regrette encore aujourd'hui. Des mon retour à Moscou, j'ai demandé que

l'on me mette en relation avec lui. Lundi matin, 28 octobre, on s'appliquait à l'Elysée à reconstruire la chronologie des trois jours du putsch, qui a été ponctuée, affirmait-on, par d'innombrables mais vaines tentatives pour entrer en contact téléphonique avec M. Gorbatchev. Lorsqu'il fut enfin possible, le mercredi soir, de joindre la Crimée, expliquait-on, M. Gorbatchev venait d'un partir, et lorsque, quelques heures plus tard, le standard de la présidence française eut enfin le Kremlin, M. Gorbatchev venait de se coucher. La petite phrase assénée de M. Gorbatchev est d'autant plus mal venue à l'Elysée qu'on ne cache plus qu'il était « malade » de qualifier les putschistes, le 19 août au soir, de « nouveaux dirigeants soviétiques ». Pour être MM. Mitterrand et Gorbatchev s'en expliquent-ils mercredi après-midi, lors du tête-à-tête prévu dans le sud-ouest de la France.

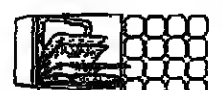
JACQUES AMALRIC

Le Putsch, de Mikhaïl Gorbatchev, Olivier Orban éditeur, 180 pages (l'ouvrage est complété par un article de M. Gorbatchev écrit à la veille du putsch), 95 F.

o Déclaration d'indépendance en Tadjikistan. - Le Parlement de Tadjikistan (République d'Asie centrale soviétique) a déclaré l'indépendance de cette république, dimanche 27 octobre, le lendemain d'un référendum où 94 % des votants se sont prononcés pour un Etat « indépendant et démocratique ». Des quinze anciennes Républiques soviétiques, seuls désormais la Russie et le Kazakhstan n'ont pas proclamé leur indépendance.

Un tour d'horizon du fanatisme au XX^e siècle...

Vous croyez que ça existe ?*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans sujet : Fanatisme

GRAPHICAL

EUROPE

Lituanais et Polonais : nouvelle querelle, vieux malentendus

VILNIUS

de notre envoyé spécial

C'est un conflit mineur, qui passe presque inaperçu à l'heure où les Arméniens et les Azeris s'entre-tuent, où les Géorgiens et les Osètes dialoguent à coups de canon et où, un peu partout, majorités et minorités nationales de l'ex-URSS menacent de s'échapper. Mais c'est tout de même une triste histoire, qui oppose deux peuples unis par un très ancien voisinage historique et qui ont joué l'un et l'autre un rôle de pionnier dans la création de l'Europe post-communiste : les Polonais parce qu'ils ont sapé les fondements du système soviétique, les Lituanais parce qu'ils ont éminemment contribué à la dislocation de l'empire.

La tension monte depuis des mois, sinon des années, mais le putsch reté d'août, en même temps qu'il a apporté à la Lituanie la consécration de son indépendance, lui a aussi donné l'occasion de régler quelques comptes anciens avec sa minorité polonaise : près de 300 000 personnes, soit 7 % de la population de la République, regroupées à Vilnius et dans ses environs où ils sont installés depuis des siècles.

Officiellement, il ne s'agit de rien d'autre que d'une opération de « débolchevisation » : les conseils (soviétiques) des districts « polonais » de Vilnius, accusés d'avoir approuvé la tentative de putsch du mois d'août, ont été suspendus, et les districts en question placés sous l'autorité d'un commissaire lituanien qui en profite pour faire le ménage.

Quant aux Polonais, ils affirment que tout cela n'est qu'un faux prétexte, que les quelques brebis galeuses qui, de fait, s'appuyent sur les conservateurs

moscovites, eurent déjà été expulsés, et on accuse les Lituanais des plus noirs desseins. En particulier, de projeter un redécoupage administratif destiné à priver les Polonais de majorité dans leurs propres régions, et par là même à spolier une partie des paysans polonais de leurs droits à récupérer leurs terres.

Promesses oubliées

Au passage, toutes sortes de rancunes et de malentendus, vieux de quelques mois ou de plusieurs siècles, remontent à la surface. Les Lituanais rappellent que seuls trois députés polonais sur huit ont voté pour l'indépendance de la Lituanie. Et ils accusent les responsables polonais de Lituanie d'avoir tenté de s'appuyer à la fois sur Varsovie et sur Moscou. L'un d'entre eux n'aurait-il pas un jour appelé à suivre la voie de Lénine et Mickiewicz ? Propos, il est vrai, d'une lamentable stupidité : le poète national polonais, par ailleurs chanteur de sa Lituanie natale, n'a cessé d'exalter la lutte contre l'oppression russe.

De leur côté, les Polonais rétorquent que le comportement actuel des dirigeants de Vilnius confortent, hélas, les prévisions des anti-indépendantistes et que les élus polonais qui eurent plaidé pour une Lituanie indépendante se trouvent désormais en porte-à-faux. Et de noter avec amertume que les amis de M. Vytautas Landsbergis, le président lituanien, ont complètement oublié les promesses qu'ils avaient faites en janvier et février derniers aux Polonais, qui leur avaient apporté leur soutien au moment où les tensions avec Moscou avaient atteint leur paroxysme.

Le pesé, récent ou ancien,

pèse ici très lourd. Que les Polonais réclament une certaine autonomie locale, et les Lituanais les soupçonnent, en dépit des démentis les plus formels venus de Varsovie, de rêver d'un rattachement à la Pologne qui, au début des années 20, et dans la foulée de la guerre polono-soviétique, s'était emparée de Vilnius (le nom polonais de la capitale lituanienne) et de ses environs. Le gouvernement lituanien ne récupère la région que « gracie » au pacte Molotov-Ribbentrop, avant de subir, à son tour, les effets successifs des roulements compresseurs allemand et soviétique.

Elites émigrées

La guerre et l'après-guerre transformèrent radicalement la composition de la partie polonaise de la population. Les élites, celles du moins qui n'avaient pas été liquidées par les Allemands ou la NKVD, émigrèrent massivement dès que l'occasion leur en fut donnée : aussitôt après la guerre d'abord, et pour le reste, après le dégel de 1956. Ne restèrent pour l'essentiel que des paysans installés sur des terres ingrates et dans la Lituanie d'aujourd'hui, les Polonais constituent la couche la plus pauvre et la moins instruite de la population, alors que, depuis des siècles, l'aristocratie et l'intelligentsie polonaises s'étaient habituées à regarder de haut le petit peuple polonais.

Même si les cinquante dernières années leur ont apporté une sorte de revanche, les Lituanais de souche en gardent un vieux « complexe ». Jozef Tumalski, le président du Seimas (le mouvement indépendantiste qui domine le scène politique lituanienne), est le premier à le

reconnaître. Et à exprimer lui-même, au détour d'une phrase, cette amertume ancienne : « Les Polonais, une fois de plus, veulent nous faire la leçon », déclare-t-il, crispé, lorsqu'on l'interroge sur les revendications des minoritaires.

Bien entendu, ce vieux contentieux n'a pas empêché M. Tumalski d'apprendre et de parler couramment le polonais, comme d'ailleurs tant d'autres intellectuels. Comment l'historien qu'il est pourrait-il d'ailleurs ignorer la langue d'un pays dont le passé est si inextricablement lié à celui de la Lituanie ? Mais ce passé soit dans une large mesure commun ne l'empêche pas d'être perçu très différemment. Les Lituanais évoquent la longue période de leur union avec la Pologne — inaugurée au quatorzième siècle lorsque le grand-duc de Lituanie fut baptisé par le roi de Pologne dont il épousa la fille — comme une sorte de moindre mal, justifié par le menace allemande représentée par les chevaliers teutoniques. Les Polonais, eux, ne voient que les réserves. Tout comme ils s'irritent de voir « lituanisés », y compris sur les murs de la vieille université, les noms des grands personnalités de l'histoire et de la littérature polonaises intimement liés à « Vilnius » et aux autres confins orientaux, sans doute définitivement perdus mais certainement pas oubliés.

« Lituanie, ma patrie... »

Des générations de petits Polonais ont énoncé sur les bancs de l'école les premiers mots du chef-d'œuvre de Mickiewicz : « Lituanie, ma patrie... ». Et personne n'ignore, maintenant, que tout peut enfin être écrit, que c'est dans les forêts des envi-

rons de Vilnius que la résistance polonaise a livré aux Allemands, pendant la dernière guerre, certains de ses combats les plus durs et les plus désespérés avant que ses survivants ne soient achevés par un NKVD, qui se mit ensuite en demeure de liquider les maquis lituanais. Ces derniers, dans une tentative également sans espoir, réussirent à se maintenir jusqu'au début des années 50.

Ces souffrances parallèles, si elles ont été partagées, ce passé qu'on se dispute comme un des héritages et dont on est malgré tout plutôt fier, empêcheront-elles de doute que les choses ne dégénèrent vraiment ?

La « déclaration de loyauté »

Certains responsables politiques ou journalistes lituanais laissent entendre à demi-mot que la conduite des autorités de Vilnius a été maladroite. De son côté, le gouvernement de Varsovie, après s'être un moment raidi, semble tout disposé à revenir à une attitude beaucoup plus conciliante, trop conciliante même à en croire nombre de Polonais de Lituanie, qui s'estiment insuffisamment soutenus. Après un échange de lettres entre les présidents Walesa et Landsbergis, des négociations bilatérales ont permis de régler certains problèmes : les Lituanais ont admis que soit entériné le principe d'une stricte réciprocité entre les droits reconnus aux Polonais de Lituanie et aux Lituanais de Pologne (30 000 personnes). On s'est aussi engagé à respecter les textes de la CSCE concernant le droit des minorités, comme le souligne le directeur des affaires consulaires au ministère lituanien des affaires étrangères, M. Kucinskas.

Mais certaines interrogations majeures subsistent, en particulier sur la date des élections qui permettront de mettre fin au « régime des commissaires » (lituanais) dans les régions polonaises, ou encore sur le redécoupage administratif et ses conséquences.

Reste aussi un problème particulièrement sensible, celui de la « déclaration de loyauté » que devront signer, d'ici au 3 novembre, tous les Polonais désireux de se voir reconnaître la nationalité lituanienne, sans laquelle ils seraient privés de leurs droits civiques et aussi du droit à la terre. Les Lituanais — et M. Kucinskas le premier — font valoir que cette obligation concerne tous les habitants du territoire lituanien, quelle que soit leur origine nationale.

Depuis Varsovie, le président de la Diète polonaise, M. Stelmachowski, a invité ses « compatriotes » à signer quoi qu'il leur en coûte, dans leur propre intérêt, l'humiliante déclaration. Mais dans la jolie campagne des environs de Vilnius, une campagne d'autant plus attachante qu'elle semble d'un autre âge, on a le plus grand mal à se faire à cette idée. « Comment un Polonais pourrait-il vouloir devenir lituanien ? », demande tout simplement un paysan quinquagénaire, la main sur l'encolure de son cheval. Il parle avec ce puissant accent des confins, dans une langue un peu mélangée de russe et parfois les mots lui manquent : signe des temps et du renouveau national qui exacerbe les difficultés avec les Lituanais, ses fils sont, eux, parfaitement à l'aise dans la langue de leurs ancêtres.

JAN KRAUZE



Quand une crise commence quelque part, autant qu'elle ne finisse pas chez vous.

Que vos clients soient en France ou à l'étranger, l'actualité vous réserve bien des surprises, bonnes et mauvaises. Aujourd'hui, avec EUREXEL, ne profitez que du meilleur. EUREXEL conjugue les compétences de la SFAC et de la COFACE pour protéger vos crédits dans le monde entier. Pour des indemnisations encore plus élevées et encore plus rapides, adoptez le contrat EUREXEL PLUS.

SFAC

EUREXEL - 48 rue Pierre Charron, 75008 PARIS

téléphone : (1) 47.20.50.06.

COFACE

X
EUREXEL

AUSSI LOIN QU'IRONT VOS AFFAIRES.

هكذا من لاجل

Le Monde • mardi 29 octobre 1991

PROCHE-ORIENT

Avant l'ouverture de la conférence de Madrid

Arabes et Israéliens font assaut de fermeté

L'OLP a brandi, dimanche 27 octobre, le menaces d'un départ des Palestiniens de la conférence de paix de Madrid si Israël refuse de geler sa politique d'implantation de colonies dans les territoires occupés. Le gouvernement israélien a, de son côté, réitéré sa détermination à n'accepter aucune concession territoriale à la conférence sur le Proche-Orient, qui s'ouvrira mercredi sous les auspices des États-Unis et de l'Union soviétique.

L'essai rapide de colonies de peuplement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est l'illustration la plus manifeste de la fermeté du gouvernement conservateur de M. Itzhak Shamir. Samedi soir, trente mille Israéliens ont défilé dans les rues de Tel-Aviv pour exhorter leur gouvernement à accepter un compromis et à ne pas glacer l'occasion qui se présente. M. Moshe Arens, ministre de la

défense, a qualifié cette manifestation de « inutile ». « Nous n'envisageons pas de retrait [de la conférence] », a-t-il dit dans une interview accordée à la radio nationale, faisant allusion aux propos de certains membres du gouvernement qui ont laissé entendre que les délégués israéliens pourraient rompre la discussion si leurs vis-à-vis palestiniens se réclamaient de l'OLP. Mais M. Arens, paraissant viser les Américains, a ajouté : « Nous n'avons pas l'intention d'aller à cette conférence et aux négociations pour faire l'objet de pressions ».

An Cairo, M. Hanié Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, a fait peu de cas de l'intimidation israélienne. « Ils peuvent paraître durs mais nous avons une confiance extrême dans la justice de notre cause et la détermination de notre peuple. Nous avons une cause solide à présenter. Ils n'ont pas d'arguments. Nous avons tous les arguments », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le président Hanié Moubarak.

La question des implantations

juives dans les territoires occupés devrait être aussitôt écartée de Madrid : selon M. Yasser Abed Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP, les Palestiniens sont convenus de demander le gel de la colonisation immédiate après l'ouverture de la conférence. « S'ils ne cessent pas les implantations, nous pourrions ne pas participer aux négociations », a-t-il déclaré à Amman. « Nous parlons d'un arrêt complet. Tout gel est un arrêt complet. Tout gel est un arrêt complet », a-t-il déclaré après un entretien avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charré.

« Jérusalem capitale de la Palestine »

Le président Moubarak a, quant à lui, appelé toutes les parties à faire preuve de souplesse. « Nous devons tous manifester davantage de flexibilité pour que les négociations puissent être couronnées de succès », a-t-il déclaré après un entretien avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charré.

Homme de secret par excellence, M. Itzhak Shamir n'est pas précisément porté sur le lyrisme, c'est vrai. Et d'ailleurs, il faudrait être aveugle pour ne pas se rendre compte que le chef du gouvernement se rend à Madrid à contre-cœur. « Il se prépare à la conférence comme on va à un enterrement », ironisait, récemment, le grand quotidien Haaretz. Le problème est que le pays, malgré tout, est à l'écoute de son premier ministre, qu'il lui fait relativement confiance et que des millions d'Israéliens se préparent donc, eux aussi, à une sorte d'enterrement.

Bien sûr, pour manifester un soutien au processus de paix, il y a la gauche, les travaillistes de Shimon Péres, et le mouvement La paix maintenant, qui est parvenu à réunir cinquante mille personnes samedi à Tel Aviv. Ils ont crié à pleins poumons qu'Israël veut la paix, espérant être entendus jusqu'à Jérusalem. C'est étonnant, mais un peu étonnant, c'est un beau score, le plus beau sans doute depuis des années, selon les organisateurs. Mais n'avaient-ils pas été beaucoup plus nombreux dans les rues pour protester contre les résolutions israéliennes dans les massacres de Sabra et Chatila, à Beyrouth, après l'invasion du Liban ? C'était il y a bientôt dix ans, presque un siècle.

Trois jours avant Madrid, les seules confidences qui émanent encore des corridors du pouvoir sont celles d'un profond scepticisme. D'une abyssale méfiance. Elles se résument presque à un refrain : « Nous allons à Madrid parce que nous n'avons pas le choix. Nous allons discuter avec nos ennemis mais nous ne lâcherons pas une seule ligne sur la question de la paix ». Nous sommes montés dans le tourbillon de la « paix américaine », contraints et forcés. Comptez sur nous pour l'empêcher de parvenir à bon port.

Délégation de « durs de durs »

Quand on sait que les Palestiniens veulent leur Etat et qu'il n'est pas question, du côté israélien, d'envoyer pareil scénario, on se dit que les Américains et, avec eux, la quasi-totalité de la planète, estiment que la fin des conflits au Proche-Orient ne peut être fondée que sur le principe (énoncé par l'ONU dans la résolution 242) de l'échange « des terres contre la paix ». C'est ainsi, selon la presse locale, que le directeur de la radio nationale, Kol Israël, aurait justifié, la semaine dernière, l'interdiction faite aux programmeurs de diffuser trop de chansons sur la paix pendant la conférence. Pas de chanson donc, mais pas de discours, non plus. De la part du pouvoir, pas une allocution, pas une tentative d'explication de la situation, pour en présenter les dangers ou évoquer les espoirs, quelle joie.

Les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) Arabie saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman) ont, d'autre part, décidé de participer aux négociations multilatérales sur les questions régionales, prévues deux semaines après l'ouverture de la conférence. Le chef du département politique de l'OLP, M. Fawuk Kaddumi, a toutefois affirmé dimanche que les Arabes étaient d'accord pour ne pas participer à cette phase des pourparlers que « lorsque des progrès tangibles seront réalisés au niveau des négociations bilatérales ».

Enfin, M. Arafat affirme, dans un entretien publié lundi par le Figaro, que les Palestiniens ne renonceraient jamais à Jérusalem, « capitale de la Palestine ». Il reconnaît que la Ville sainte « est aussi la ville juive » et déclare : « Nous ne voulons pas établir un nouveau mur de Berlin au milieu de Jérusalem », estimant qu'« il faut imaginer des accords sur la circulation dans une Jérusalem qui serait ouverte à toutes les confessions ».

Le réve des optimistes

La veille, un instant de sondage avait interrompu, par téléphone, cinq jours de l'insolite, la quasi-totalité (91 %) s'étaient déclarés en faveur de la conférence mais persuadés, à 57 %, qu'elle n'aurait « aucun résultat concret ». Un miracle qu'il s'en soit encore trouvé 37 % pour estimer que « oui ». Les réalistes, vous le voyez, ne sont pas si nombreux. Pour s'en tenir à ce sondage, le seul et unique publié avant la conférence dans la presse locale - ce qui en dit long sur le climat de relative indifférence régnant à Jérusalem - il n'y avait que 26 % des Israéliens disposés à rendre « la plupart des territoires » pour avoir la paix avec les Palestiniens. Seulement 16 % se sont déclarés en faveur de la constitution d'un Etat palestinien, tandis que 39 % estimaient qu'une autonomie, par ailleurs indéfinie, représentait le maximum qu'Israël devait accorder.

Que va faire M. Shamir à Madrid ? A-t-il décidé de torpiller la conférence dès son ouverture, comme le prétendent certaines « colonnes » travaillistes ? Les rares optimistes qui ont survécu à la « sinistrose » ambiante, proposent une autre réponse. Selon eux, le premier ministre, symbole personnel de l'intransigeance israélienne, est en train de jouer un dernier bon tour à la classe politique internationale. A soixante-seize ans, le partisan passionné du « Grand Israël » aurait secrètement compris que l'heure des compromis est sonnée. Il se serait souvenu d'un principe fondamental de la politique, à savoir que le meilleur moyen d'obtenir le consensus des « ultras », quels qu'ils soient, est toujours de les faire participer aux reculs nécessaires, de leur faire entendre les concessions vitales, sans convertir de discours incoherents, quasiment sans qu'ils s'en rendent compte. « Oui, c'est pour cela et rien que pour cela », révent les optimistes, qu'il a décidé de les inviter à Madrid. Ne sont-ce pas toujours des nationalistes qui, en définitive, régent les ennemis avec d'autres nationalistes ?

PATRICE CLAUDE

(1) Ministre du logement, l'un des « faucons » du gouvernement Shamir, champion de la colonisation des territoires occupés.

Prochain article :

Territoires occupés : un certain impatience

Israël : les risques de la paix

Suite de la première page

Mais il n'est pas l'essentiel. Après douze années de cohabitation avec l'Égypte, sans accrochages notables mais sans échanges culturels conséquents, sans relations économiques importantes, avec toujours en toile de fond, des articles agressifs, fréquents dans la presse du Caire, et, parfois, des déclarations malheureuses du haut de certaines tribunes officielles, les Israéliens ont acquis cette conviction, irrationnelle mais capitale en Orient : « Les Arabes ne nous aiment pas ».

Les vieilles rengaines ont réapparues : « Ils n'ont pas les mêmes mœurs, pas les mêmes valeurs », on ne peut pas leur faire confiance. Et de nouveaux craintes : « L'Égypte oblige, les Américains semblent bien passés, avec armes et bagages, de leur côté ». Quant aux autres, tous ceux « qui exercent sur nous une impitoyable pression et n'hésitent jamais à prendre des risques avec la paix », que nous veulent-ils ? Non, ils ne veulent rien, mais notre sécurité, notre existence même.

La guerre, ça, on connaît. Il y a près d'un demi-siècle que les voisins d'Israël lui manifestent leur haine. Mais la paix ? C'est quoi, la paix ? Combien ça coûte ? Quelles concessions va-t-on encore exiger de nous ? Et si ça rate ? Et si le bel échafaudage, dressé par James Baker, s'effondrait lamentablement, comme un château de cartes ? Par exemple sous les tirs de kalachnikov d'une poignée d'extrémistes, lâchés sur une plage de Tel Aviv ? Et si les Arabes, tous comptes faits, n'attendaient que cela ? Si Ariel Sharon (1) avait raison ? Si le ne cherchaient qu'à nous enlever avec le coup de la paix, pour mieux nous refaire celui de la guerre ?

Qui, il y a d'abord la peur, irrationnelle comme toujours, mais elle est si fascinante dans les conversations, les esprits et le cœur d'Israël, qu'il serait vain de citer tous les auteurs de ces « remarques » angossées. Ouvriers et notables, chrétiens et colons, « colonisés » ou « faucons », tous se posent les mêmes questions. « Madrid, c'est Munich ? »

Pas de faux sentiment d'euphorie

Que répondre à ces gens qui ne demandent souvent qu'à être convaincus, qui « aiment » bien y croire, pourvu que quelqu'un leur explique. Seulement voilà, si l'irrationnel est si facile à saisir, c'est aussi l'irrationnel qui n'y a personne. A la veille d'une conférence qui marque, peut-être, qu'il n'y a la paix, on tourne l'histoire, on se dit que, dans l'histoire, il n'y a pas un responsable, à Jérusalem, pour remplir cet élémentaire devoir de salubrité politique : rassurer, préparer, informer, l'opinion. C'est ainsi. Ailleurs dans le monde, pour faire son effort, des dirigeants s'évertuent jusqu'à envahir leur auditoire à l'envi d'envahir les andes et les écos. En Israël, rien. On plutôt si, les autorités semblent s'employer délibérément à tuer dans l'œil ne serait-ce qu'un embryon d'euphorie. « Il ne faut pas créer de faux sentiment d'euphorie dans la nation », c'est ainsi, selon la presse locale, que le directeur de la radio nationale, Kol Israël, aurait justifié, la semaine dernière, l'interdiction faite aux programmeurs de diffuser trop de chansons sur la paix pendant la conférence. Pas de chanson donc, mais pas de discours, non plus. De la part du pouvoir, pas une allocution, pas une tentative d'explication de la situation, pour en présenter les dangers ou évoquer les espoirs, quelle joie.

IUA
SAN FRANCISCO
INTERNATIONAL UNIVERSITY
OF AMERICA

California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration

■ Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie ■ Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles ■ Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71

IUA
SAN FRANCISCO
Continuée par International University of America, San Francisco - CA
Programme accrédité en Asie - Pacific, C et HONG KONG



Le LIVRE de POCHE

Littérature générale	
JEAN VAUTRIN	Un grand pas vers le Bon Dieu
STEFAN ZWEIG	Le joueur d'échecs
PATRICIA HIGHSMITH	L'Amateur d'escargots
PATRICIA HIGHSMITH	Le Cri du hibou
NOËLLE LORIOT	Le Serment d'Hippocrate
ALEXANDRE ZINOVIEV	Katastroika
CHRISTIANE COLLANGE	Moi, ta fille
GUY GILBERT	Avec mon aube et mes sanglants
ALEXANDRE WICKHAM	La Nomenclature française
SOPHIE COIGNARD	Les Amies d'Hélène
HELENE DE MONFERRAND	La Femme de proie
JEAN-MARIE ROUART	La Pierre et le Saguaro
YVES BERGER	Soleil orange
JEAN FERNIOT	L'Amour noir
MICHEL GRISOLIA	Bratislava
FRANÇOIS NOURISSIER	La Vie antérieure
HENRI LABORIT	Les petites filles de Courbeilles
JACQUES BRENNER	Classique
ANTON TCHERKHOV	Les Trois Sœurs
ARISTOTE	Classique de la philosophie
FRANÇOIS VILLON	Rhétorique
KNUT HAMSON	Lettres gothiques
HERMANN HESSE	Poésies complètes
ANDRE LEROI-GOURHAN	Épique/Romans
LUC FERRY	Esclaves de l'amour
HUBERT MONTEILHET	Le dernier été de Klingens
HUBERT MONTEILHET	Bible/Essais
TOM CLANCY	Les Racines du monde
PATRICE CLAUDE	Homo Aestheticus
BILANQUE	Policiers
LIRE EN	La Part des anges
ARTHUR SCHNITZLER	Mourir à Francfort
GRAHAM GREENE	Thrillers
LE Joueur d'échecs	Jeux de guerre
Un grand pas vers le Bon Dieu	Langues modernes
Le joueur d'échecs	Victorian Short Stories / Nouvelles victorienne
Un grand pas vers le Bon Dieu	LIRE EN
Le joueur d'échecs	Franklin Elise
Un grand pas vers le Bon Dieu	The Basement Room

PROCHE-ORIENT

La réunion à Alger du groupe des « 5 + 5 » et la conférence sur la paix

Le Maghreb et l'Europe du Sud réaffirment le droit à l'autodétermination des Palestiniens

Les dix ministres des affaires étrangères des pays de la Méditerranée occidentale (1), qui se sont réunis, samedi 28 et dimanche 29 octobre à Alger, pour continuer un dialogue entamé il y a un an à Rome, n'ont pas manqué de s'intéresser au sort de la partie orientale de la Méditerranée, à trois jours de l'ouverture de la conférence de paix sur le Proche-Orient.

ALGER
de nos envoyés spéciaux
Entre les pays du Maghreb et ceux de l'Europe du Sud qu'un-

sent de mêmes problèmes et de mêmes ambitions, la coopération politique a malgré tout ses limites. Les premiers auraient souhaité voir les seconds, en préface à la conférence de Madrid, endosser, dans un communiqué conjoint, le plus clair de leurs vœux sur l'avenir du Proche-Orient. Mais la partie qui va s'engager outre-Pyrénées est si risquée que le chef de la diplomatie espagnole a invité ses homologues à ne pas compliquer les choses par des prises de position intempestives.

« En tant que pays d'accueil de la conférence de paix, l'Espagne a des obligations particulières, dont il convient de tenir compte », a reconnu M. Roland Dumas. Il est légitime de chercher des formules qui ne gênent en rien les négociations.

Ces discussions politico-diplomatiques se sont donc finalement conclues par l'adoption - réserves libérées - d'un texte passe-partout, qui évoque « la sécurité et la stabilité de tous les États de la région », aussi bien que « la réalisation, par le peuple palestinien, de son droit à l'autodétermination ».

Les délégués maghrébins ont critiqué la faiblesse de ce texte, dont ils ont bien dû se contenter, compte tenu d'un rapport de force qui ne leur était pas favorable. Dans son allocution de bienvenue, M. Lakhdar Brahimi, chef de la diplomatie algérienne, avait pourtant invité les grandes puissances, notamment européennes, à « réviser leur politique de tolérance et de complaisance excessive à l'égard d'Israël ». Se référant aux implantations de colonies juives dans les territoires occupés, les dix ministres ont, à tout le moins, tombés d'accord pour demander à l'État hébreu de prendre « des mesures propres à créer un climat de confiance ».

M. Dumas a souhaité qu'en la matière, « rien d'excès ne soit fait qui risque de compromettre la poursuite de la conférence de Madrid ». « Bien qu'elle soit appelée à régler des problèmes de procédure, cette conférence devra déboucher sur des problèmes de fond », a expliqué M. Dumas. « Pour pouvoir espérer, il faut entreprendre », a-t-il ajouté avec philosophie, alors que ses homologues maghrébins se montraient plus réservés sur l'issue de ces négociations. Ces incertitudes n'ont pas empêché le chef de la diplomatie italienne, de réaffirmer, au risque de faire un peu cavalier seul, une idée qui lui est chère, celle d'une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée (CSCM). D'après M. Gianni De Michelis, il y a, en effet, une « nouvelle donne » qui doit être prise en considération et « qui permet une approche globale des questions de sécurité et de coopération économique d'un bout à l'autre de la Méditerranée ». Aussi a-t-il souhaité que l'Egypte et la Grèce rejoignent, en tant qu'observateurs, le groupe des « 5 + 5 ».

« Pas d'excès de bagages », a commenté avec humour M. Mohamed Ben Yssia, ministre tunisien des affaires étrangères, jugeant qu'il ne convenait pas de mettre la char-

ge devant les bonnets puisque nul ne savait comment allait tourner la conférence de Madrid. En cas d'échec, ne courrions-nous pas le risque de voir le conflit israélo-palestinien bloquer le processus de rapprochement entre les deux rives de la Méditerranée? « Il faut statuer à ce qui est immédiatement réalisable, apprendre à travailler à dix en gardant en perspective l'ambitieux projet de la CSCM », a également conclu M. Dumas.

JACQUES DE BARRIN
et GEORGES MARION
(1) Le groupe des « 5 + 5 », qui rassemble les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (Algérie, Libye, Tunisie, Maroc et Égypte) et quatre pays de l'Europe du Sud (Espagne, France, Italie et Portugal), vient d'accepter Malte comme dixième membre.

La Méditerranée, un défi pour l'Europe

par Daniel Vernet

L'Europe des Douze a été finalement invitée à participer à l'ouverture de la conférence de paix au Proche-Orient, et bien qu'elle ait plaidé depuis des années pour la tenue de cette réunion, son rôle y sera des plus modestes. Mais elle aurait tort de se plaindre, car si les libéraux et Arabes ne sont pas au bout de leurs peines pour régler le conflit qui les oppose depuis près de cinquante ans, le simple fait qu'ils s'assoient à la même table peut enfin lever l'obstacle principal à une véritable politique méditerranéenne de l'Europe (1).

Les difficultés ne sont certes pas toutes externes. Malgré des velléités réitérées de s'intéresser à la Méditerranée, malgré la multiplication des tentatives d'instaurer un dialogue avec les pays riverains - arabes notamment - malgré l'embryon de concertation entre les pays européens qui ont eux-mêmes une façade méditerranéenne, la Communauté a été ces dernières années trop occupée avec elle-même pour s'intéresser vraiment à ses confins méridionaux. L'Europe de l'Est a capté, sans doute à juste titre, toute son attention et risque d'absorber à l'avenir la majeure partie de ses capacités d'aide.

A cette pression des événements s'ajoute la perception différente que les pays européens ont de la Méditerranée. Traditionnellement la France y est plus présente que l'Allemagne. Et même si les immigrés sont en Allemagne comme en France, dans leur grande majorité, d'origine méditerranéenne, Turcs et Yougoslaves dans le premier cas, Maghrébins dans le second, les relations entre les deux rives n'y ont pas, pour des raisons historiques évidentes, le même contenu passionnel.

Certes, les manifestations d'extrême droite hostiles aux étrangers et au droit d'asile sont devenues récemment une préoccupation du gouvernement de Bonn, mais en France, l'immigration, l'acculturation de quelques milliers de personnes et l'islam - deuxième religion après le catholicisme, mais loin devant le protestantisme - sont de véritables questions de politique intérieure. Quant aux Italiens, ils ont eu à faire face, après l'arrivée de ressortissants d'Afrique noire, aux vagues de réfugiés albanais, sans parler des « immigrés de l'intérieur », pour ne prendre que ces exemples.

Pas de « division du travail »
Il est parfaitement compréhensible, dans ces conditions, que les États européens ne réagissent pas de la même façon aux problèmes de la Méditerranée. Certains y voient plus sensibles que d'autres et mieux placés que d'autres pour y répondre. Mais rien ne serait plus dangereux pour l'avenir d'une diplomatie commune qu'une « division du travail » entre les États membres. L'Allemagne, experte en *Ordnung*, pressante de la coopération avec les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est, et la France, regroupant autour d'elle ses sœurs latines, devenant le chef de file de la politique méditerranéenne.

Dans ce cas, les vieilles méfiances et les vieux malentendus reprendraient vite le dessus. Une vraie politique extérieure commune suppose que chacun prenne en compte les intérêts des autres, mais que tous assument leur part de l'action engagée. Qu'ils soient proches ou éloignés géographiquement de la Méditerranée, tous les pays européens comprennent, à un

degré ou à un autre, l'importance de cette zone pour l'avenir du Vieux Continent, en termes économiques, culturels, démographiques, voire militaires.

Lors du colloque de Barcelone, M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères, a expliqué que l'Europe des Douze devait veiller, à mesure que s'approfondit son unité, à ce qu'il n'appelle sa « cohésion externe », c'est-à-dire sa capacité d'ouverture vers le monde extérieur, sans perdre sa spécificité, mais sans dégrader le fossé avec les pays tiers.

Il a ensuite affirmé qu'une bonne politique méditerranéenne était d'abord une affaire de ressources. Il a souhaité que les États de la Communauté consacrent 1 % de leur PNB à la coopération avec les pays du Bassin méditerranéen, ce qui est une vaine utopie, mais totalement utopique quand on sait que ce pourcentage est loin d'être atteint pour l'ensemble de l'aide au développement.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement une question de moyens financiers. Les obstacles sont aussi politiques - les Douze en font l'ambitieuse expérience en Yougoslavie - et sont souvent dressés par les interlocuteurs potentiels de l'Europe. Ce ne sont pourtant pas les tentatives de trouver un mode de coopération sur le pourtour méditerranéen qui ont manqué : dialogues euro-arabe, réunion dite « 3+4 », sans parler de tous les colloques et séminaires « crasseux » chaque année à ce sujet.

Mais, toujours, les meilleures intentions ont buté sur le conflit israélo-arabe dont la solution apparaît comme une condition sine qua non pour tout développement de la coopération dans la région. Ce n'est cependant pas le seul. La Méditerranée apparaît comme un mythe, loin d'être un élément unificateur, c'est souvent

un lieu de division. Le vis-à-vis de l'Europe n'est ni un Maghreb unifié ni un monde arabe homogène. Comme il ne peut y avoir une politique arabe, il ne saurait y avoir, pour l'Europe, comme pour l'immense leuq de ses États membres, une, mais des politiques méditerranéennes.

Ces politiques adaptées à chaque cas d'espèce peuvent-elles entrer dans une stratégie globale? Certains pays européens et des pays arabes, comme l'Egypte et la Jordanie, pensent qu'ils doit être possible de s'inspirer de l'esprit d'Helsinki, pour mettre sur pied une « Conférence sur la sécurité et la coopération au Moyen-Orient » (CSMO). Elle regrouperait les pays arabes et non arabes de la région, avec une participation et une garantie européennes, mais on voit mal les Américains (et donc les Soviétiques) en être témoins.

Le préalable reste un *modus vivendi* israélo-palestinien, condition nécessaire mais pas suffisante, car si la seule cause plus ou moins commune est écartée, au monde arabe, alors apparaîtront les vrais clivages, c'est-à-dire ceux qui passent en son sein : il ne faut pas oublier que les récrues, ni de faire accepter la démocratie à des dirigeants de l'homme dans des pays où menace l'intégrisme. Il est vrai qu'il a fallu près de quinze ans pour que triomphât pleinement en Europe les principes d'Helsinki. Pourquoi attendre des pays voisins de la Méditerranée qu'ils se montrent plus rapides sur la voie de la sagesse? Raison de plus pour commencer dès que possible. Mais le terrain reste à débayer.

(1) Un colloque a été organisé au début du mois d'octobre à Barcelone par la Fondation Bertelsmann et la globalité de Catalogne sur « l'Europe face au défi méditerranéen ».

IRAK L'armée turque a poursuivi ses opérations contre les Kurdes

ISTANBUL
de notre correspondant
Les raids aériens et attaques terrestres des forces armées turques contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) basés dans le nord de l'Irak, se sont poursuivis, dimanche 27 octobre, pour la troisième journée consécutive et continueront « jusqu'à l'indépendance des brigades », a déclaré le chef de l'état-major de l'armée turque, le général Dogan Güler.

Selon le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les avions turcs ont bombardé plusieurs villages kurdes irakiens, tuant deux civils

et en blessant quinze autres. Les ruines de Barzan, le légendaire village d'origine du dirigeant du parti, M. Massoud Barzani, déjà détruit par le régime de Bagdad, ont également été la cible des bombes turques. « Il n'y a pas de bases du PKK ni dans les villages bombardés ni aux alentours. De plus, la plupart de ces villages sont situés à plus de 30 km au sud de la frontière turque », souligne le PDK, mouvement qui réclame l'autonomie en Irak, alors que le PKK, agissant en Turquie, réclame l'indépendance. Le commandement des forces turques a démenti avoir frappé des villages habités.

NICOLE POPE

IRAN M. Dumas se rendrait à Téhéran en novembre

La télévision iranienne a annoncé, samedi 26 octobre, que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu en novembre à Téhéran pour signer l'accord sur le contentieux financier entre les deux pays, paré vendredi soir à Paris. Lequel d'Orsay, pour sa part, n'avait, aux dernières nouvelles, vendredi matin par le chef de la diplomatie française, annonçant la conclusion des négociations sur le contentieux, M. Dumas avait alors indiqué que la signature de l'accord aurait lieu « d'ici quelques jours ou quelques semaines » (le Monde du 26 octobre). Il n'avait pas précisé où.

« Selon l'accord, la France doit payer à l'Iran l'équivalent d'un milliard de dollars en remboursement d'un prêt iranien au Commissariat français à l'énergie atomique (CEA) et en compensation d'autres relations de notre pays », a rapporté la télévision iranienne. En Iran, M. Mahdoud Vaziri, le négociateur iranien, elle n'a assumé que le principal obstacle à la normalisation des relations entre Paris et Téhéran avait ainsi été levé - alors que M. Dumas avait dissocié les deux dossiers. M. Vaziri avait souligné que son pays continuerait à être actionnaire d'Eurodif, consortium produisant du Plutonium enrichi. (Reuters)

DIPLOMATIE

De retour de Madrid

M. Gorbatchev sera reçu par M. Mitterrand « dans le sud-ouest de la France »

Le président Mikhaïl Gorbatchev sera l'hôte du chef de l'État français mercredi 30 octobre « dans le sud-ouest de la France », a-t-on annoncé dimanche à l'Élysée. Le président soviétique, qui participera mercredi matin à Madrid aux côtés du président américain George Bush à l'ouverture de la conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, devrait faire une escale dans cette région en fin d'après-midi avant de regagner Moscou.

Cette rencontre devait être organisée à Latche, dans la résidence privée de M. Mitterrand. Mais cela pose certains problèmes logistiques qui étaient encore à l'étude lundi matin à l'Élysée.

Les deux chefs d'État devraient s'entretenir notamment de l'aide occidentale, européenne en particulier, à l'Union soviétique, sujet que M. Gorbatchev tient pour prioritaire, indiquait-on de source française. Les deux présidents examineront en outre les conditions dans lesquelles pourrait se réunir une conférence des quatre puissances (États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France) détenant des armes nucléaires sur le sol européen, indiquait-on de source française.

L'idée d'une telle réunion sur la sécurité nucléaire en Europe avait été lancée par le chef de l'État français lors d'une conférence de presse le 11 septembre dernier. Elle a recueilli un accord de principe, mais Britanniques et Américains avaient estimé que cette réunion ne pouvait avoir lieu avant le sommet de l'OTAN, début novembre. Par ailleurs, MM. Bush et Gorbatchev ont annoncé entre-temps leurs plans de désarmement et devraient s'entretenir de vive voix de cette question mardi à Madrid.

Signature d'un accord de défense entre Bahreïn et les États-Unis. - Bahreïn et les États-Unis ont conclu, dimanche 27 octobre, à Manama « un accord de coopération en matière de défense », selon un communiqué du ministère bahreïn des affaires étrangères. Bahreïn est le deuxième pays du Conseil de coopération du Golfe, après le Koweït, à avoir signé un accord de coopération militaire avec les États-Unis, ce deuxième accord porte sur le stockage de matériel militaire, l'octroi de facilités portuaires à la marine américaine et l'organisation de manœuvres communes. (AFP)

AMÉRIQUES

COLOMBIE : les élections législatives du 27 octobre

Victoire des libéraux... et des abstentionnistes

Les élections législatives, protégées par les forces armées, ont eu lieu dimanche 27 octobre dans un calme relatif. Le Parti libéral, au pouvoir, a remporté ce scrutin, selon les premiers résultats, avec plus de 50 % des voix, tandis que le Parti conservateur, son adversaire traditionnel, subit une défaite cuisante. L'abstention pourrait atteindre 65 %.

BOGOTÁ
correspondance

Environ 15 millions d'électeurs devaient désigner les cent deux sénateurs et les cent soixante et un députés du nouveau Congrès. Ils devaient aussi choisir pour la première fois au scrutin direct les vingt-sept gouverneurs des pays jusqu'à présent désignés par le président de la République.

La guérilla n'est pas restée inactive. Elle a multiplié les attentats et attaqué des patrouilles militaires, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés. Le bilan des affrontements avait eu lieu dans les jours précédents le scrutin s'était à au moins trente morts.

Les élections, cependant, les milices populaires se sont efforcées de maintenir une stricte neutralité. Le scrutin dans les communes, les quartiers les plus « chauds ». En province, les « chauds » de voix ont été, dans certaines régions rurales, conformes à la tradition. Et on peut supposer que les facteurs moyens financiers des cartes de la drogue ont été une fois encore mis à contribution.

« On peut estimer que la véritable lutte du 27 octobre, dit Plinio Mendoza, écrivain et éditeur de journaux El Tiempo, a eu lieu entre les candidats honnêtes et les corrupteurs, par delà les rivalités politiques. » Les résultats du scrutin semblent lui donner raison puisque les électeurs ont plutôt accordé leurs suffrages à des personnalités ayant vivement condamné le « clientélisme » et relativement nouvelles dans l'arène politique. C'est le cas par exemple à Barranquilla de Gustavo Bello, un jeune inconnu élu triomphalement au poste de gouverneur du département de l'Atlantique.

Pourtant, la première conclusion est une déception. Les Colombiens n'ont pas voté massivement, comme le demandait avec insistance le président Gaviria. Le taux d'abstentions devrait se situer autour de 65 %. Multiplicité excessive des candidatures, confusion, lassitude d'une population qui a connu quatre élections successives en 1990, mode d'élection complexe (à Bogotá, les électeurs devaient choisir à une « primaire » du Parti libéral pour désigner son meilleur candidat à la mairie de la capitale en mars 1992) : bien des raisons sont avancées pour justifier cette boucherie. L'explication la plus simple est sans doute la meilleure : la majorité de la population ne croit pas que le « jeu » politique, très discrédité, puisse, à court terme, améliorer son sort matériel et mettre fin rapidement à une violence multiforme.

Le Parti libéral au pouvoir va cependant, comme prévu, sauver les meubles. En multipliant les listes (quatre-vingt-neuf dans l'ensemble du pays), qui ont pour la plupart obtenu des résultats relativement modestes - mais - qui s'ajoutent, - les libéraux, bien que décriés en plusieurs clans, retrouvent la majorité absolue au Sénat et revendiquent leur place habituelle de première formation politique de Colombie, même s'ils sont moins bien que les 60 % obtenus aux législatives de décembre 1990.

Le Parti conservateur, rival traditionnel du Parti libéral, est en mauvaise posture. Il avait obtenu 34 % des voix en 1990. Divisé, il a obtenu 5 % des voix. En revanche, l'un des vainqueurs incontestables du 27 octobre est M. Andres Pastana, leader entrepreneurial de la Nouvelle force démocratique (NFD) et fils de l'ancien président conservateur Miguel Pastana. Les électeurs ont négligé cette ambiguïté familiale et n'ont vu en lui que le politicien moderne, jeune, ambitieux, formé à l'américanisme, qui promet d'agir au lieu de faire des discours. Il arrive très largement en tête pour le nombre de voix à titre personnel et figure maintenant parmi les favoris pour l'élection présidentielle de 1994.

MARCEL NIEDERGANG

هكذا من لامل

• Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 7

POINT/ISRAËL ET LES ARABES

Une troisième conférence pour la paix

Quarante-quatre ans de conflit

1947 - 27 novembre : l'ONU adopte une résolution consacrant le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe, avec un statut particulier, sous régime international, pour Jérusalem.

1948 - 14 mai : à la fin du mandat britannique sur la Palestine, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'Etat d'Israël et, le lendemain, s'ouvrent les hostilités avec les Arabes, qui refusent le plan de partage. Cette première guerre israélo-arabe s'achève par les accords de Rhodes, fixant une ligne de démarcation qui demeurera jusqu'en 1967.

1950 - 20 avril : le royaume jordanien annexe la Cisjordanie.

1956 - 29 octobre : après la nationalisation du canal de Suez, déclencheur de la seconde guerre israélo-arabe éclatée avec l'intervention de troupes franco-britanniques. Les Israéliens commencent à évacuer le Sinaï à la fin de l'année.

1964 - 28 mai-2 juin : après la création par Yasser Arafat, en 1956, d'un mouvement de libération (qui adoptera le nom de Fatah en 1959), le premier congrès national palestinien, dans le secteur arabe de Jérusalem, fonde l'O.L.P.

Sadate se rend à Jérusalem et, devant la Knesset, propose une paix « juste et durable » dans toute la région.

1978 - 3-17 septembre : lors de laborieuses négociations à Camp David entre Jimmy Carter, Menachem Begin et Anouar El Sadate, les Etats-Unis, Israël et l'Égypte conduisent des accords-cadres pour la paix au Proche-Orient. Mais les réactions sont négatives dans le reste du monde arabe.

1979 - 26 mars : l'Égypte et Israël signent à Washington un traité de paix séparé. Les Israéliens commencent en mai leur retrait du Sinaï, qui s'achève en 1982.

1980 - 30 juillet : la Knesset adopte la loi fondamentale sur « Jérusalem réunifiée, capitale éternelle » d'Israël.

1981 - 14 décembre : le Parlement israélien vote l'annexion du Golan.

1982 - L'armée israélienne envahit le Liban et chasse de Beyrouth les organisations palestiniennes.

1985 - 11 février : le roi Hussein et Yasser Arafat signent à Amman un accord envisageant une « délégation commune jordanio-palestinienne » pour d'éventuelles négociations de paix.

Des « six jours » au Kippour

1967 - 5-10 juin : troisième guerre israélo-arabe, dite guerre de six jours. Israël occupe le Sinaï, Jérusalem, la Cisjordanie et le Golan.

28 juin : le Parlement israélien vote l'annexion de la partie arabe de Jérusalem.

22 novembre : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 242 ordonnant l'évacuation par Israël des (ou des) territoires occupés et la reconnaissance de tous les Etats de la région.

1973 - 6-25 octobre : quatrième guerre israélo-arabe, dite guerre du Kippour ; l'armée égyptienne enfonce les lignes israéliennes et pénètre dans le Sinaï occupé mais, encerclée, doit se retirer.

22 octobre : le Conseil de sécurité adopte à l'unanimité la résolution 338 qui, en décidant le cessez-le-feu, demande l'application de la résolution 242.

21-22 décembre : le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger organise une conférence de paix à Genève, à laquelle les Palestiniens ne participent pas et qui échouera notamment parce que les Israéliens refusent l'égide de l'ONU.

Anouar El Sadate à Jérusalem

1974 - 13 novembre : Yasser Arafat est accueilli triomphalement par l'Assemblée générale de l'ONU, qui adopte, le 22, une résolution reconnaissant le droit des Palestiniens à l'indépendance et accordant à l'O.L.P. le statut d'observateur permanent.

1977 - 19-21 novembre : lançant une initiative « historique », le président égyptien Anouar El

« On ne doit pas placer les espoirs trop haut », a récemment déclaré le président George Bush à propos de la conférence de paix au Proche-Orient dont il doit présider l'ouverture à Madrid, le mercredi 30 octobre, avec son homologue soviétique, Mikhaïl Gorbatchev. « Personne ne s'attend à une paix immédiate après trois jours de discussions », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat américain a sans doute raison de se montrer prudent. Alors que d'autres conflits « régionaux » viennent

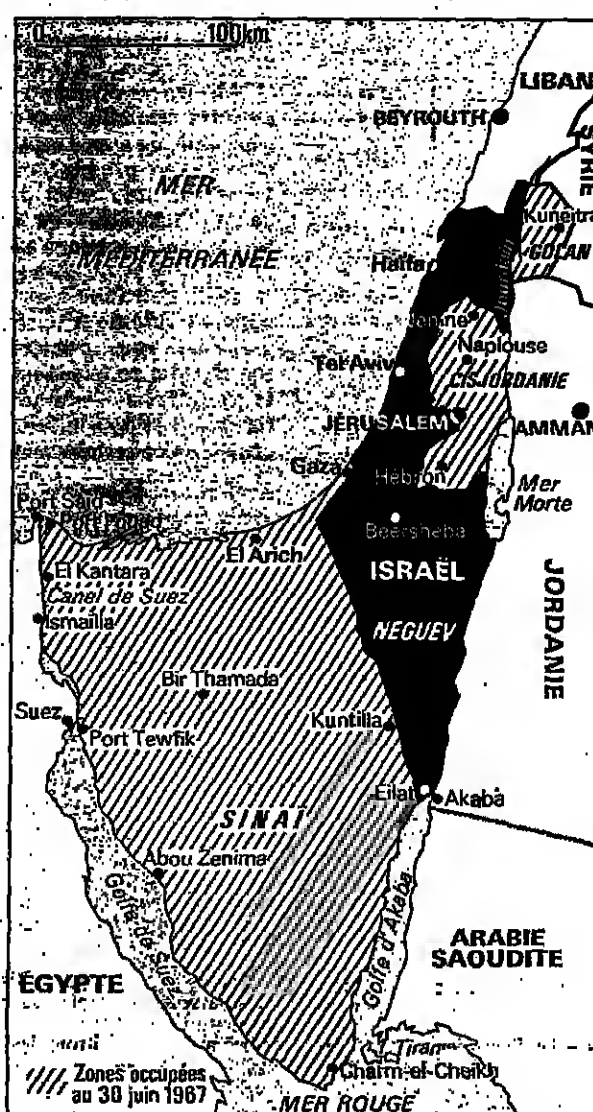
d'être réglés en Afrique et en Asie, celui qui oppose Israéliens et Arabes est, de beaucoup, le plus ancien. Durant quatre décennies, il n'a cessé de menacer l'équilibre mondial. Et les positions des parties directement impliquées demeurent très divergentes sur le fond : le problème palestinien.

Deux conférences de paix ont déjà été organisées, en 1973 et 1978, sans aboutir à de réels progrès sur ce sujet. Aussi, toujours inappliquée, la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, visant à l'éva-

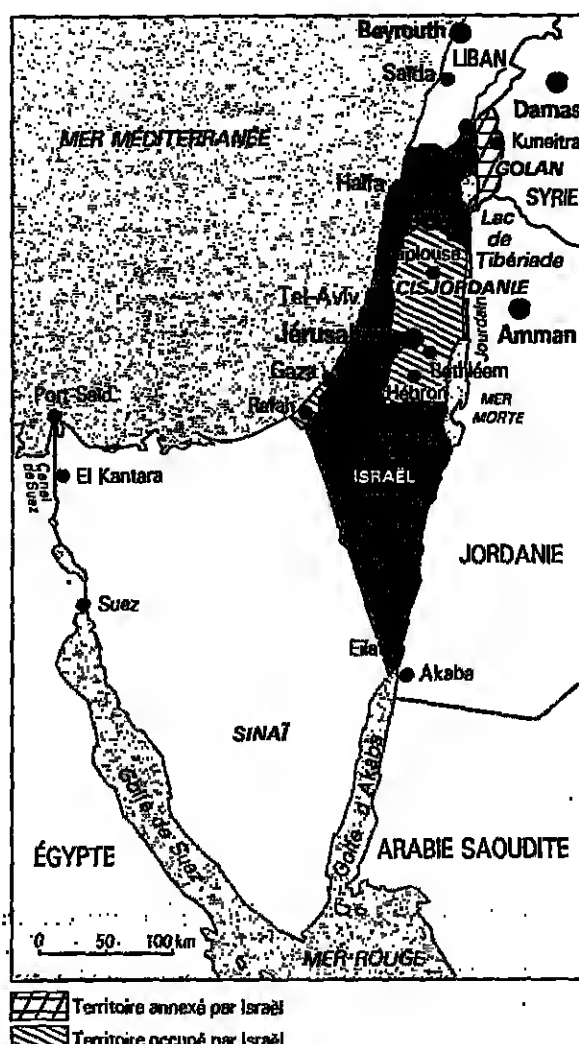
cuation des territoires occupés par Israël, sera-t-elle encore, à Madrid, au centre des débats, comme elle le fut à Genève et à Camp David.

A priori, les Israéliens refusent plus que jamais le principe d'échanger la paix contre des territoires. Cependant, pour la première fois, tous les protagonistes seront représentés à la table de négociation. Car le fait sans précédent est que non seulement les Syriens mais encore les Palestiniens ont accepté de venir.

1967 : LE GRAND ISRAËL



1991 : ISRAËL AUJOURD'HUI AVEC LES TERRITOIRES OCCUPÉS



Echec à Genève, demi-succès à Camp David

La conférence de paix qui va s'ouvrir le 30 octobre à Madrid aura eu deux précédents : l'un à Genève en 1973, l'autre à Camp David, sur l'initiative de l'ONU, comme maintenant Israël, l'Égypte et la Jordanie étaient représentés par leurs ministres des affaires étrangères, Abba Eban, Issam Fahmi et Zaid Rihhi (qui était également premier ministre). La Syrie était absente, de même que l'O.L.P. Sur l'initiative des Israéliens, le cas des Palestiniens, que prétendait défendre la Jordanie, avait été mis de côté. Cette conférence n'a duré que deux jours. Des délégués permanents se rencontrèrent ensuite pendant quelques semaines mais les négociations ne produisirent pas d'autres résultats que des accords de désengagement militaire, en 1974, sur les fronts du Sinaï et du Golan, entre

l'armée israélienne et les troupes égyptiennes, d'une part, et celles de la Syrie, d'autre part.

Après la spectaculaire initiative du président Sadate, qui s'est rendue à Jérusalem à la fin de l'année précédente, un sommet américano-égypto-israélien est organisé, du 5 au 17 septembre, à Camp David, la résidence de campagne du président des Etats-Unis. Avec Jimmy Carter, Menachem Begin et Anouar El Sadate signent deux « accords-cadres » pour la paix au Proche-Orient. Le chef de l'Etat américain est garant de ces accords.

Le président égyptien s'engage à conclure avec Israël un traité prévoyant l'établissement de relations diplomatiques contre la restitution, par étapes, du Sinaï. Le premier ministre israélien s'engage pour sa part à accorder une autonomie provisoire aux habitants de la Cisjordanie

et de la bande de Gaza, avant que le statut définitif de ces territoires ne soit négocié avec l'Égypte, la Jordanie et des représentants palestiniens. Cette deuxième partie restera lettre morte : le nouveau gouvernement de Jérusalem, champion du « Grand Israël », estime avoir le droit d'étendre la colonisation de ces territoires, tandis que les autres pays arabes et les Palestiniens, dénonçant catégoriquement cette attitude « intransigente », refusent de participer à ce processus qu'ils avaient déjà condamné dès le moment où le président Sadate l'avait lancé, en accusant celui-ci de ne chercher qu'une « paix séparée ».

Ainsi, seul l'accord concernant le traité israélo-égyptien sera appliqué.

FRANCIS CORNU

La résolution 242

Cinq mois après la guerre de six jours, le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte à l'unanimité la résolution 242, qui, pour les Arabes Sinaï pour les Israéliens, doit de nouveau être au centre des débats lors des négociations qui vont s'engager durant la conférence de Madrid.

Ce texte « affirme que l'accomplissement des principes de la

Charte (de l'ONU) exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

« Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ; »

« Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force. »

D'autre part, le document souligne notamment « la nécessité (...) de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ».

(1) Le texte anglais parle non pas « des territoires » mais « de territoires (from territories) », nuance capitale aux yeux des Israéliens, qui se sont toujours refusés de la version anglaise pour signifier que la résolution ne les oblige pas à évacuer la totalité ou l'ensemble des territoires occupés, le Likoud de M. Shamir allant même jusqu'à déclarer que l'Etat hébreu avait déjà fait son devoir en restituant le Sinaï à l'Égypte.

La résolution 338

Six ans plus tard, durant la guerre du Kippour, tous les membres du Conseil (à l'exception de la Chine qui s'abstient) votent, le 22 octobre 1973, la résolution 338 qui ordonne la cessation des hostilités fin et « demande aux parties en cause de commencer immédiatement après le cessez-le-feu, l'application de la résolution 242 (...) dans toutes ses parties ». En outre, le Conseil « décide que, immédiatement et en même temps que le cessez-le-feu, des négociations commenceront entre les parties en cause, sous des auspices appropriés, en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient ».

Les trois phases de la négociation

La conférence de paix qui va commencer à Madrid doit se dérouler en trois phases : une réunion plénière, puis des négociations bilatérales et multilatérales.

Seules les modalités de la première phase ont été jusqu'à présent esquissées par les responsables américains, méfiers d'œuvre de cet exercice diplomatique. La réunion plénière, prévue pour une durée de trois jours, devrait être surtout consacrée à une présentation des positions de chacun des participants : Etats-Unis, URSS, Israël, Égypte, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie et CEE. Les Nations unies, le Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman) et les Etats du Maghreb ont été invités à y assister en tant qu'observateurs silencieux.

Les Américains ont prévu que

des tractations se poursuivraient entre-temps en coulisses sur les modalités des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes, avec les délégués syriens, libanais et jordanio-palestiniens. Ces pourparlers devraient commencer quatre jours après l'ouverture de la conférence, mais le lieu n'a pas encore été décidé. Les pays arabes insistent pour qu'ils aient lieu à Madrid, Israël pour qu'ils prennent place au Proche-Orient.

Tous les pays concernés par les négociations multilatérales sur les questions « régionales », comme l'eau, le désarmement, le développement économique et l'environnement, ont été invités à se réunir deux semaines après le début de la conférence pour des travaux préparatoires ; la Syrie, suivie par le Liban, a déjà annoncé qu'elle n'y participerait pas tant qu'Israël refuserait d'échanger les territoires contre la paix.



AFRIQUE

ZAIRE : après avoir été « lâché » par les Occidentaux

Le président Mobutu affirme qu'on « veut sa tête »

KINSHASA
de notre envoyée spéciale

Le « lâchage » des Occidentaux n'a pas plongé le Zaïre dans le chaos. Le pays s'y enfonçait déjà depuis des mois. Mais les reproches de Paris et de Bruxelles, qui ont ouvertement justifié leur retrait en déplorant l'absence de démocratisation, ont provoqué la fureur du président Mobutu. « Ils veulent ma tête. A n'importe quel prix. Mais il n'est pas question que j'accepte ce genre d'ultimatum ! Personne n'a le droit de me dicter ma conduite », s'est indigné le chef de l'Etat, dimanche 27 octobre, lors d'une conférence de presse organisée dans sa résidence hunkur de Nsola.

Les critiques occidentales sont allées droit au cœur du maréchal. « Nous nous rendons compte à présent de quel point l'aide occidentale est assise sur toutes sortes de menaces et de chantage », a-t-il lancé. Sommés de s'entendre ou du moins de cohabiter avec l'opposition, le président Mobutu a finalement levé le masque. Le limogeage de « son » très éphémère premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, doit être considéré comme définitif, a-t-il expliqué en substance. Principal chef de file de la contestation, M. Tshisekedi avait refusé, en juillet, de diriger le gouvernement. Ce n'est qu'au lendemain des émeutes de septembre que, devenu la figure de proue des

opposants du régime, il avait accepté le poste de premier ministre, avant d'être brusquement révoqué par le président, le 16 octobre.

Pour M. Mobutu, la page est tournée : « Tshisekedi une fois, d'accord. Tshisekedi une deuxième fois, d'accord. Mais Tshisekedi une troisième fois, non ! », a martelé le chef de l'Etat. Le dialogue avec l'Union sacrée est-il pour autant totalement bloqué ? « Il existe d'autres personnalités remarquables au sein de l'opposition », a répondu, sourire en coin, le président.

Les « hiboux »
commandos nocturnes

Ces « habiletés » politiciennes, qui laissent pressager de nouvelles tractations en coulisses, n'ont cependant guère de chances de soulever l'enthousiasme des foules zaïroises. L'annonce de la composition du nouveau gouvernement, attendue dans la journée du lundi 28 octobre, pourrait bien, au contraire, déclencher de nouvelles émeutes. M. Moungi Diaka, le docile successeur de M. Tshisekedi, ne bénéficie pas, à l'évidence, d'un très fort crédit populaire.

La tragédie n'est pas terminée. Mais plus grand monde dans les rues de Kinshasa. La capitale est encore sous le choc de l'attentat qui a détruit, dimanche, à l'aube, l'imprimerie du quotidien de l'op-

position *EDINA*. L'explosion a littéralement ébranlé les locaux, soufflant vitres et plafonds. La population du quartier ne cache pas sa colère. « C'est l'armée qui a fait le coup ! Qui d'autre aurait eu les moyens de faire un explosif aussi puissant ? », s'exclame un journaliste désarmé, comme les autres, par la violence de l'attentat. Les quatre cents personnes qui travaillaient ici, à rejoindre les légions de combattants zaïrois.

L'attentat (qui a fait quatre blessés légers) n'est pas le premier du genre. Plusieurs membres de l'opposition ont vu leur domicile attaqué par des mystérieux commandos que beaucoup d'habitants pas à comparer à des escadrons de la mort. Baptisés les « hiboux » — « car ils opèrent exclusivement la nuit », explique-t-on à Kinshasa —, ces commandos ont « réussi » à détruire presque totalement, la semaine dernière, la résidence d'un des gardes du corps de M. Tshisekedi. Là où plus, il y a pas en de victimes, mais la psychologie est telle que même la télévision zaïroise a évité, dimanche soir, le risque de voir le terrorisme élire son domicile dans la capitale.

« Œil pour œil,
dent pour dent »

Certaines des déclarations du président Mobutu prennent, dans ce contexte, une connotation inquiétante. Nombre de ses partisans seraient prêts à se dévouer violemment avec l'opposition, a-t-il inégalement reconnu. « Pour eux, c'est œil pour œil, dent pour dent. Si la maison d'un de mes supporters est attaquée, ils sont prêts à faire de même en représailles contre la maison d'un dirigeant de l'opposition », a précisé le maréchal. « Bien sûr, en tant que chef de l'Etat, je ne peux pas encourager de telles méthodes », a-t-il cru bon de souligner, laissant entendre qu'en cas d'incident, sa responsabilité ne pourrait pas être mise en cause.

La reprise en mains de l'armée, que le président Mobutu a dit appeler de ses vœux, risque de s'effectuer de manière brutale et sélective. Tandis que les commandos de « hiboux » répandent la terreur parmi l'opposition, les hommes de troupes sont sommés de rentrer dans le rang. Dans une déclaration très dure, diffusée samedi par la radio nationale, le nouveau chef d'état-major des forces armées zaïroises, le général Mabele Lyeke, a brandi le spectre des cours martiales pour « tout militaire présumé coupable d'actes d'indiscipline ». Cette menace s'accompagne d'un appel, sans ambiguïté, au « loyalisme » obligé au régime. « Les agents de l'ordre pourront faire usage d'armes à feu lorsque des violences ou des actes de rébellion seront exercés contre eux-mêmes ou contre autrui, ou qu'ils le pourront défendre eux-mêmes les lieux ou les personnes qu'ils sont chargés de protéger ». Au fil du temps, le Zaïre se transforme en poudrière.

CATHERINE SIMON

Malgré l'arrêt de la coopération

La France est prête à organiser « une opération humanitaire sans précédent »

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a annoncé dimanche 27 octobre que la France allait organiser une « opération humanitaire sans précédent » à Kinshasa, pour aider la population zaïroise après le départ des Français. Paris a décidé vendredi de cesser toute coopération avec le Zaïre et de rapatrier ses troupes.

Invité de l'émission « Le Grand Jury RTL-Le Monde », M. Kouchner a notamment indiqué qu'un « hôpital sera disposé à l'ambassade de France » à Kinshasa pour accueillir les victimes d'événements nouveaux troubles, et que « des préparatifs pour l'envoi de secours se mettent en place à Brazzaville », la capitale congolaise, de l'autre côté du fleuve Zaïre.

La veille, M. Edwige Avice, ministre français de la coopération, avait prié les Français du Zaïre de prendre la « mesure de la gravité de la situation » et d'utiliser les moyens mis à leur disposition pour recueillir les Français. « L'ambassadeur de France au Zaïre m'a confirmé la gravité de la situation. C'est l'impasse politique, donc un risque de durcissement dans les jours qui viennent. D'autre part les pillages continuent », a-t-

elle déclaré sur Antenne 2. Pour M. Avice, la suspension de la coopération entre Paris et Kinshasa est un « signal très important au niveau de la politique étrangère de la France ». Elle a ajouté que le discours prononcé en juin 1990 au sommet de La Baule par le président François Mitterrand était « appliqué ». « Ceux qui n'ont pas voulu comprendre ce mouvement de l'histoire connaissent des troubles considérables », a-t-elle dit.

Le premier ministre Wilfried Martens a indiqué que Bruxelles, Washington et Paris allaient accentuer les pressions diplomatiques en vue de trouver une solution politique à la crise, des consultations se poursuivant entre les trois capitales.

Environ deux cents Français ont quitté Kinshasa pour Brazzaville dimanche. A l'issue de l'opération d'évacuation, il ne devrait rester que huit personnes à l'ambassade de France. Le consulat français à Lubumbashi a été évacué dimanche. Evénements qui ont été suivis par des milliers de personnes qui ont quitté la province du Shaba pour Lusaka, la capitale de la Zambie, dans un convoi de véhicules escorté jusqu'à la frontière par des parachutistes belges.

EN BREF

■ Rencontre des parlementaires d'expression française. — A trois semaines du quatrième sommet francophone, convoqué au palais de Chaillot, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a réuni à Paris, samedi 26 et dimanche 27 octobre, les présidents des Parlements des pays utilisant le français. Etaient notamment absents le Zaïre et Haïti, pays dont la France ne souhaite pas voir les dirigeants actuels assister au prochain sommet de Paris. En revanche, Madagascar — dont le président, M. Ratsiraka, n'est pas plus désolé au sommet que M. Mobutu et Cedras — avait délégué le président de son Assemblée nationale populaire, M. Michel Andrianarainjaka, qui s'est livré devant ses pairs à un vigoureux plaidoyer *pro domo*.

■ ALLEMAGNE : attentat contre un lieu de rassemblement d'extrême droite. — Plusieurs incidents violents ont opposé des militants d'extrême gauche à des néo-nazis, dans diverses régions d'Allemagne, samedi 26 octobre. A Maastricht, près de Göttingen, la maison d'un néo-nazi autrichien, qui doit être expulsé d'ici à la fin du mois, a été attaquée à coup de pavés, de cocktails Molotov

et de billes d'acier par quelques dizaines d'inconnus, probablement militants d'extrême gauche. Une trentaine de personnes étaient dans la maison au moment de l'attaque. Une quinzaine ont été blessées. Trois des blessés sont dans un état grave, selon la police. A Amsterdam et à Karlsruhe (ex-RDA), dans la nuit de samedi à dimanche, des affrontements entre anarchistes et néo-nazis ont causé d'importants dégâts. A Fribourg (ex-RFA), une manifestation contre la xénophobie a rassemblé, samedi, plus de six mille personnes. — (AFP, AP, Reuters)

■ ETATS-UNIS : le taux de criminalité a progressé de 2 % au cours de la première moitié de 1991. — Le taux de criminalité a augmenté de 2 % aux Etats-Unis au cours des six premiers mois de cette année par rapport à la même période de 1990, selon un rapport publié dimanche 27 octobre par le FBI. Selon les chiffres fournis au FBI par 16 000 unités de police dans le pays, le nombre de crimes et de délits a progressé de 4 % dans le Sud et de 2 % dans l'Ouest. En revanche, le taux de criminalité a régressé de 3 % dans le Nord-Est. Ces statistiques

indiquent également que les attaques à main armée ont augmenté de 9 % au cours de la période considérée, les meurtres de 5 % et les vols de 4 %. — (AFP)

■ GRÈCE : limogeage du numéro deux du gouvernement. — M. Michalis Evert, ministre à la présidence du conseil, l'un des postes clés du gouvernement, a été démis de ses fonctions, samedi 26 octobre, par le premier ministre conservateur, M. Constantinos Mitsotakis, à la suite d'une polémique publique avec le ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, notamment au sujet de la question chypriote. — (AFP)

■ MAROC : nouvelles libérations de militaires emprisonnés. — Un groupe de militaires détenus au bagne de Tazmamart pour des tentatives de coup d'Etat en 1971 et 1972 a été libéré, a rapporté, samedi 26 octobre, le journal marocain d'opposition *Al Ihtikar* à Fès. Cette mesure, qui fait suite aux libérations annoncées la semaine dernière (le Monde du 26 octobre), porte à vingt-cinq, selon ce journal, le nombre des militaires qui viennent d'être relâchés. — (AFP)

مركز التحليل

ASIE

JAPON : élu à la tête du parti au pouvoir

M. Miyazawa est aussi à l'aise dans les arcanes de la bureaucratie qu'en politique étrangère

M. Kiichi Miyazawa a été élu, dimanche 27 octobre, président du Parti libéral-démocrate (PLD) en remplacement de M. Kaifu, ce qui fera de lui le 5 novembre, à la suite d'un vote sans surprise à la Diète, où les conservateurs disposent de la majorité, le nouveau premier ministre du Japon. Moins bien élu qu'on ne l'attendait (avec 58 % des voix), M. Miyazawa disposera d'une autorité affaiblie. Il sera plus dépendant qu'il ne l'espérait du clan de l'ex-premier ministre Takeshita, mais aussi de celui de M. Watanabe, l'un de ses rivaux, qui a obtenu l'excellent score de 24 %. Ce dernier, dont le poids politique s'est ainsi considérablement accru, est quasiment assuré d'obtenir pour son clan des portefeuilles importants (affaires étrangères ou finances) et pour lui-même le poste de vice-premier ministre.

TOKYO

de notre correspondant

Rares sont les dirigeants politiques qui ont une expérience gouvernementale aussi longue que M. Miyazawa. Dernier de cette lignée de hauts fonctionnaires devenus hommes politiques, qui dans les années 60 et 70, plaçaient le Japon sur l'orbite de la croissance économique, il a détenu successivement tous les portefeuilles importants, des affaires étrangères aux finances, en passant par le plan, l'industrie et le commerce international (MITI). Une expérience qui lui donne l'assurance nécessaire pour faire entendre la voix d'un pays qui, en dépit de sa jeunesse, s'est enlisé dans les atterrissements aux cours des dernières crises.

Entend-il faire de son pays un leader de la politique mondiale ? Nous ne savons pas. Il y a quelques temps, M. Miyazawa déclarait : « Le Japon peut et doit contribuer aux équilibres mondiaux. Mais n'allons pas trop vite. Nous sommes plus habitués au leadership collectif qu'aux initiatives solitaires ».

« Les cuisines
de la politique »

De petite taille, affable et souriant, M. Miyazawa a conservé, malgré ses soixante-deux ans, un regard pétillant. Faisant preuve d'une grande simplicité d'esprit, parlant un anglais excellent, il a les capacités intellectuelles requises pour donner à la politique nipponne une vocation intellectuelle que l'Occident affectionne et qui, jusqu'à présent, lui a fait défaut. Mais sera-t-il autre chose qu'un premier ministre plus représentatif que d'autres ?

L'ambition de M. Miyazawa de faire preuve de fermeté ne semble pas relever de la simple rhétorique : de manière symptomatique, l'arrivée au pouvoir d'un ancien

haut fonctionnaire du Trésor est ressentie dans l'administration avec une certaine appréhension, dans la mesure où elle risque de se traduire par une réduction des prérogatives laissées aux bureaucrates par un pouvoir politique faible. Des frictions se sont déjà fait sentir avec le gouverneur de la Banque du Japon. Mais M. Miyazawa aura-t-il les moyens de cette fermeté ?

On dit souvent qu'il est un « fils de Nakasato-cho » (quartier du gouvernement et, par analogie, le monde politique). Il est né en effet dans une famille de politiciens d'Hiroshima. Sa longue carrière l'a mené à connaître tous les rouages de la machine politique. Il fut élu pour la première fois au Sénat en 1953.



Entré au ministère des finances à sa sortie de l'Université impériale en 1941, il devint d'abord secrétaire particulier de M. Ikeda, ministre des finances qui allait lancer en 1960 la politique de croissance. En 1951, il fut l'un des délégués japonais à la signature du traité de San-Francisco par lequel le Japon recouvrait sa souveraineté. Dans le cabinet Ikeda, il fut directeur de l'agence de planification. Une fonction qu'il occupa quatre fois par la suite.

Représentant le Japon au Kennedy Round des années 60, ayant participé au sommet de Rambouillet en 1975, M. Miyazawa fut, au milieu des années 80, le ministre des finances qui gela la revalorisation du yen. Ces expériences internationales lui confèrent la stature politique de ses ambitions. Les rapports de force au sein du PLD risquent néanmoins de limiter sa marge de manœuvre.

Paradoxalement, ses qualités ne lui valent pas que des amis parmi les conservateurs, déçus par une rationalité un peu trop froide pour le contexte nippon. On lui reproche d'être bastion, de pratiquer une ironie acérée à l'égard des capacités de certains de ses collègues en matière financière. M. Miyazawa peut avoir la dent dure, surtout après quelques verres, et ses phrases vengeresses

font rapidement le tour du Tokyo politique.

Comme il le dit lui-même, M. Miyazawa aime pas « descendre dans les cuisines de la politique ». Lorsqu'il est mêlé à ce genre d'affaires (scandale Recruit), il ne sait guère mieux s'en débarrasser que d'autres ; après s'être contredit, il dut démissionner de ses fonctions de ministre des finances du gouvernement Takeshita en décembre 1988.

Le poids
du clan Takeshita

Plois profondément, le rôle déterminant du clan Takeshita dans la désignation de M. Miyazawa se fera sentir. Il sera cependant dépendant du clan dominant, et pourra difficilement prendre des décisions auxquelles s'opposerait celui-ci. Il ne sera pas pour autant dans la position inconfortable où se trouvait son prédécesseur.

Son arrivée au pouvoir doit en effet ouvrir une période normale de fonctionnement du pouvoir. L'implication en 1988-1989 des « barons » du PLD dans le scandale Recruit avait enrayé le jeu de bascule entre les clans, qui permet traditionnellement une relève dans la continuité. Cette fois, tous les clans étaient neutralisés. Il faut donc choisir un premier ministre hors des grands clans. Ce fut M. Kaifu.

Le nouveau premier ministre devrait être en meilleure position que son prédécesseur pour gouverner. Il s'apprête à prendre les rênes du pouvoir avec deux grands objectifs : réaliser une réforme destinée à assainir les pratiques de la classe politique, question sur laquelle est tombé son prédécesseur, définir le cadre dans lequel le Japon pourra assumer ses responsabilités internationales.

Ferme attaché à la Constitution, M. Miyazawa entend faire accepter par le Parlement la création d'un corps de volontaires destiné à participer, sous l'égide des Nations unies, à des opérations de maintien de la paix. « Mais il est hors de question que le Japon soit une puissance militaire. Notre contribution ne peut être que d'une autre nature », nous disait-il.

Toutefois, les relations entre Japon et Etats-Unis seront le grand problème auquel sera confronté M. Miyazawa. Celui-ci épouse pas le nouvel « anti-américanisme » conservateur, actuellement de mode à Tokyo. Sa profonde connaissance des Etats-Unis (sa fille est mariée à un diplomate américain) le détourne de ces réactions émotives. Il conçoit néanmoins les relations avec les Etats-Unis sur un pied d'égalité.

Comme beaucoup de Japonais, M. Miyazawa fut blessé par l'arrogance manifestée par les Etats-Unis à l'égard du vaincu de 1945. Il ne capote dans ses Mémoires, parus au début de l'année : « Il est difficile de mesurer aujourd'hui combien il est désagréable d'être un pays occupé ». Ce souvenir l'incitera-t-il à faire preuve de plus d'indépendance ?

PHILIPPE PONS

TAIWAN

D'importantes manifestations
indépendantistes ont eu lieu
dans la ville de Kaohsiung

PÉKIN

de notre correspondant

Le vingtième anniversaire de l'entrée de la Chine populaire aux Nations unies, en remplacement du régime nationaliste réfugié à Taïpei, le 25 octobre 1971, a fait l'objet de manifestations contradictoires de part et d'autre du détroit de Taïwan. Dans l'île où s'était répété Tchang Kai-Chek, les indépendantistes ont célébré « le vingtième anniversaire de l'expulsion forcée de la République de Chine de l'ONU » par deux jours de manifestations, samedi 26 et dimanche 27 octobre, à Kaohsiung.

Avec trente-cinq mille participants, selon les témoins, elles ont constitué le plus important rassemblement jamais organisé sur un thème autoproclamé. Quinze mille policiers étaient mobilisés

pour l'occasion, mais la manifestation s'est tenue sans incident sérieux. Les participants réclamaient l'organisation d'un référendum — exclu par le premier ministre, M. Hau Pei-tsun, — sur l'indépendance de l'île.

Pékin n'a pas commenté cette nouvelle manifestation, mais a célébré l'anniversaire de la récupération par le continent du siège de la Chine à l'ONU, soulignant que ce « triomphe de la justice » avait en son temps représenté « un événement d'une haute signification dans le maintien de la réputation de l'ONU et de la paix mondiale ». Représentant plusieurs milliers de jeunes indépendantistes taïwanais, le *Quotidien du peuple* avait, deux jours avant la manifestation, affirmé que leur « complot en vue de créer deux Chines s'était effondré ».

F. D.

سكزا من لامل

Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 9

POLITIQUE

Au congrès du RPR

M. Chirac renvoie dos à dos le Parti socialiste et le Front national

Réuni à Paris, les 26 et 27 octobre, le congrès du RPR a ratifié le projet intitulé « Le RPR en mouvement, Rassembler pour changer », par 891 mandats contre 12. A cette occasion, le Rassemblement pour la République a adopté un nouveau logo : une croix de Lorraine sur fond tricolore remplace le bonnet phrygien qui était l'emblème du mouvement fondé le 5 décembre 1976. M. Chirac, dans son discours de clôture, a condamné à la fois les socialistes et le Front national : « Ils sont la division, ils sont l'exclusion », a-t-il dit.

Premier dirigeant à s'exprimer, M. Jacques Toubon, député de Paris, a dénoncé, tour à tour, « le coup d'Etat permanent que pratique M. Mitterrand », le « népotisme » et la « montée des inégalités et des injustices ».

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a proposé de « mettre en place, dès maintenant, des structures de réflexion et de proposition pour une indispensable rénovation du cadre institutionnel des pouvoirs de la République ». Le député de Paris s'est déclaré favorable à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel qui s'est pas, selon lui, « synonyme d'évolution vers le régime présidentiel » mais « l'affirmation de la volonté de stopper la dérive monarchique du régime ».

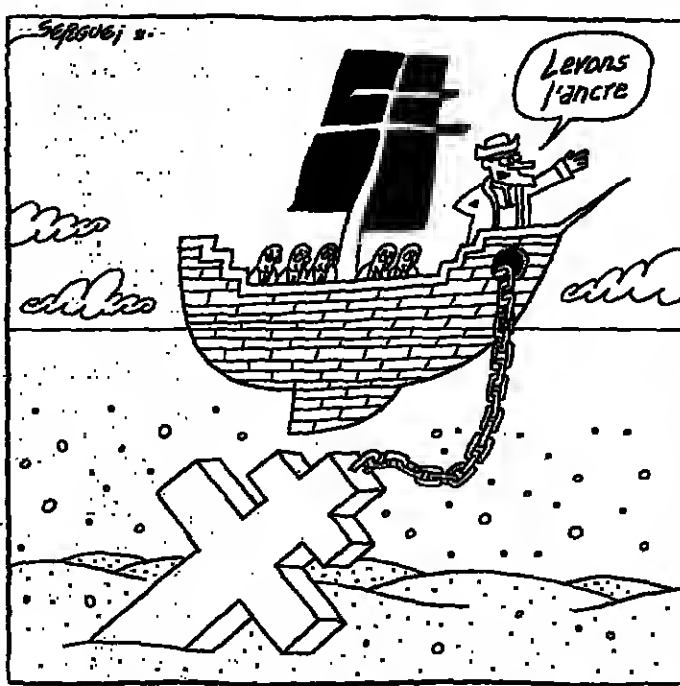
Observant que « l'aspect pragmatique doit l'emporter sur l'aspect idéologique » en matière de loi électorale, il a déclaré : « Nous ne devons pas refuser de rechercher une solution qui pourrait être appliquée dès les prochaines élections », avant de se prononcer pour « l'hypothèse d'un mode de

scrutin majoritaire à un tour tenu par une certaine dose de proportionnelle ».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a affirmé que « l'abandon des valeurs (...) se double d'un grave malaise politique (...) Les Français ne se sentent plus ni gouvernés ni représentés par un parti qui ne réunit même plus le quart des électeurs », mais qui s'est refusé à recréer la quatrième République à lui tout seul. Abordant, à son tour, la réforme des modes de scrutins, l'ancien ministre de l'Intérieur s'est dit : « M. Mitterrand, qui s'est d'ores et déjà dirigé ce pays plus longtemps que quiconque au vingtième siècle, n'a plus d'autre grand dessein que de nous concocter une petite manœuvre de politique politicienne, un savant cocktail de discorde nationale, une dose d'intégration européenne, un trait de quinquennat, un zeste de Front national, agiles agiles beaucoup, d'être avec une ruse d'écologiste, et vous avez toutes les chances de vous retrouver avec un breuvage rosâtre, verdâtre, noirâtre, que vous baptiserez, à votre choix, grande coalition ou Front républicain. Ce sera en tout cas imbuvable pour les Français. »

M. Pasqua a dit son désaccord avec le scrutin mixte « nouveau noir aux élections » qui sera le nouveau ni-ni. Ni majorité ni représentativité.

M. Philippe Séguin a dénoncé la « crise morale » qui n'a rien à voir avec le fait que le scrutin mixte « nous distingue l'extrême droite, c'est précisément la haute idée que nous nous faisons de la France » - à l'Etat et à la République - « Qu'en ont fait MM. les pharisiens du bicentenaire ? Où est l'égalité



des chances ? Où est l'aménagement du territoire ? Alors qu'un vent mauvais qui ressemble à celui des siècles tremble sur le nouveau projet ? L'Europe et sur la France, reviens donc à l'essentiel, a conclu le député des Vosges. Réhabiliter la nation, restaurer l'Etat, revivifier la République. C'est à la lumière de ces trois objectifs que devra être lu notre projet. Au demeurant, c'est le seul projet qui vaille.

M. Edouard Balladur a affirmé que « le pays est affaibli » sur les plans économique, militaire, diplomatique et politique. « Que faire pour que la France compte davantage aux yeux des Français et aux yeux du monde ? », s'est demandé l'ancien ministre d'Etat. « Il faut,

a-t-il dit, se préoccuper d'une reprise des privatisations, une France plus forte sur le plan économique (...), plus forte socialement (...), plus forte militairement. » A propos de l'immigration, le député de Paris a indiqué que cette question devait être réglée « de façon juste, respectueuse des droits de l'homme, en évitant les formules excessives, en nous interdisant de passionner les débats, mais pour autant, nous devons être fermes et faire en sorte que les traditions de notre nation demeurent, que la civilisation qu'elle a bâtie au cours des siècles conserve son image ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a rejeté l'image d'une

France « frileuse, barricadée, chauvine », en soulignant : « Laissons cela aux réactionnaires. » « La France que nous aimons est créatrice, mère des lettres et des arts, puissante et solidaire, messagère de paix et de liberté. C'est de cette France-là que notre projet veut parler aux Français », a dit le député de Paris qui, lui aussi, s'est prononcé pour « un grand dessein d'aménagement du territoire » et contre la « dérive monarchique du pouvoir ».

« Trouver les bases d'un accord avec les écologistes »

Favorable à une « armée de professionnels », M. Juppé a précisé : « A terme, cette nécessaire évolution nous conduira à remettre radicalement en question le service militaire dans sa forme actuelle. » Décryptant les obstacles que l'opposition va rencontrer jusqu'aux élections, il en a décelé trois : la « tricherie » du chantage de mode de scrutin, la « désunion » de la droite et la « propre tiédeur » du RPR. « Il faut entrer en campagne. Le temps n'est plus aux débats internes, aux rivalités, aux stratégies individuelles », a-t-il conclu.

« Je suis inquiet », a déclaré M. Jacques Chirac, président du mouvement gaulliste, dans son allocution finale. Inquiet des difficultés que rencontre notre pays, bien sûr, mais surtout du climat délétère qui s'est, peu à peu, installé. Tout est malheureusement possible aujourd'hui, y compris le pire. Dressant le bilan de dix ans de mitterrandisme, le maire de Paris a énuméré la crise de la démocratie, le triomphe de la démagogie, la montée de l'extrême droite, l'abstentionnisme record, en s'exclamant : « Beau résultat ! La caricature injuste et dangereuse de la fonction politique, ça suffit ! (...) Il est inadmissible de jeter le discrédit sur ceux qui sacrifient beaucoup de leur vie au service des autres. (...) Chaque fois qu'injustement on bafoue, on méprise, on calomnie la fonction

politique, c'est la démocratie que l'on foule aux pieds », a déclaré M. Chirac.

A propos du projet du RPR, il a indiqué qu'il se fonde sur « deux grandes ambitions : rassembler, changer ». « Pas plus les socialistes que le Front national ne sont en mesure d'assumer cette ambition. Ils sont la division, ils sont l'exclusion. » « Le plus grand reproche que je fais aux socialistes, a poursuivi l'ancien premier ministre, c'est d'avoir divisé notre pays. Suivis contre patrons, citadins contre paysans, riches contre pauvres, école publique contre école privée, faux chômeurs contre vrais chômeurs. Encore aujourd'hui, quand les affaires de la gauche vont vraiment trop mal, l'on voit le président de la République agiter le chiffon rouge du vote des immigrés. »

« La tectique est toujours la même. Elle consiste à dresser les Français les uns contre les autres, à diviser pour continuer à régner. » Selon lui, « le socialisme est archaïque, les socialistes sont des conservateurs, la liberté leur fait peur. » « Le Parlement, a-t-il poursuivi, doit retrouver un vrai pouvoir d'initiative législative, contrôler davantage l'exécutif et ne plus être soumis à la dictature permanente du 49-3. »

M. Chirac s'est prononcé pour « une baisse des impôts et des charges, une maîtrise des dépenses publiques, une sagement de salaires et un développement de la participation ». Il propose de « faire de l'écologie un nouveau devoir civique » et il ajoute : « Nous devons prendre des engagements précis et nous devons trouver les bases d'un accord avec les écologistes qui partagent nos valeurs quant à la démocratie, à l'économie de marché et à la primauté du droit. Nous devons les associer à la conduite et à l'application de notre politique, selon des modalités que nous déterminerons de concert et dans un esprit de confiance réciproque. » En conclusion, M. Chirac a lancé : « Je souhaite que la France ne soit pas l'un des derniers pays socialistes d'Europe. »

EN BREF

■ Une centaine de personnes sont venues au « pèlerinage » interdit de Martel (Lot). - Une centaine de personnes se sont rassemblées, dimanche matin 27 octobre au cimetière de Martel-en-Quercy (Lot), pour un « pèlerinage » organisé par un universitaire, M. Bernard Leguay, compagnon de route du Front national. La manifestation avait été interdite par M. Jean-Claude Réquier, maire MRG (Le Monde des 23 et 26 octobre), mais le colonel de gendarmerie n'a pu faire respecter l'interdit municipal pour cause de vice de forme dans la rédaction du texte. Plusieurs intégristes catholiques, quelques skinheads et une quinzaine de scouts Jeanne d'Arc de Toulouse, branche des jeunes de l'Œuvre française présidée par M. Pierre Sidos, avaient fait le déplacement.

■ M. Barrot veut « changer de République ». - M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, s'est exprimé, dimanche 27 octobre au micro de Radio J, partisan d'un régime présidentiel. « Ou bien on change la République, ou bien on change la République, a-t-il dit. Moi j'ai choisi le changement de République. » Commentant les déclarations de M. Poniatowski sur l'immigration, comparée à une « occupation », il a déclaré : « C'est mon patriotisme qui me fait dire non à M. Poniatowski. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

Objectif atteint

par André Passeron

A l'issue du congrès que le RPR a tenu les 26 et 27 octobre à Paris, le triple objectif qui s'était fixé M. Chirac, et qui remonta, en fait, aux lendemains de sa défaite présidentielle de 1988, semble atteint. Il ne constitue cependant qu'une étape sur la voie de la reconquête du pouvoir. Trois démonstrations ont donc été faites. La première consistait à montrer que le RPR est prêt à assumer les responsabilités gouvernementales, qu'il possède un programme d'action clair et précis, et surtout, qu'il incarne désormais le « progrès », le « mouvement » et le « changement », concepts dont le gauche avait voulu faire son monopole. Les socialistes ont dénoncé aujourd'hui par leurs adversaires chiraquiens comme des « conservateurs », des « immobilistes », voire des « archaïques ».

Dans tous les domaines évoqués au cours des réunions de travail, comme dans le séminaire plénière, chacun des orateurs a insisté pour refuser toute confusion avec le politique du gouvernement socialiste, tout amalgame considéré comme une manœuvre « électoraliste » de la part du PS. « Une autre politique est possible », a ainsi affirmé M. Chirac, tandis que M. Balladur assurait que « le socialisme ne fait plus illusion » et que MM. Pasqua et Séguin dressaient les autres adversaires républicains contre M. Mitterrand.

Le deuxième objectif était de prouver que le RPR est un. Non seulement quelques cinq à six mille personnes sont venues dimanche pour les séances plénières du congrès, mais la veille, l'affluence était grande et studieuse dans les

« ateliers », rappelant un peu l'ambiance de 1988 et de 1989, lorsque l'opposition se réunissait à la victoire et qu'elle entraînait de nouveau l'avantage. Des personnalités extérieures au RPR ont été entendues à l'extérieur du RPR, et plus à venir. « plénier » face aux opposants, comme on l'a d'ailleurs déjà vu devant les autres partis de la droite. De surcroît, eue un « ourant » organisé et tant soit peu contestataire ne se manifeste plus, alors que c'était encore le cas il y a un an. Si des désaccords portant sur des points particuliers du programme d'expériment, ils ne correspondent pas à des tendances structurées, mais relèvent d'interrogations personnelles. C'est le cas, notamment, pour le quinquennat ou pour la réforme électorale, sur lesquels le RPR n'a pas encore pris de position officielle. Aussi M. Bernard Pons, président du groupe de l'Assemblée nationale, est-il apparu tout à fait isolé lorsqu'il s'est placé délibérément à contre-courant des décisions prises, en soulignant que la réforme de la loi électorale soit abordée sans tarder et en prévoyant un scrutin majoritaire à un tour, accompagné d'une dose de proportionnelle. Malgré les demandes de MM. Chirac et Juppé, il avait refusé de renoncer à cette attitude publique. MM. Pasqua, Séguin, Toubon et Juppé ont fait, en réponse, l'éloge du scrutin majoritaire à deux tours, alors que M. Chirac avait rappelé devant un « atelier » qu'on ne changeait pas les règles juste avant une élection.

Enfin, le RPR a voulu se placer à la pointe de l'union de l'opposition dont certains leaders - MM. Longuet et Bayrou - assistaient au congrès. Le terme de « rassemblement » ne doit pas se limiter à un seul mouvement, mais englober tous les autres partis de l'opposition, et même tous les adversaires des socialistes. M. Chirac l'a opposé à la « division » de la société française, opérée selon lui par les socialistes, et à l'exclusion qu'incarne le Front national. Il a renouvelé son offre d'association aux écologistes en termes assez précis, mais sans évoquer les modalités électorales qui rendraient telle ou telle possible. En revanche, personne n'a expressément parlé du Front national, comme si chacun se refusait à laisser croire que l'extrême droite pourrait être l'arbitre des prochaines élections. M. Chirac, le soir même, à 7 sur 7, a été plus explicite pour refuser catégoriquement tout accord avec le parti de M. Le Pen, et pour dénoncer par contre le comportement de M. Mitterrand pour qui « la fin justifierait les moyens ». Il est vrai que, dans son programme, le RPR propose, en matière d'immigration, de sécurité, de justice, etc., des solutions inspirées par une fermeté accrue.

Le message que le RPR a ainsi voulu faire passer est qu'il est prêt, au nom de l'opposition tout entière, à l'alternance politique, et que d'ores et déjà, il se donne l'image d'un moteur suffisamment puissant pour emmener les autres. Depuis quinze ans qu'il existe, le mouvement de M. Chirac a déjà agi de cette façon avec des succès divers. Il prend peut-être, cette fois-ci, le risque d'être un peu vite en besogne.

L'HISTOIRE... DANS UN CARRÉ

CARRÉ
HISTOIRE

Une nouvelle
collection de
synthèses sur les
grandes questions
d'histoire, des
livres de référence
pour l'étudiant,
l'enseignant,
l'amateur éclairé.



HACHETTE
Supérieur

Son perroquet dressé décroche le téléphone,
il gagne 8 millions de francs
à un jeu télévisé.
Sérillon raconte.

France inter

ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

QUOI DE NEUF A 10 ?
UN REGARD UNIQUE
SUR LES FAITS DIVERS.
9h
Claude Sérillon

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Les chasseurs d'Aquitaine s'élèvent contre l'«écologie intolérante»

Le mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT) perd en guerre contre l'«écologie intolérante». Il présentera des listes aux élections régionales dans les cinq départements aquitains.

BORDEAUX

de notre correspondante

«Faire un meilleur score que les Verts de toutes nuances» et les empêcher d'être les seuls arbitres de l'élection du président du conseil régional : tel est l'objectif affiché du mouvement Chasse, pêche, nature, tradition en Aquitaine. «C'est une lutte contre l'écologie intolérante», a répété à Bordeaux, le 25 octobre, M. Jean Seiniary, trésorier national de CPNT. M. Seiniary, qui préside la fédération des chasseurs girondins, a confirmé qu'il dirigerait la liste CPNT en Gironde. Chaque année, en mai, les tireurs de tourterelles s'affrontent aux écologistes qui veulent les empêcher de pratiquer leur sport favori.

L'Aquitaine est un peu le berceau du mouvement CPNT dont la création officielle eut lieu en octobre 1989 à Bordeaux, en Méditerranée. Cette création faisait suite à la première apparition des chasseurs sur la scène électorale à l'occasion des élections européennes. M. André Goussard, président des chasseurs pyrénéens et président national de CPNT, était alors le porte-parole de ce mouvement naissant. Il sera tête de liste en Dordogne pour les régionales. Dans les Pyrénées-Atlantiques, cette place revient à M. Jean Saint-Joseph, également président de la fédération départementale des chasseurs et secrétaire national de CPNT.

Cumul de casquettes

Dans les Landes, M. Henri Capdeville, président des sociétés taurines de France, a été pressenti. On attend sa réponse. La situation est «plus compliquée» en Lot-et-Garonne, de l'avis même de M. Seiniary. Dans ce département, le président de la fédération de chasse est en effet un conseiller général PS. Selon M. Seiniary, il a décliné l'offre de CPNT. Le président de la fédération de pêche, qui penche, lui, plutôt du côté de M. Jean François-Ponce, a également refusé de diriger la liste. On attend donc qu'un troisième personnage sorte du chapeau.

L'Aquitaine, où deux cent mille électeurs environ détiennent un

permis de chasse, est actuellement la seule région de France où trois présidents de fédération sur cinq vont prendre la tête d'une liste CPNT. En Gironde, ce cumul de casquettes a suscité quelques remous. M. Jean Barrière, président du groupe communiste au conseil régional (huit élus), a reproché par écrit à Jean Seiniary de confondre les locaux de la fédération de chasse avec une permanence électorale de CPNT. M. Georges Riboullet, proche du PC et président de l'Union girondine de défense des chasses traditionnelles, avait auparavant annoncé que son association «ne participerait ni de près ni de loin à quelque élection que ce soit».

Selon M. Seiniary, il n'y a cependant «aucune ambiguïté». Le conseil d'administration de la fédération des chasseurs girondins a donné son accord à la participation de son président aux élections régionales par quatre voix contre une. «Pourquoi n'aurions-nous pas le droit de mener des listes CPNT,

demande M. Seiniary, alors que certains présidents de fédération deviennent déjà des mandataires de maires, de députés ou de conseillers généraux sous l'étiquette d'un parti traditionnel?» Gaulliste de toujours mais non adhérent au RPR, M. Seiniary se proclame désormais «cult-terroir et fier de l'être». «CPNT présente un candidat à la présidence de la région, annonce-t-il. Nous ne passerons pas d'alignement. Nous nous déterminerons d'après les résultats».

Le programme de CPNT est exposé dans un livre blanc qui attaque la «conception anglosaxonne de la nature, biocentrique et zoophilique», et critique l'écologie et ses «fausses réponses à de vrais problèmes». «Les Verts, accuse CPNT, veulent imposer à l'espace et à la population rurale un schéma idéologique d'écologie citadine et de gestion de la faune déconnecté des réalités rurales». Les chasseurs et pêcheurs s'en prennent aussi à l'«urgence d'une Europe des d'écologie et d'homogénéisation».

Il s'agit de «prendre auprès des chasseurs des leçons de régionalisme et de convivialité». M. Seiniary affirme que son mouvement ne défend pas seulement la chasse. «Nous avons notre mot à dire sur tous les dossiers qui touchent à la ruralité et à l'aménagement de l'espace rural : passage du TGV, disparition des zones humides, démantèlement du bassin d'Arcachon...», affirme-t-il.

CPNT a dans en ligne de mire à la fois les Verts et Génération Ecologie. Ces deux mouvements alignent en effet des listes en Aquitaine. M. Noël Mamère, maire de Bègles et président régional de Génération Ecologie, dirigera la liste girondine. Il s'est assuré, à-t-il récemment annoncé, la présence sur la liste de Lot-et-Garonne d'une vedette de la chanson, Francis Cabrel. En Dordogne, le président de Génération Ecologie annonce qu'il aura aussi sur sa liste un chasseur. Mais un chasseur écologiste.

GINETTE DE MATHA

A Nice, M. Schwartzberg prône «la défense des valeurs républicaines et de l'identité française»

NICE

de notre correspondant régional

M. Léon Schwartzberg, député européen et tête de liste de la majorité présidentielle dans les Alpes-Maritimes, a lancé, samedi 26 octobre, à Nice, sa campagne pour les élections régionales. Il a déclaré qu'il avait «beaucoup hésité» à être candidat dans le département et que M. Bernard Tapie «n'avait été pour rien» dans sa décision. Sa priorité : «Faire barrage au Front national. Un succès du FN dans la région, a-t-il souligné, aurait des conséquences dramatiques. Si l'on dirigeait le département des Alpes-Maritimes, le tourisme tomberait, les étrangers ne viendraient plus. Les entreprises iraient s'installer ailleurs et le chômage augmenterait. Sur le plan national, l'image de la France serait dévalorisée à cause de l'avènement, unique en Europe, de ce genre de personnage [Jean-Marie Le Pen] et de sa clique. Ce serait, aussi, pour lui, un tremplin pour arriver à ses fins».

Interrogé sur la composition de la liste qu'il conduira, le candidatologue

a indiqué qu'il ne poserait qu'une seule condition : «La défense des valeurs républicaines et de l'identité française». «Ma liste, a-t-il indiqué, sera largement ouverte. La fédération socialiste aura, naturellement, son mot à dire. A gauche, il n'y a aucune exclusion. A droite, on peut envisager d'accueillir tous ceux qui feront la promesse sacrée de ne jamais s'allier avec le Front national».

La présence, aux côtés de M. Schwartzberg, du professeur J.-P. Cassio, ex-adjoint (sans étiquette) au maire de Nice, dénotait de cette volonté d'ouverture. Ce professeur d'écologie de la faculté de médecine de Nice, président de la Ligue départementale de

lutte contre le sida, avait démissionné de son mandat, le 2 avril 1990, avec deux autres élus municipaux d'origine juive pour protester contre le rapprochement de M. Jacques Médéric avec le FN.

M. Cassio a, publiquement, témoigné son appui au professeur Schwartzberg et pourrait être amené à partager le combat de celui-ci dans le département. Le chef de file de la majorité présidentielle a précisément manifesté sa volonté de s'attaquer «au grand problème de santé publique posé, dans les Alpes-Maritimes, par les fléaux du sida, et de la toxicomanie».

GUY PORTE

DÉFENSE

Tirant les leçons de la guerre du Golfe

La France relance un projet d'hélicoptère radar

En prévoyant de lui consacrer quelque 100 millions de francs d'autorisations de programme en 1992, la France relance son projet - baptisé Horizon - d'un hélicoptère porte-radar de surveillance, auquel elle eût lancé avant que ne s'écoule la guerre du Golfe en août 1990. Cette initiative se traduit par l'acquisition de deux prototypes de cet hélicoptère, un Super-Puma à bord duquel est embarqué un radar Doppler pouvant détecter toute cible mobile à 150 kilomètres.

A l'origine, le projet de l'armée de terre, qui s'appelait Orchidée, consistait, pour une dépense de 7,5 milliards de francs, à aligner vingt hélicoptères Super-Puma équipés d'un radar à impulsions, de puissants moyens de contre-mesures électroniques, et disposant d'une antenne repliable sous le fuselage. Les deux stations Mistigri au sol devaient analyser et traiter les données reçues en temps réel. A 3 000 mètres d'altitude, Orchidée était censé repérer, entre 70 et 150 kilomètres de distance, des véhicules terrestres et des hélicoptères volant en rassemblement à 300 kilomètres à l'heure.

Le but du système était de pouvoir localiser et identifier des cibles adverses en profondeur, au-delà de la ligne des contacts, pour préparer l'engagement d'un corps d'armée en Europe, avant une frappe nucléaire éventuelle, ou celui de la Force d'action rapide (FAR) sur des territoires extérieurs.

Quelques semaines avant l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, le ministère de la défense choisissait d'annuler ce programme pour des raisons de coût. Il existait alors un seul prototype simplifié en cours d'essai, pour le développement d'un nouveau modèle de 1 milliard de francs - sur les 4 milliards prévus par les industriels sous la maîtrise d'œuvre du groupe Aerospatiale - avait déjà été engagée depuis 1986. En décembre 1990, l'armée de terre décidait d'envoyer en Arabie

soudite ce démonstrateur qui ne dépendait pas d'elle, mais appartenait à ses constructeurs. Cette opération était baptisée Horus.

An plus fort de la guerre contre les troupes de M. Saddam Hussein, en février, le démonstrateur Horus a permis à la division Daguet, mais aussi à des avions A6 de l'aéronavale et à des hélicoptères Apache de l'armée de terre américaines d'attaquer des convois de blindés irakiens ou des radars au sol. Plus de trente missions, dont une dizaine de nuit, ont été accomplies au profit des alliés. Ces actions ont, après coup, été jugées particulièrement efficaces par la coalition.

Des moyens complémentaires de surveillance

Pour ses besoins de renseignement, Daguet a, du reste, utilisé bien d'autres matériels dont la division était dépourvue. Un qui était encore en expérimentation. La France ne l'a pas révélé à l'époque. Par exemple, pour déceler le trafic radio des unités ennemies au contact, elle a dû acheter à l'étranger deux stations de géolocalisation à très hautes fréquences montées sur des Tynots. De même, elle a déployé, pour la même mission, des batteries MART, qui sont des avions légers équipés d'ALT équipés de deux caméras de surveillance du champ de bataille, transmettant leurs images à des écrans au sol et installés, à l'origine, sur des véhicules israéliens par leur concepteur français, le groupe Intertechnique : ces ALT, qui peuvent voler cinq à six heures d'affilée, portent jusqu'à 200 kilomètres de distance, bien au-delà des seules exigences de l'artillerie.

Tirant les leçons de la guerre du Golfe, le ministère de la défense vient de décider de consacrer, dans le cadre de son projet de budget pour 1992, quelque 100 millions de francs d'autorisations de programme à l'acquisition - au bénéfice de l'armée de terre - de deux prototypes de radar hélicoptère qui fondent désormais le projet baptisé Horizon. Par là, il faut entendre le lancement d'un programme qui aura été simplifié

par rapport à Orchidée et dont les livraisons seront davantage étalées dans le temps. Avec dix hélicoptères Super-Puma et deux stations d'exploitation, dont les performances seront réduites, le programme Horizon serait deux fois moins cher.

Ce sera à la loi de programmation militaire 1992-1997, soumise au Parlement au printemps prochain, de déterminer le sort définitif du projet Horizon, son ampleur et son prix. De même, ce sera à cette programmation - dont les grandes lignes seront arrêtées à la fin de l'année - de préciser si le nouveau système Horizon, ou non, héssin, comme l'armée de terre le souhaite, d'être complété par l'acquisition d'un engin léger télégué (ou drone) pour la surveillance directe du champ de bataille. Deux programmes qui n'ont pas la même ambition technique, ni le même coût, sont en concurrence : le Brevet du

groupe Matra et l'ALT du groupe Intertechnique.

Déjà partiellement développé aux frais des Israéliens qui voulaient disposer d'un engin comparable à un drone américain revu et corrigé par les Israéliens, l'ALT est beaucoup moins cher - sans doute aussi un peu moins performant - parce que plus rustique, et il a pour lui d'avoir des déhanchés aisés dans le civil avec la surveillance de la circulation routière, des feux de forêt ou de la pollution. Le Brevet, qui est un petit avion furtif piloté du sol, porteur d'une caméra infrarouge et plutôt destiné à un théâtre des opérations Centre-Europe, est sensiblement plus onéreux mais il a un allié de poids : en sa faveur, l'Allemagne, qui partage pour moitié à un projet aboutissant à créer une industrie européenne de renseignement.

JACQUES ISNARD

La crise du Golfe a coûté 10,5 milliards de francs à la France

Selon des estimations de source gouvernementale, communiquées à la commission sénatoriale des finances, l'effort de guerre de la France dans le Golfe a représenté un surcoût de 10,5 milliards de francs, dont quelque 6 milliards de francs (fonctionnement des unités et achat ou usage des matériels) pour les seules opérations militaires. Le reste de ces charges budgétaires est lié notamment aux risques, non approvisionnés à l'origine, des garanties que la COFACE a apportées à des contrats, civils ou militaires, signés avec des pays de la région et perturbés dans leur exécution par les événements.

Au titre de leur propre surcoût de dépenses entraînées par la mise sur pied de la division Daguet, les armées n'ont pas été soumises aux économies imposées durant l'été 1990 par le gouvernement à d'autres administrations. Elles ont bénéficié, à ce jour, d'un décret dit

d'avances, qui a représenté une somme de 1,5 milliard de francs pour leur fonctionnement. Le solde sera examiné lors de l'élaboration d'un «collectif» budgétaire prévu pour la fin de cette année.

En attendant, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a expliqué aux sénateurs qu'il subsistait «un important coût résiduel» lié au non-règlement de certaines dépenses du Golfe mais aussi de celles des autres opérations extérieures (Liban, Tchad, Zaïre et Comores). Pour le seul surcoût, en 1991, du fonctionnement des armées, il s'agit d'un besoin de financement supérieur à 2,5 milliards de francs dans l'immédiat. M. Joxe a indiqué que, faute d'être remboursé, ce besoin obligerait à des reports de charges importants en 1992, qui «obérerait» l'exécution du projet de budget de la défense des premiers mois de l'année prochaine.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LES CAVES TAILLEVENT à Paris, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du site naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic. L'EAU DES SAVEURS INTACTES

(Publicité)

L'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) organise un Colloque

"MOURIR DANS LA DIGNITÉ"
Vivre sa mort : un choix, un droit

les samedi 16 et dimanche 17 novembre 1991, de 9 h 30 à 17 h 30 au Palais des Congrès, Porte Maillot, à Paris.

Qui d'entre nous n'a pas souffert de voir l'un des siens mourir dans l'indignité ?

Qui ne voudrait être sûr que lui et ceux qu'il aime pourront approcher dignement la mort ? Chacun doit être assuré que ses volontés concernant la fin de sa vie seront respectées par tous.

Parmi les intervenants : Dr Claudine BASCHET, Claude BESSY, Henri CAILLAVET, Anne-Marie DOURIEN-ROLLIER, Bennie GROUIT, Pr Yvon KENIS, Claude MARCUS, Jacques POHIER, Pr Léon SCHWARTZBERG, Pierre SUDREAU, Les débats seront animés par Louis BÉRIOT, Doisy de GALARD, Aline PAILLER, Guy THOMAS.

Pour tout renseignement : ADMD, 103, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 42.85.12.22 - Fax : 45.96.00.50.

Fabius rejet
de responsa

Les affaires liées à la transfusion du sang

Embarras politiques

par Jean-Yves Nau et Franck Nauchi

M. Fabius rejette toute responsabilité

Suite de la première page

« Les experts, à l'époque, ont déclaré M. Fabius, reconnaissant, dans tous les cas, une certaine responsabilité. On sait, maintenant, avec les connaissances que nous avons en 1991, que cette solution était dangereuse. Mais, à l'époque, le Comité national pour l'hépatite, réuni le 19 juin et, à l'unanimité, demande la solution qui a été appliquée. Le Comité consultatif de la transfusion sanguine se réunit le lendemain avec tous les points de la médecine. Il demande la même solution. C'est-à-dire, cette solution-là qui a été appliquée. On ne peut pas juger ce qui s'est passé à l'époque avec nos connaissances d'aujourd'hui. »

Concernant ensuite la volonté du gouvernement de vouloir favoriser le test de dépistage de l'institut Pasteur par rapport à celui de la firme américaine Abbott, M. Fabius a estimé que cet événement n'est pas le cas. « Mon conseiller, n'est-il déclaré, était le professeur François Gros. C'est lui qui présidait cette réunion. Une réunion interministérielle qui s'est tenue à Matignon le 9 mai 1985 - NDLR. M. Hervé a dit que les demandes d'agréments des tests avaient été déposées en février 1985. Le 11 février pour le test américain. Le 25 février pour le test français. A partir de ces demandes, toute une série de vérifications ont été faites. Elles ont abouti le 15 juin à l'agrément des deux tests. C'est fait justice de toute une série d'accusations prononcées. Je ne peux pas accepter que l'on mette en cause des décisions prises par des autorités comme François Gros. »

A propos du professeur Jacques Roux, M. Fabius a précisé qu'il ne l'aurait pas en diffamation pour ce qu'il avait dit concernant les transfusions sanguines vers le Centre informatique mondial et Matignon. « Je l'ai fait parce qu'il dit que le premier ministre de l'époque a pris de l'argent pour le sida pour les fins quasiment personnelles, électorales. »

Sur les régulations budgétaires, M. Fabius a expliqué que cette pratique était très fréquente. « Mais, à ma connaissance, aucune action concernant la lutte contre le

sida, aucune action en 1984-1985 n'a été empêchée pour des raisons de limitation ou de transfert budgétaire. Sur l'autre aspect, qui consiste à dire que j'aurais pris des fonds sur la lutte contre le sida pour des fins personnelles ou électorales, je dis que c'est hantise. Que M. Roux est membre du comité central du Parti communiste mais qu'il n'y a aucun argument qui justifie ce type d'accusation. Vous vous rendez compte de ce que ça signifie ? J'ai aussi un honneur, une famille. »

Une affaire « monstrueuse »

Samedi 25 octobre, le président du tribunal de Paris, M. Jacques-Louis Cochoy, avait rejeté la requête de M. Laurent Fabius qui lui demandait d'interdire aux six chaînes nationales de télévision de diffuser les propos du professeur Jacques Roux. Le magistrat a cependant ordonné aux six chaînes de faire précéder les déclarations du professeur Roux d'un communiqué faisant état des protestations de M. Fabius et informant de la procédure engagée à sa demande contre le professeur Roux. L'ordonnance de référé ajoute que ce communiqué devra être « inséré de façon très claire et lisible en image sur les écrans et être lu par un présentateur. »

Toujours sur TF1, dans l'émission « 117 », M. Jacques Chirac a qualifié cette affaire de « monstrueuse ». Il a estimé qu'on avait « joué avec la vie humaine en utilisant du sang dont, semble-t-il, on savait qu'il était contaminé. » « Rien, aucune considération d'ordre administratif, politique, économique, commercial, financier, ne peut justifier ou excuser une telle situation », a-t-il conclu.

M. Edmond Hervé, qui était secrétaire d'Etat à la Santé au moment des faits, est lui aussi sorti de son silence. « De 1980 à 1985, a-t-il rappelé sur FR3, les crédits de la prévention générale ont été multipliés par trois. La Sécurité sociale dans ce domaine comme dans d'autres, a fonctionné à guichet ouvert. Voilà quelle est la réalité. »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a pour sa part

déclaré qu'il « n'est pas question de mettre qui que ce soit à l'abri de la justice ou de sa responsabilité ». Quant au ministre délégué à la Santé, M. Bruno Durieux, il a simplement voulu démentir un passage de l'interview que le docteur Michel Garretta, l'ancien directeur général du CNTS, avait accordé au Monde (daté 27-28 octobre), dans lequel il affirmait que M. Durieux lui avait demandé de ne pas démissionner. « C'est inexact », a déclaré M. Durieux. Je lui ai dit que cette décision relevait de sa conscience, et je ne l'en ai pas dissuadé. »

Le président de l'association des polytransfusés, M. Jean-Pierre Garvannoff, a lui aussi, sur Europe 1, réagi à l'interview du docteur Garretta. Comme ce dernier, il a mis en cause la responsabilité des médecins prescripteurs : « Les hématologues avaient le devoir d'informer leurs malades, a-t-il déclaré. Les hépatites avaient, au moins, droit au libre choix. » « Mais de là à ce que le docteur Garretta se transforme en victime, c'est-à-dire, il n'y a pas eu de faute de sa part. » Selon lui, M. Garretta n'est pas le seul coupable. « Jean-Benoît (président du conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine jusqu'en décembre 1984 - NDLR) savait tout, était au courant de tout, et il n'a rien dit à l'époque. »

Autre personnalité à réagir à l'interview du docteur Garretta, le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la Santé et lui aussi inculpé. Dans une interview accordée au Figaro, lundi 28 octobre, il a répondu à maintes reprises les déclarations de l'ancien directeur général du CNTS. Considérant qu'il « part de janvier 1985 il n'y avait pas de y avoir un seul hépatite contaminé, que des tests aient été réalisés ou non », il affirme que le docteur Garretta est « allé résolument à contre-pied des recommandations de son prédécesseur (le docteur Jean-Benoît) ». Il a précisé qu'en 1983 et 1984, a réitéré les mises en garde. Il a conseillé de revenir aux anciens produits, les cryoprécipités, plus sûrs (quelques fois archaïques) que les produits congelés. »

En outre, le docteur Netter affirme qu'il est « sûr d'affirmer, comme l'a fait le docteur Garretta, que l'on importait des produits chauffés à chaque fois que les médecins prescripteurs le

demandaient. « S'il y a eu quelques importations, il est de notoriété publique que de nombreuses demandes médicales de produits chauffés n'ont pas été satisfaites. »

Pour sa part, le professeur Jean Loygue, ancien administrateur et président de la Fondation nationale de transfusion sanguine et actuel adjoint au maire de Paris, a annoncé dimanche 27 octobre qu'il souhaitait « être exculpé aux côtés du docteur Michel Garretta en tant qu'administrateur depuis décembre 1978 et président de juin 1986 à avril 1991 de la FNTS. »

Un « comité vérité »

Dans un communiqué transmis par l'avocat de M. Garretta, M. Charvet, le professeur Loygue annonce en outre la constitution d'un « comité vérité » afin « de faire valoir la totale réalité des faits et celle de leur contexte. » Il n'y a pas eu de scandale dans l'action du docteur Garretta, a-t-il précisé, que « l'on accredité cette idée sur fond de haine et de vengeance. » Le professeur Loygue souligne qu'en mai 1991 les administrateurs de la FNTS avaient demandé au gouvernement la constitution d'un groupe d'experts internationaux indépendants, mais que « cette demande n'a pas été écoutée. »

Enfin, le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, a décidé, samedi 26 octobre, de « poursuivre en diffamation » M. Jean-François Revel. Dans son éditorial diffusé samedi matin sur Europe 1, M. Revel regrettait l'attitude des responsables politiques consistant « à rendre les journalistes responsables de la réalité qu'ils décrivent parce qu'ils la décrivent, et alors qu'ils se bornent à la décrire. »

Selon M. Revel, un bel exemple de cette « hypocrisie » a été fourni par le discours prononcé par M. Bianco à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 octobre). « On peut nier les gens, mais il ne faut pas les affoler », ajoutait l'éditorialiste. Dans un communiqué, M. Bianco juge ces propos « gravement diffamatoires », et réitére les critiques qu'il formulait à l'encontre du titre du Monde.

J.-Y. N. et F. N.

DEPUIS longtemps attentifs, mais observant un prudent silence, plusieurs responsables politiques mis en cause, directement ou non, dans les différentes affaires liées à la transfusion sanguine viennent de prendre la parole. Les déclarations du docteur Michel Garretta au Monde (daté 27-28 octobre) ont servi, semble-t-il, de détonateur.

Ajoutant à la cacophonie médicale et administrative, ces interventions, dans le plus grand désordre, répondent soit à une logique politique, soit au souci de se protéger quant à d'éventuelles mises en cause.

Ainsi, après les propos incantatoires de M. Mauroy - reprenant la formule de M. Edith Cresson sur la nécessité d'une justice « terrible » - a-t-on vu M. Chirac tenter d'exploiter une affaire qu'il a sans plus de précision qualifiée de « monstrueuse ». M. Edmond Hervé, ayant une nouvelle fois pris la parole sans répondre aux véritables questions soulevées par Georgina Dulock et M. Pierre Bérégovoy, tous deux mis en cause par le professeur Jacques Roux, demeurant obstinément silencieux, la seule intervention importante est bien aujourd'hui celle de M. Laurent Fabius.

Au cours de sa longue intervention sur TF1, l'ancien premier ministre d'abord, en réponse à M. Chirac, refusant toute exploitation de ce drame à des fins politiques, il fut beaucoup moins précis - ou tout à fait silencieux - sur les différents problèmes soulevés ces derniers jours et qui mettent directement en cause le choix et les décisions de l'Hôtel Matignon à l'époque où il était premier ministre.

Concernant la politique mise en œuvre pour le dépistage de l'infection par le virus du sida, M. Fabius refuse en substance toute accusation de protectionnisme. Les différents pièces actuellement connues du dossier permettant pourtant de poser la question.

On trouve ainsi dans le rapport Lucas - que M. Fabius juge « fort bien fait » - une lettre adressée le 25 avril 1985 par le docteur Robert Netter, directeur général du Laboratoire national de la Santé (LNS), au cabinet de M. Edmond Hervé. L'auteur, aujourd'hui inculpé, écrit qu'il ne lui paraît « pas possible dans les circonstances actuelles de surseoir plus longtemps à cet enregistrement. C'est le test de dépistage Abbott sans risque un recours au Conseil d'Etat pour abus de pouvoir. » Dans ces conditions, a-t-il écrit, « seul avis contraire de votre part, j'envisage d'accorder à l'Institut Pasteur un enregistrement immédiat et de surseoir pour la firme Abbott jusqu'au 13 mai 1985 ». Quatre jours avant l'expiration de la date

dans le 9 mai, au cours d'une réunion interministérielle qui se tient à Matignon sous la présidence du professeur François Gros, « le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'enregistrement d'Abbott soit encore retenu quel que temps au Laboratoire national de la Santé ». Dans les comptes rendus des réunions interministérielles qui suivent - les 12, 17 et 22 juillet sous la présidence de M. Philippe Calvès - on peut lire que l'objectif est d'assurer à Diagnostec Pasteur environ 35 % du marché national.

Décision incohérente

M. Michel Lucas écrit dans son rapport : « On peut regretter (...) qu'une synchronisation insuffisante entre le processus scientifique et le processus administratif et financier n'ait permis la mise en œuvre du dépistage systématique qu'un mois après les contrôles effectués par le LNS (21 juin - 23 juillet), alors que le premier ministre avait annoncé sa décision immédiatement, soit le 21 juin. »

Ces décalages ne furent pas les seuls à retarder la mise en œuvre du dépistage du virus du sida en 1985 et 1986. Comme nous l'indiquons récemment (le Monde du 19 octobre), la ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale avait adopté une série de mesures faisant que seul le test de dépistage fabriqué par la firme française était pris en charge par les caisses de Sécurité sociale dès lors qu'il était réalisé dans les laboratoires d'analyses privés.

Cette décision incohérente et contraire aux intérêts de la santé publique fut officiellement dénoncée par les responsables médicaux de la Caisse nationale d'assurance maladie. Il fallut attendre 1987 pour qu'un dispositif plus complet (remboursement systématique quel que soit le fabricant, création de centres de dépistage anonyme et gratuit) soit enfin mis en place.

Les réponses de M. Laurent Fabius aux accusations formulées par le professeur Roux quant à l'utilisation d'autres fins des crédits affectés à la prévention (direction générale de la Santé) ne permettent pas de s'en tenir avec précision aux responsabilités. Reconnaissons implicitement que des sommes ont bien été prélevées sur le chapitre de la prévention, M. Fabius conteste que tout ce pécule de l'argent correspondant ait empêché la réalisation d'actions préventives contre le sida. Seule la publication détaillée des mouvements de régulations budgétaires concernant la direction générale de la Santé permettrait de répondre précisément aux questions soulevées.

JUSTICE

Devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône

La vie bordée d'épines de « Kiki la rose »

MARSEILLE

de notre correspondant

Après sa prestation au cours de « Ciel mou merdille » où elle avait défendu - plus marseillaise que nature - la réputation de sa ville mal-aimée, on attendait quelque chose comme une « pagnolade judiciaire » devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Paulatte Carakulaki, soixante-trois ans, bouquettière depuis quarante ans, à qui son cri de guerre « qui veut mes roses ? » avait valu le surnom de « Kiki la rose », y comparait sans doute. Mais, à la cour, Georgette, cinquante-trois ans et de son fils, Michel, quarante-trois ans.

Elle était accusée de complicité de meurtre avec préméditation sur la personne de Nicolas Pons, son beau-frère, assassiné de deux balles dans la tête, dans une rue du quartier du Panier, par son propre neveu. Tous trois prétendaient avoir mis ainsi fin au calvaire de Georgette, régulièrement battue par son époux depuis trente ans.

Nicolas Pons était mort le lendemain même du soir où dans le micro tendu par Decavanne, Kiki s'était écriée : « A Marseille, il n'y a pas plus de bandits qu'à Valence ». En fait de Pagnol, c'est à Berthe Silva (1) que l'on a songé tout au long des trois jours du procès. Car, si les roses de Kiki n'étaient pas blanches, elles étaient garnies d'épines et il revient au président Bernard Fayolles d'avoir su mener les débats avec tact et surtout d'avoir su écouter jusqu'au bout une histoire comme n'en avait pas osé imaginer le pire de ces auteurs

de mélés qui, dit-on, « juraient pleurer Margot ».

Pendant trente ans, sans se lasser, Michel Pons a tapé sur sa femme. « Chaque fois qu'il m'offrait des fleurs, dit Georgette, avant, j'avais pris des coups. Sa vie à cette femme, ce sont des bleus alternant avec des séjours en hôpitaux psychiatriques. Je savais d'une maladie dans une autre, monsieur le président. Alors, un beau soir, a expliqué Kiki, il a fallu choisir : entre Georgette, qui voulait une fois de plus se suicider, et lui. Ça a été lui. C'est Michel - un enfant naturel qu'un docteur de Paris - chez qui elle était bonne à tout faire avait laissé en gage à Kiki lorsqu'elle avait vingt ans - qui sera la bras armé des sœurs Carakulaki. »

Pour Georgette : « Il n'y avait plus que ça pour m'enlever la tristesse ». « Une fatalité ! », lance Kiki. Les psychiatres disent la même chose avec d'autres mots. Le ministère public lui-même, par la voix de l'avocat général Yves Le Ben, reconnaît le climat de violence, mais se refuse à accabler Michel Pons « parce que c'est tout de même lui la victime ». Il appelle à une nécessaire régression malgré les circonstances atténuantes. Ces dernières vaudront à Kiki son acquittement, mais pas à Georgette condamnée à huit ans de réclusion criminelle et Michel à six ans en raison de la préméditation. Kiki aura le mot de la fin : « C'est un drame de plus dans les deux familles. »

JEAN CONTRUCCI

(1) Du nom de la chanteuse rendue célèbre par « Les Roses blanches ».

POLICE

La gestion informatique des cartes de séjour permis de conduire et cartes grises va être généralisée

L'introduction systématique de l'ordinateur dans les préfectures devrait rendre plus difficile les fraudes aux cartes grises, aux permis de conduire et aux cartes de séjour. Trois mille terminaux informatiques vont être installés dans les services chargés de délivrer ces documents, a annoncé le ministre de l'Intérieur en présentant à la presse, vendredi 23 octobre, l'utilisation des trois nouveaux logiciels mis en œuvre simultanément pour la première fois à la préfecture de Chartres (Eure-et-Loir).

L'informatisation se traduit par la création progressive de fichiers nationaux pour les étrangers, les immatriculations de véhicules (41 millions de cartes grises) et les permis de conduire. Selon le ministre, le système devrait non seulement permettre de mieux détecter certaines fraudes comme les inscriptions multiples dans plusieurs départements, mais aussi améliorer notablement l'accueil du public et les connaissances statistiques.

« Policiers et gendarmes pourront avoir accès à ces données dont la cohérence nationale devrait être assurée par la mise à jour en temps réel. La suppression des échanges postaux, générateurs de délais et de lourdeur, doit aboutir à une accélération de la délivrance des documents. A Chartres, le délai d'attente pour un duplicata de permis de conduire, est passé de six semaines à vingt-quatre heures et doit être prochainement réduit à une heure. Les récépissés de carte de séjour peuvent désormais être imprimés immédiatement, tandis que les données recueillies »

Rectifié. - Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 26 octobre, le journaliste et écrivain Pierre Pén, au domicile duquel ont été débusqués des documents téléphoniques, n'a jamais collaboré à l'Idol international.

les au guichet sont transmises sur le champ au centre chargé de fabriquer les documents, à Levallois (Hauts-de-Seine).

L'utilisation de l'informatique pour gérer les quatre millions de dossiers d'étrangers, expérimentée dans la Seine-Saint-Denis depuis juin, doit être généralisée d'ici à 1993. La gestion automatisée des permis de conduire a été rendue nécessaire par la mise en place du permis à points, et concernera toutes les préfectures en juillet 1992. Les trois applications informatiques - dossiers des étrangers, cartes grises et permis de conduire - vont nécessiter au total l'installation de trois mille terminaux dans les préfectures et certaines sous-préfectures d'ici à 1993, pour un budget total de 650 millions de francs. Ph. Ba.

FAITS DIVERS

Deux morts dans un règlement de comptes à Marseille. - La flambée de violence enregistrée dans la « melle » marseillaise depuis quelques semaines a fait, samedi 26 octobre, deux morts et un blessé grave. Peu après 20 heures, plusieurs hommes, gaulouls et munis d'armes de gros calibre, ont fait irruption dans le bar de « La Grotte-Rolland », au sud de Marseille. Ils ont ouvert le feu, criblant de balles Vincent Pevant et Joseph Cappola, considéré comme un des patrons de la pègre locale. Marcel Marando, un boulangier flic, a été grièvement atteint. Ce règlement de comptes pourrait être mis en rapport avec la vingtaine de meurtres qui déciment depuis le début de l'année le milieu marseillais. Ces dernières semaines ont été tués : Barthélémy Béon, le 28 septembre ; Dominique Bosch, le 9 octobre ; l'ancien boxeur professionnel Vincent Parra, le 18 octobre. Les enquêteurs estiment toutefois « prématuré » de parler de « guerre des gangs ».

(Publié)

L'Office franco-allemand pour la jeunesse et le Monde

organisent une table ronde

« LES JEUNES ET LA VIOLENCE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE : MÊMES SYMPTÔMES, MÊMES CAUSES ? »

animée par Philippe Bernard, le Monde

avec

MARIE RICHARD
ministère de la jeunesse et des sports

REINHARD WABNITZ
ministère fédéral des femmes et de la jeunesse (Allemagne)

JEAN-CLAUDE ROUTIER
Office franco-allemand pour la jeunesse

CLAUS LEGGEWIE
université de Gießen

DIDIER LAPEYRONNIE
Ecote des hautes études en sciences sociales

BRIGITTE MOHR
Frankfurter Allgemeine Zeitung

le jeudi 31 octobre 1991, à 20 heures

à la Maison Heinrich Heins
Fondation de l'Allemagne

Ché internationale universitaire de Paris
27 C, boulevard Jourdan, 75014 PARIS - MÉTRO-RER : Ché Universitaire

Entrée libre.

SPORTS

RUGBY : la Coupe du monde

L'Australie bat la Nouvelle-Zélande 16 à 6

L'Angleterre bat l'Ecosse (9 à 6)



La finale de la deuxième Coupe du monde de rugby mettra aux prises les équipes d'Angleterre et d'Australie, samedi 2 novembre (15 h 30 sur TF1), à Twickenham, dans le banlieue sud de Londres. Les Anglais, toujours aussi puissants, se sont qualifiés en dominant l'Ecosse (9-6), samedi 26 octobre, à Edimbourg, à l'issue d'un match d'attente. Le lendemain, à Dublin, les Australiens ont offert un bien meilleur spectacle en inscrivant deux essais contre les tenants du titre néo-zélandais (16-6). L'Ecosse et la Nouvelle-Zélande se retrouveront mercredi à Cardiff (Pays de Galles) pour le match de la troisième place.

CADRAGE

La touche atout

Les joueurs du pack ne passent pas leur temps couronnés dans l'obscurité des mêlées ou des regroupements. Une qualification de fois par match, ils doivent improviser des actions pour récupérer les ballons mis en touche. Ils se doivent alors de deux alignements, séparés par un caillou de 50 centimètres. Le joueur chargé de la ramener en jeu, en général le talonneur, prend le rôle de lanceur. Le demi de mêlée devient relayeur. Tous les autres joueurs sont constitués dans leur camp, à 10 mètres du champ de jeu.

« La touche, c'est quarante ballons à gagner par match, souvent deux fois plus que dans les mêlées », explique Bernard Herrer, ancien joueur, ancien entraîneur du RC Toulon. « Tout doit donc être parfaitement rodé pendant les entraînements. Sur le terrain, c'est le demi de mêlée, mieux placé parce qu'il voit l'alignement de côté, qui donne les instructions : un chiffre pour indiquer quel sauteur doit prendre la balle, d'autres éventuellement précisent de quelle manière il doit sauter. » Le lanceur peut effectuer trois sortes de remise en jeu : « La touche courte, sur le ballon placé au début de l'alignement, est la plus simple à réaliser. Quand la coordination est bonne, le lanceur attend un signe du sauteur, puis il n'a plus qu'à déposer la balle dans les mains. » La touche au milieu d'alignement, la plus courante, s'effectue sur les grandes touches ligne. « Il faut lancer la balle assez haut pour que les joueurs adverses, qui sont les premiers à se précipiter, ne puissent pas la saisir, dans l'idéal à deux mains, au moment où elle commence à retomber sur l'alignement. » La touche longue, extrêmement offensive, vise les trois quarts ligne. « Ils peuvent sauter sur place, ou en reculant : ils doivent donc frapper par un signe l'endroit où ils veulent que la balle arrive. »

Parfois la tâche du sauteur est facilitée par ses soutiens qui l'aident de manière plus ou moins lichte à s'élever : c'est le célèbre « ascenseur », d'autant plus difficile à sanctionner que le règlement permet de soutenir un joueur une fois qu'il est arrivé à l'apogée de son saut. Plus fréquemment, ce sont les joueurs adverses qui cherchent à perturber l'alignement. « J'ai même vu des joueurs monter sur les pieds d'un sauteur pour l'empêcher de décoller », dit Bernard Herrer. « La dernière mode, explique René Hourcade, arbitre français de la Coupe du monde, consiste à faire sauter le sauteur pour se retrouver dans le camp adverse et pour ainsi la sortie de la balle. Dans le match d'ouverture, j'ai ainsi vu une touche incroyable, où tous les joueurs avaient changé de camp. Seuls les deux vrais sauteurs étaient restés à la bonne place. »

J. Fe.

(1) Voir le Rugby, de Pierre Villan, éditions Denoël, 260 F.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

La dictature néo-zélandaise n'a pas mis plus d'une semaine à s'effondrer. Les All Blacks, qui régnaient sur le monde ovale depuis le début du siècle, ont vu leur système faire faillite en moins de trente minutes. Le temps pour des Wallabies rebelles de prendre possession du ballon et de s'installer dans leur camp. Le temps pour David Campese, diadème génial de tous les totalitarismes du rugby, de se lancer dans une de ses courses limpidement vers l'en-but. Puis d'adresser cette phrase miraculeuse à son coéquipier Tim Horan.

Le reste ne fut plus qu'une lente agonie. Celle de joueurs emportés dans des schémas tactiques qui leur assuraient des victoires faciles il y a peu et se transformaient dimanche en pièges insurmontables. Celle d'une équipe-monde pour la première fois depuis bien longtemps, et incapable de se relever pour revenir au score. Les hommes en noir semblaient assés, impuissants, à leur propre entêtement.

Car c'est bien une passion de pouvoir qui a eu lieu à Lansdowne Road, théâtre des plus belles parties de cette Coupe du monde. Cette défaite des Néozélandais n'est pas de celle qu'ils distribuent de temps en temps au gré de leurs tournées, comme des sucettes, pour récompenser la patience de leurs adversaires. Les All Blacks ont déjà perdu contre toutes les grandes nations du rugby. Mais dans cette quatrième demi-finale perdue contre le rival australien, disputée pour la première fois de l'histoire en terrain neutre, ils ont perdu bien plus. La Coupe du monde, d'abord.

Un capitaine sans charisme

Ce premier trophée international, qu'ils s'étaient adjugé sans coup férir en 1987 et qui semblait spécialement inventé pour consacrer leur domination, les Néozélandais l'ont laissé échapper dans cette « vraie finale », celle d'un hémisphère sud maître incontesté du jeu, et de la plus humiliante des façons.

Ils ont surtout lâché ce qui faisait leur grande force : cette supériorité psychologique qui a toujours impressionné leurs adversaires.

Le trou noir

Cette évidence qui fait que les Blacks gagnent parce qu'ils ont toujours gagné. Après le match, Gary Whetton, le capitaine, souriait mécaniquement. L'entraîneur Alex Wyllie, hébété, marmottait des phrases incompréhensibles dans sa moustache tombante. Tous deux semblaient vides de leur substance, de cette invincibilité proverbiale qui les avait fait. Et les critiques de Graham Mourie (1), capitaine de légende du début des années 80, devenaient d'autant plus d'actualité : « Wyllie est resté trop longtemps. Au bout de quatre ans, il est difficile de sortir des joueurs, c'est comme une famille. Ces All Blacks sont sur le déclin. Les anciens gardent les meilleurs ballons, les autres n'ont plus que les restes. »

Face à de jeunes Australiens au sonnet de leur condition physique, les Néozélandais ont en effet paru démodés. La première ligne arrive au camp adverse en se courbant, les moustaches en bataille de Loe, la tête courbée de bagarre irlandaise de Fitzpatrick, le bandon noir de McDowell, ne font plus peur. Leurs homologues Wallabies ont cinq ans de moyenne d'âge en moins, pèsent 10 kilos de plus et se ruent sur tous les ballons. Les arrières néozélandais n'ont visiblement plus l'habitude d'attaquer belle en main. Lorsqu'ils se sont rendus compte qu'il n'y avait plus d'autre solution, Kirwan, l'ancien idole, et ses acolytes ont ainsi accumulé les balles lâchées ou se sont emportés avec une belle constance dans la défense australienne. Quant au capitaine, le deuxième ligne Gary Whetton, il avait beau battre pour ce match le record des sélections de Colin Meads, cela ne lui a pas donné davantage de charisme. Il restait un chef d'occasion, appelé à la rescousse pour remplacer ce vrai meneur d'hommes qu'était le troisième ligne Wayne Shelford, évincé de l'équipe, et qui lui fait aujourd'hui tant défaut.

Parmi ceux qui avaient aidé à la possession, vers la sortie, figure l'ouvrier Grant Fox, qui supporte très mal que l'on mette en cause ses choix tactiques. Et il suffisait de le voir toussiller ses tresses à la mi-temps pour comprendre que Fox est la vraie tête de l'équipe. Or, à Dublin, l'un des temps forts de la rencontre devait être son affrontement avec son homologue australien Michael Lynagh, meilleur marqueur mondial. Le duel des antipodes ne s'est pas joué au pied. Heureusement pour Lynagh, qui a encore une fois raté presque toutes ses pénalités. Mais l'ouvrier à la dégauche de surfer ne s'est contenté pas de miser sur sa botte : il joue. Lynagh est même à l'origine des deux essais, l'un en se jetant dans les lignes adverses pour créer un regroupement, l'autre par un coup de pied à suivre impeccable.

Grant Fox l'ouvrier assoupi

Qu'a fait Fox, à part marquer les six points de son équipe ? Presque rien. L'ouvrier ne se mêle plus au jeu. Il se sert de ses pieds, passe éventuellement le ballon, mais on ne le verra jamais au milieu d'une cavalcade de trois-quarts. Lynagh a marqué plus de dix essais pour son équipe, Fox n'en a eu que deux. Le meneur des Wallabies, il semblait tellement emprunté qu'il s'est débarrassé plusieurs fois de la balle dans des touches approximatives. Fox symbolise à lui seul cette équipe néo-zélandaise, semblable à un boxer qui a trop gagné, assoupi sur son trône pendant que les Australiens mettaient en place l'équipe de l'avenir. Fox était l'assurance tous risques d'une équipe sûre de maîtriser les adversaires. Il en est devenu le maître à penser, imposant sa tactique de comptable et de ce jeu devenu de plus en plus tactique.

Un homme au sein de l'équipe semble l'avoir compris : John Hart, le co-entraîneur, appelé en catastrophe cet été après la première déconvenue de la Bledisloe Cup, face aux mêmes Wallabies. Sa critique très sévère du jeu anglais, sa satisfaction d'avoir été battu par « une équipe qui joue un jeu magnifique » s'expriment aussi viscéralement que ses propres rages. Hart a choisi son camp pour la finale de Twickenham. Celui du jeu. Et il sait d'ores et déjà que la reconquête de leur statut par les All Blacks passera par celle d'une notion qui leur semble aujourd'hui inconnue : le plaisir de jouer ensemble.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Dans un entretien à l'Équipe Magazine.

FOOTBALL : le bon début de saison du RC Strasbourg

«Chillès», l'enfant prodige de la Meinau

Après onze ans d'exil, Gilbert Gress est revenu comme entraîneur au Racing Club de Strasbourg au début de cette saison. Avec lui, les résultats et le public du stade de la Meinau : onze victoires et quatre matches nuls (à l'extérieur), un point d'avance sur Bordeaux, la meilleure attaque (36 buts) et la meilleure défense (7 buts) du groupe B de la deuxième division (vingt et un mille cinq cents spectateurs de moyenne pour les sept matches joués jusqu'à domicile). Il reste à « Chillès » (Gilbert en Alsacien) à faire accéder le club en première division, tentative qui s'est échouée ces deux dernières années dans l'épreuve des barrages.

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Il suffit d'écouter l'animateur du beau stade de la Meinau (quarante mille places) pour comprendre ce que représente le nouvel entraîneur du RCS pour les Alsaciens. Dans l'annonce de la empoignade des équipes, il n'est pas question d'employer une autre formule que « mon maître Gilbert Gress ». Du « monsieur », il y en a partout, dans les couloirs et les vestiaires de la Meinau. Du côté de « patrons », c'est le vouvoiement qui est le plus courant.

Gress ne veut pas qu'il y ait le moindre doute : un « pro » jusqu'au bout des ongles, qui est venu à Strasbourg pour remplir un contrat de trois ans sans être de sentimentisme. Visiblement, les quatre saisons (1966-1970) jouées en Bundesliga avec Stuttgart l'ont profondément marqué : « Déjà à cette époque, les clubs allemands disposaient de structures professionnelles telles qu'on com-

mence à les connaître en France. Lorsque je suis parti du Racing, on s'entraînait sur le parking du stade, raconte-t-il, et à Stuttgart, on avait dix terrains d'entraînement. » Et de rappeler une citation de Netzer ou de Beckenbauer : « Une équipe est l'association de onze hommes d'affaires qui se rencontrent une heure et demie par semaine pour signer un marché. »

Du football et des dirigeants français, on ne peut pas dire qu'il y a la même idée. Mais à part son séjour au début des années 70 à l'Olympique de Marseille (avec lequel il a gagné deux titres de champion et une coupe de France), Gress n'a joué que peu de football de haut niveau. Moins d'ailleurs que de celui de la « médiocrité et l'incompétence » : « Je n'ai pas fait la Coupe du monde de 1966 parce que j'avais les chevilles larges. »

Le ménage a été fait

Mais c'est dans l'évocation de son « mini mini » avec M. André Bord que « Chillès » est le plus dur, voire le plus cruel. En faisant ses adieux au public de la Meinau, il avait dit qu'il ne reviendrait pas aussi longtemps que l'ancien ministre du général de Gaulle serait dans les murs du Racing. Gress est de retour, et l'ancien président du RCS ne dispose, même plus d'un bureau dans le club : « Le préalable à mon retour était qu'on fasse le ménage et il n'y a rien fait. »

Chez Gress, c'est plus le « génie » de la présidence Bord que la rupture qui l'empêche. Il est vrai que lorsqu'il est arrivé en décembre 1977 à Strasbourg comme entraîneur, les bleus et blancs évoluaient en deuxième division et se débattaient dans une crise financière grave. Deux ans plus tard, le RCS, pour la première et unique fois, était champion de France de 1ère division et les causes étaient de nouveau à flot. « Vitré en septembre 1980 », il est parti en Suisse où il est resté pendant dix ans à Neuchâtel. Une décennie de sé-

nié : « J'étais bien là-bas, on a même fait l'équipe du Bayern dans un tour de coupe d'Europe. »

Au début de la saison 1990, il rejoint le Servette de Genève. La victoire n'est pas totalement déçue au Racing : il est encore sous le coup de la « crise Daniel Hechter » et M. André Bord fait encore partie des meubles. Ce n'est que partie remise, car sur les bords du lac Léman, il retrouve « la même incompétence » qu'au cours de sa « période triste » à Strasbourg. L'affaire est cocasse : le président bordelais, qui a dirigé la direction du club mis en place après le départ de Daniel Hechter. Il prépare le recrutement (surtout Keshi Andriewich et Poullien de Saint-Etienne) en s'appuyant notamment sur l'ancien arbitre international du Stade de Reims, Jean Wendling, manager général.

En dépit d'un début de saison tonitruant, « Chillès » n'est pas entièrement satisfait : « Mes joueurs sont conscients qu'ils peuvent mieux faire et qu'ils doivent mieux faire. » Car encore une fois, il est impératif que les choses soient claires : si M. Jacky Kientz est président du RCS, lui est « président de l'équipe ». A la Meinau, personne n'ose lui soulever à propos de ce subtil distinguo. Car le système Gress, c'est cela : seul maître à bord. Il n'est pas question, par exemple, d'arriver en retard à l'entraînement ni de ne pas assister lorsqu'on est blessé. Et pour éviter tout malentendu, il affirme : « Je peux dire merde à qui je veux. »

La réputation de « tête de cochon » ? « Ce sont des médias qui disent cela, répond-il sèchement, autrement pourquoi a-t-on voulu me garder où je suis passé et même me faire revenir ? » Il préfère parler football, dire que « le Racing, c'est l'Alsace », et évoquer son enfance, quand il tapait toute la journée dans un ballon sur le parking de la Meinau - déjà - distant de quelques centaines de mètres d'où il est né et s'est élevé.

On devine combien ce « jeu de football » aime « la Meinau. Mais il

ne veut pas avoir la réputation d'un « indéracinable », d'un « Alsaco ». Il a « voyagé » et il entend conserver cet acquis. Il honore son contrat, même si le club ne monte pas en première division, pour autant qu'on ne lui demande pas d'accepter des « compromis ». « Dans le cas contraire, affirme-t-il, je ferai mes valises. » Alors, la Meinau devrait dire une nouvelle fois au revoir - et peut-être adieu - à « monsieur Gilbert Gress ».

MARCEL SCOTTO

Après le dépôt de bilan

Sursis pour le Brest-Armorique

BREST

de notre correspondant

Le tribunal de Quimper a prononcé, vendredi 25 octobre, la mise en redressement judiciaire du Brest-Armorique. Un sursis a été octroyé au club, qui avait déposé son bilan lundi 21 avec 150 millions de francs de dettes. Un plan de redressement devait être présenté pour le lundi 4 novembre.

M. Charly Shaker, homme d'affaires, président de l'Association pour le développement des relations entre les pays arabes et la France (ADRAF), qui a déjà investi 35 millions de francs dans le Brest-Armorique, se déclare prêt à assurer la reprise. Le budget nécessaire pour terminer la saison est estimé à 24 millions de francs, dont seulement 5 millions de francs de recettes attendues.

Si M. Shaker obtient satisfaction devant le tribunal, il se dit prêt à prendre la présidence du club à la place de M. Alain Guilloux, lequel a succédé en septembre 1991 à M. François Vireux, qui en était à la tête depuis 1981.

G. S.

minée en quarts de finale de la première édition par le Pays de Galles (16-3), elle attendait sa revanche depuis 1987. A l'époque, cet échec avait amené la fédération à planifier la renaissance de son équipe. Un groupe de joueurs s'était constitué, l'objectif final étant le rendez-vous de 1991.

Après s'être classés à la seconde place du Tournoi des cinq nations en 1989 et 1990, ils enlèvent le neuvième grand échelon de l'histoire du pays, en 1991, à la suite d'un succès mérité contre le Quinze de France (21-19). Mais cette victoire n'était qu'une étape. L'objectif demeurait la Coupe du monde. C'est donc une équipe en pleine maturité qui s'est présentée sur la pelouse de Murrayfield. Parmi les huit favoris alignés contre l'Ecosse, sept avaient plus de trente ans. Au lendemain de la finale de Twickenham, ils prendront leur retraite internationale.

Quel que soit le résultat de cette rencontre, ils auront bien mérité de la patrie. Car la renaissance restera leur œuvre. Pas plus que les Français en quarts de finale, les Ecosse n'ont pu résister à l'implacable logique du muscle imposé par le pack anglais. Quand le rugby devient un jeu de force, une sorte de « géopolitique » entre surhommes de force, les joueurs au maillot blanc frappés de la rose n'ont guère de rival.

Is sautent plus haut, courent plus vite et poussent plus fort que les autres. Ils sont aussi plus intelligents dans la maîtrise du jeu et savent faire preuve d'une rigueur tactique irréprochable. Ils s'y entendent également pour provoquer les fautes de l'adversaire (Jonathan Webb a marqué six points sur pénalités, Rob Andrew inscrivant le drop de la victoire à la 74^e minute de jeu). Enfin, ils restent toujours maîtres des airs. « Nos vieux ennemis ont dû nous offrir un chandail dans le ciel d'Edimbourg pour éblouir une année durant le palais de Buckingham », notait un chroniqueur écossais après la partie.

Seuls contre tous

Dans ces conditions, le fait qu'un allier de talent comme Rory Underwood ose filer une seule fois vers la ligne adverse avec le ballon (70^e minute) est presque de la faute de goût. Quand bien même comptent-ils des joueurs capables de creuser la balle et non de la torturer dans les maux, les Anglais sont définitivement convaincus qu'il n'est de bonne tactique que celle qui permet d'aller au plus vite (les coups de pied) et en toute sécurité (les avants en guise de bélier) en terre adverse.

Le physique l'emporte donc sur l'esthétique. Et les Anglais se soucient guère des critiques. Pen importe, par exemple, que l'entraîneur écossais Ian McGeechan lance : « Ils ont essayé d'étrangler le jeu, nous avons tenu à lui donner la vie », puisque l'essentiel était de gagner. Peu importe, aussi, que le « coach » néo-zélandais John Hart affirme : « Si l'Angleterre gagne la Coupe du monde, quel Dieu pourra sauver le rugby », puisque le but était de se qualifier. Cette équipe fait l'unanimité contre elle. Tout juste s'attire-t-elle l'admiration - justifiée - des amoureux du jeu d'avants, de la conquête en touche et de la poussée en mêlée. Ils auront sans doute été les seuls à prendre quelque plaisir dans la bataille de Murrayfield.

Tant d'hostilité ne gêne pas les Anglais. Bien au contraire. Ils y voient des raisons de persévérer. En fait, à mesure que la sélection pour la Coupe du monde se précise, l'adversaire prend des allures de croisé contre les infidèles, autrement dit ceux qui n'ont rien compris au jeu et pervertissent son esprit.

Comme enivré par une euphorie patriotique, le pays savonne son héros retrouvé, s'abîme derrière ses avants pour mieux humilier ses rivaux et rappeler que, d'une certaine manière, l'Angleterre a déjà gagné la Coupe du monde. Elle contrôle l'organisation, impose sa conception du jeu et s'érige en gardienne du temple. L'entraîneur français Daniel Dubroca, coupable d'avoir prêté vertement à l'arbitre néo-zélandais David Bishop après le match contre l'Angleterre, a pu s'en apercevoir à ses dépens. A la suite d'une stupéfiante et ridicule campagne francophobe de la presse anglaise, il a dû démissionner.

Samedi, jour du match de la demi-finale contre l'Ecosse, le Times lui consacrait encore un article de première page.

Ce déchaînement patriotique risque de s'amplifier d'ici la finale. Les Anglais n'étant jamais aussi forts que lorsqu'ils ont le sentiment d'être « seuls contre tous », le pays va se mobiliser pour fêter, tête baissée et drapés au vent, dans les tranchées de Twickenham. Rendez-vous est pris pour samedi après-midi. A l'heure du thé.

PHILIPPE BROUSSARD

CULTURE

Brancusi photographe

Multipliant les prises de vues, le sculpteur développait son œuvre

L'une est parfois un peu floue, et l'autre tachée. Le tirage, semble-t-il, laisse à désirer... mais l'imperfection pourrait faire partie du jeu. La netteté qui fige les formes n'est pas forcément la meilleure façon de montrer le travail. Le propos a été rapporté par Man Ray : la photo d'une de ses sculptures prise par Stieglitz était belle et parfaite, mais ne satisfaisait pas Brancusi. Il estimait qu'elle ne représentait pas son œuvre et que lui seul saurait comment la photographier.

Et Brancusi de devenir, à partir des années 20, le photographe personnel de sa sculpture. Il multiplie les clichés, procède lui-même au tirage. Si bien que, lorsqu'il légua, en 1957, son atelier au Musée national d'art moderne, on peut dénombrer plus de 500 négatifs originaux et quelque 1 250 tirages : vues de l'atelier sous différents angles et différents jours, ou sous le même angle avec des œuvres différentes, sculptures isolées sur des socles variés, autotraits.

Les tirages originaux - environ 80, de sources roumaines - réunis à la Galerie Imbert donnent une juste et belle idée du montage de Brancusi photographe autour de sa sculpture. Dont l'objectif n'est justement pas d'être objectif, mais de donner à voir son œuvre du dedans, d'explorer la réflexion faite, de la révéler.

Travail de médium

Ce travail de médium, Brancusi l'a entrepris - on en est surpris - dès ses débuts, à Bucarest, lorsqu'il modelait des portraits et travaillait à son *Exochord* (vers 1901) : une histoire de corps, au-delà des apparences, qu'il met en perspective dans l'atelier, dans un raccourci historique, contre un mouillage et des fragments d'antiques, dans les paysages d'un squelette et d'un buste de femme. Une photo-clé.

Christo ferme ses paravents. Une jeune femme de trente-deux ans a été tuée samedi par l'un des 1 760 paravents jaunes installés dans une vallée à proximité de Los Angeles par l'artiste Christo. Un coup de vent malheureux et l'instabilité, qui pèse 200 kilogrammes, s'est envolé pour retomber un peu plus loin en heurtant la visiteuse. Christo et son épouse, qui se trouvent actuellement au Japon, où sont installés 1 340 paravents bleus, se sont déclarés « choqués et bouleversés » et ont aussitôt décidé de fermer l'ensemble des paravents « par respect pour la mémoire de la victime. » (AFP)

THÉÂTRE DE GENÈVE
AJAX
DE SOPHOCLE
MISE EN SCÈNE :
STEPHANE BRAUNSCHWEIG
18 OCTOBRE - 3 NOVEMBRE
DANS LE CADRE DU
FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS



Autotrait (artiste assis, travaillant à la Colonne sans fin), 1924.

Comment à Paris, dans l'atelier de l'impasse Ronsin, il combinait ses sculptures entre elles pour les photographier : l'arrangement de la petite *The d'enfant endormi* (1906) en plâtre coloré mal dégraisé, plein d'aspérités, et du *Nouveau-né* (vers 1920), un volume ovoïdal en marbre poli, en est un exemple, parmi les plus beaux, les plus percutants. Comment il attendait le rayon de soleil qui allait provoquer toutes sortes de transformations des

bronzes astiqués, dématérialiser un peu plus les volumes : un tirage de *M^e Pogory II*, saisie avec un éclat de lumière sur la courbe de la tête, l'image de l'appareil photographique dans la joue et mille reflets brisés tout le long du cou, le montre par-dessus tout, épiphanique. Comment il variait et échafaudait les socles, jouant là encore des contrastes de matériaux, de couleurs, de formes, proposant aussi le support de la sculpture comme sculpture : une

photo de l'*Oiseau* le rappelle. Du tronç de bois à peine équilibré à l'infinité précisée du métal poli, de l'ombre à la lumière, de l'autotrait en quasi-bûche, à l'autotrait assis, de face, en sage, la poire du déclin de l'obituaire à la main, de l'*Homme fable* à l'*Homme sapient*, Brancusi fixe les étapes et les états (affectifs aussi) de son œuvre, par le moyen de la photographie qui lui permet de montrer sa sculpture comme forme vivante,

en devenir, mais détachée, délivrée de la pesanteur. De la transformer en une activité de l'esprit.

Espace, mouvement, lumière : Brancusi photographe se comporte en champion de la relativité. Il pratique « l'installation », comme on dit aujourd'hui. C'est un « conceptuel » qui entend montrer son œuvre comme un *work in progress*. Et cela personne ne pouvait le faire à sa place.

Plusieurs photographies montrent des vues de l'atelier et de ses divers quartiers, celui des *Chimées*, celui des *Cops*, ou celui de l'*Oiseau dans l'espace*. L'occasion est trop belle pour ne pas rappeler que cet atelier de l'impasse Ronsin, haut lieu de toutes les métamorphoses, œuvre en soi rassemblant les œuvres mises en relation entre elles, existe toujours - en principe. Brancusi y tenait au point d'avoir demandé, lors du legs, qu'il soit reconstruit, le plus près possible de l'ancien, au 13, rue de la République, 80-Musée national d'art moderne, où nombre d'artistes sont allés le visiter.

L'atelier après la pluie

Ce qui fut fait une seconde fois, quand le musée a déménagé, pour le meilleur et pour le pire, sur le plateau Beaubourg. Le sait-on encore ? C'est en calvaire, au nord de la Piazza, fait, semble-t-il, pour abriter provisoirement du matériel de voirie. On a pu être tenté, hier, d'aller en vérifier le contenu : il fallait beaucoup de chance pour que la porte ne soit pas close. On peut être tenté, aujourd'hui, de le faire : cette fois elle est toujours fermée. Et ce n'est pas la peine de protester, il n'y a plus rien à voir, l'atelier a été vidé, après des pluies torrentielles. Et son contenu, sérieusement endommagé, mis en réserve. En attendant une solution.

Le petit bâtiment, construit « à l'identique », c'est-à-dire en matériaux fragiles comme ceux des at-

liers de l'impasse Ronsin, a pris l'eau plus d'une fois depuis son ouverture, et sinon l'eau, l'humidité qui redoutait Brancusi pour l'éclat de ses bronzes. D'où sa fermeture pour travaux, qui d'occasionnelle a fini par devenir permanente. Le trésor n'était plus du tout préservable. Si on en est arrivé à cette situation scandaleuse, c'est par négligence ou économie, y compris de gardiennage, mais aussi parce qu'on ne savait trop, au Centre, s'il ne fallait pas envisager carrément une autre façon de présenter l'atelier, ailleurs.

C'est ce qui va très probablement se passer. Dominique Bono, le nouveau président du Centre, a mis le dossier à l'ordre du jour. L'atelier Brancusi, là où il a été placé (faute d'avoir pu d'ailleurs le faire entrer, comme prévu, dans le musée) et tel qu'il a été reconstruit, est non seulement vulnérable (à la pluie, aux casseurs) mais trop exotérique, malcommode d'accès et incapable d'accueillir des visites, sinon confidentielles. On prévoit donc de raser le petit bâtiment. Et d'en reconstruire un autre, plus près du Centre, et dans le même esprit.

Les architectes de Beaubourg ont reçu la mission de l'étudier et même temps que le programme de réaménagement de la Piazza. Pas question de changer l'organisation interne de l'atelier, qui gardera la même disposition au sol, auquel on accède directement depuis le Centre, et autour duquel on pourra circuler. Un projet à suivre, pas facile à mener à bien. Car, s'il faut rendre accessible au public ce qui est, de fait, un des plus beaux fleurons des collections du Musée national d'art moderne, il s'agit aussi de préserver l'intimité et la magie du lieu.

GENEVIÈVE BRIÈRE

« Brancusi : Photo Réflexion », Galerie Didier Imbert, 19, avenue Matignon, 75008 Paris. Tél. : 45-62-10-40. Jusqu'au 30 novembre. Catalogue par Friedrich Toja Bach.

MUSIQUES

Premier Festival français en Roumanie

Le premier Festival de musique contemporaine française de Bucarest aura lieu du 4 au 7 novembre sous l'égide de l'Association culturelle parisienne Nova Musica, en collaboration avec l'Institut culturel français et les orchestres de la radio-télévision roumaine. Soulignant que ce Festival est celui « des interprètes », le saxophoniste et directeur artistique de Nova Musica, Daniel Kientzy, se propose d'offrir aux Roumains un « panorama de la musique contemporaine française » avec des œuvres pour la plupart inédites en Roumanie.

Prologue électro-acoustique avec un spectacle vidéo-musical de Jean-Paul Fargier et une œuvre de Bernard Cavanna. La seconde journée sera consacrée au Groupe de recherches musicales avec, entre autres, des œuvres de Christian Zannesi, Pierre Henry, Pierre Schaeffer. Ce premier festival s'achèvera sur une journée dédiée à la musique.

J.-B. N.

Mort du producteur de rock Bill Graham. Le producteur américain de rock Bill Graham est mort le vendredi 25 octobre à Vallejo (Californie) dans un accident d'hélicoptère. Il était âgé de soixante ans. Né à Berlin en 1931 de parents russes, Bill Graham quitta l'Europe en 1940, émigra à New York, puis à San Francisco où il devint l'un des plus grands découvreurs de talents de ces trente dernières années : Bob Dylan, Janis Joplin, Santana ou Jefferson Airplane. Promoteur de la tournée des Rolling Stones en 1962, Bill Graham avait également organisé le Live Aid pour les enfants d'Éthiopie en 1985. (APF)

L'ère du faux

D'ironiques et facécieux manipulateurs déjouent la duplicité des images

DES VESSIES ET DES LANTERNES au Palais de Tokyo

Quiproquo visuel, piège optique, mystification photographique, réflexion ludique sur l'artifice et le simulacre, tout cela inspire l'exposition collective concoctée par François Deville et Alain d'Hooghe. Le visiteur y est convié à déceler le vrai du faux, en découvrant les documents d'archives d'un zoologiste allemand, les vues aériennes inédites de la guerre de Sécession et celles, atroces, du conflit Iran-Irak, ou les portraits du Britannique P. M. Hoollargan, qui œuvre de 1855 à 1928, et dont la pratique allie tous les styles, de Julia Margaret Cameron à Paul Outerbridge.

Les épreuves simulent une vésicule de bon aloi, les tirages épousent la matérialité du « vintage » et accablent ainsi la phrase d'Octavio Paz qui sert d'exergue à l'exposition : « Les apparences sont belles dans leur vérité momentanée ». Mirage de l'authenticité, l'illusion de la reproduction apparaît ainsi plus réelle que la vérité vraie. C'est ce que montre splendidement les (faux) souvenirs de voyage, rapportés d'Afrique noire et d'Orient par Marina Cox. Ou les sombres visions élaborées à partir de maquettes par Christian Carer évoquant des cités fantômes d'URSS et du Nouveau-Mexique.

Mais l'irritant maître de Staline, Goebbels, évanouit dans la nature, à côté de son Führer, sont aussi vrais que les « faux cornets d'Hillier ». Ils figurent parmi les ellipses et les suppositions de personnages gênants relevés par Alain Imbert dans son

livre *Le Commissariat aux archives*. Le texte (Michèle Chomette, Christian Caujolle, l'historien Helmut Gensheim) vient à la rescousse des vues sépia extraites de vieux magazines ou des archives médicales du premier conflit mondial. La science, gage de vérité, est aussi malmenée que l'Histoire ou les médias par ces citations, détournements, emprunts, qui, tous, à des titres divers, restituent le lecture d'une réalité tronquée. À partir de fantasmagories de plâtre (David Levinthal), de créatures fantastiques (Formigera, Fontcuberta), conçues par des taxidermistes, la théâtralité de la représentation crédibilise la vraisemblance de la fiction et le pouvoir de conviction de l'illusion. Rappelant que toute image n'est jamais qu'une reproduction, cet ensemble aboutit à une interrogation sur la nature même de la photographie.

Reste que cette collection de « faux authentiques » n'est pas exempte de faiblesses ou de lourdeurs. Les pastiches par deux artistes berlinois de la collection Adif Fricke, faite uniquement de chefs-d'œuvre inédits de grands maîtres du vingtième siècle, du baron de Meyer à Cindy Sherman, sont trop approximatifs. Et l'idée de révéler, noir sur blanc, le dessous des cartes après coup apparaît bien pesante. Comme s'il fallait accablent par son envers la non-véracité du mensonge.

PATRICK ROEGERS

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 5 novembre.

THÉÂTRE

Sulfureuse symphonie

LES CHANTS DE MALDOROR de Paris Vilelle

Des vœux bleus aveuglent les arades du théâtre Paris-Villette. Du sable bleu se reflète dans le plancher miroir. Une curieuse architecture hérissée, qui pourrait être la carcasse d'un bateau de bois blanc, se dresse côté jardin, et côté cour d'une sorte de niche ajourée sort, glissant à quatre patte, un homme torse nu, portant une coiffure d'indien en plumes rouges. Il y a un seul moniteur de télévision et encore peu utilisé, et seulement à deux reprises pour des répliques de film américain. Avec un minimum de gadgets et son habituelle équipe championne - Jean Hess pour les décors, Jean Kolmen pour les lumières, Peter Ludwig pour la musique, Hans-Peter Cloos a mis en scène les *Chants de Maldoror*.

Curieux défi de vouloir théâtraliser ce grand poème échoué de Lautréamont, sans autre action que des délices à cauchemiers, sans autres personnages que les créatures nées de ces cauchemiers et délirés. Hans-Peter Cloos ne cherche pas à en tirer artificiellement une intrigue. Il bâtit une magnifique composition

théâtrale avec des mots évocateurs d'images, des images autonomes, des musiques qui emmènent encore ailleurs. C'est l'antichambre de l'enfer, un enfer poncé par le temps, habité par deux comédiens - le Blenc Fedor Atkins, le Noir Alex Descas - et une danseuse, Gitta Barthel, dont les gestes féériques désarticulent le corps, accompagnent le soufflé du poème, son rythme convulsif.

Des imprécations, des plaintes. Les extraits choisis mettent en reflets une sorte de joute verbale entre les deux acteurs, qui, alternativement s'emparent d'un personnage ou d'un autre, tandis que la danseuse découpe l'espace, le déconstruit, dénoue le moindre ténacité d'harmonie. C'est une sulfureuse symphonie, un tableau fascinant où tout ensemble les éléments se fondent les uns aux autres, indissociables. La tension retenue des acteurs, la grâce animale des mouvements, la splendeur lisse des images font ressortir par contraste la violence du texte. C'est un moment envoûtant.

COLETTE GODARD

Du mardi au samedi à 21 h. Dimanche à 18 h 30. Jusqu'au 24 novembre. Tél. : 42-02-02-68.

THIERRY LHERMITTE

LA TOTALE! 18 DÉCEMBRE

55 من الإجمالي

CULTURE

PATRIMOINE

L'empereur de Chine à Fontainebleau

Le musée chinois de l'impératrice Eugénie vient de rouvrir

Le château de Fontainebleau est en travaux depuis des siècles. Chaque génération, ou presque, s'affaire à agencer, transformer ou restaurer le vieux bâtiment. L'histoire s'y bouscule, les styles se mélangent, les premiers capriciens et la monarchie de Juillet, les stucs de la Renaissance et les marbres de Gabriel, la révolution de Napoléon et l'adieu de Napoléon à son armée, les salons Empire et les ottomans de Napoléon III. Rien n'y manque, pas même la touche indispensable d'éclectisme : le musée chinois vient de rouvrir ses portes. Un Extrême-Orient vu par les yeux de l'impératrice Eugénie, mais qui n'en est pas moins authentique. Trois salons accueillent en effet quelque 400 pièces chinoises et une série d'objets venus du Siam. Longtemps négligés par les spécialistes, on redécouvre aujourd'hui leur qualité. Qualité impériale : ces pièces faisaient parties des collections personnelles de l'impératrice, souvenir de la dynastie Qing, la dernière qui ait régné en Chine.

En 1860, une expédition franco-britannique débarque à Shanghai sous le prétexte de faire respecter les traités, mais en réalité pour s'emparer de la ville. La force d'intervention européenne met en déroute les troupes mal armées du Céleste Empire. Celles-ci font retraite vers le nord. Par hasard, ou presque, le corps expéditionnaire tombe sur la résidence d'été de l'empereur, non loin de Pékin. Le bâtiment est pillé avant d'être incendié. Le butin est partagé entre Anglais et Français.

Le général Courville-Montaubert, qui commande ces derniers, retire de cette promenade militaire un titre digne d'Offenbach : comte de Pail-Kao, en souvenir du combat « décisif » qu'il remporta - et son bâton de maréchal. L'impératrice Eugénie, elle, héritera d'une belle collection : les objets rapinés de palais d'été lui seront offerts et feront, notamment, de salons, spécialement aménagés pour eux, à Fontainebleau. Les cadeaux offerts par les ambassadeurs du roi de Siam à Napoléon III les rejoindront.

Ces salons viennent de retrouver leurs parures du Second Empire grâce aux travaux (5 millions de francs) entrepris sous la houlette des conservateurs du château, Jean-Pierre et Colombe Sanoy. Dans le gros pavillon de Gabriel qui s'ouvre sur une pièce d'eau, Eugénie avait fait aménager trois pièces. Une antichambre où les palanquins et les armes siamoises venaient avec des bâtons d'ivoire et d'acier, bien sûr. Un salon noir et or, avec piano mécanique, tentures en reps cramoisi, fauteuils à dossier renversé, divans d'angle, tables drapées et vitrines néo-louis XVI. Dans celles-ci, des bols de jade, des boîtes de laque, des miroirs d'ivoire et des médaillons, tous sortis des ateliers impériaux chinois au dix-huitième siècle. Ailleurs, on remarque des porcelaines vertes, des jardinières en laque rouge, des écrans en jade blanc.

A côté, on trouve le musée proprement dit, lambrissé de panneaux de laque : des paravents chinois du dix-huitième siècle dans le sens de l'empereur. Au plafond planent des bouddhas : des tapisseries sorties des manufactures impériales chinoises. Autour de la pièce, des vases en émail cloisonnés montés en laque par Barbedienne, le ferronnier parisien à la mode, également responsable du lustre monumental confectionné à partir du couvercle d'un brûle-parfum. Sur les étagères d'angle, des porcelaines jusqu'au plafond. Au fond, un stupa de style tibétain, monument en laque dorée et deux grands dragons de bronze, venus eux aussi du palais d'été.

Les vitrines sont bourrées d'objets divers : porcelaines émaillées, jades et pierres dures que le responsable du Musée Guimet, Jean-François Jarrige, convoitait d'un œil intéressé. L'été, jamais réalisée - de ces collections doublement impériales va pouvoir être menée. Le vandalisme du marchand-comte de Pail-Kao sera en partie - amnistié.

EMMANUEL DE ROUX

► Ouvert tous les jours sauf mardi. Tél. 64-22-27-40.

ARCHITECTURE

L'art et la manière de devenir célèbre

Deux expositions révèlent le cru 91 des nouveaux maîtres d'œuvre

Comment devient-on un architecte célèbre? La recette est simple : il faut avoir attiré l'œil bienveillant du critique. Pour cela, il faut avoir construit. Cela signifie qu'on aura obtenu une commande qui, pour les bâtiments, un tant soit peu prestigieux, fait suite à un concours ou à une consultation restreinte. Un concours est théoriquement ouvert à tout le monde, mais pour avoir quelque chance de «trouver», il faut, comme par hasard, être bien rodé à l'exercice et être moins inconnu du jury que l'anonymous de l'épreuve ne semble l'autoriser. La consultation restreinte, elle, ne s'adresse, par définition, qu'à une poignée d'architectes déjà reconnus.

Mais alors, s'il faut être déjà connu ou reconnu pour construire, comment se faire connaître lorsqu'on n'a rien construit? En fait, les recettes sont aujourd'hui nombreuses, élaborées principalement par les services de la direction de l'architecture, reprises par le médiateur, et valorisées de surcroît par l'air du temps qui veut que le talent soit l'apanage de la jeunesse. Alors qu'en peinture un «jeune peintre» est un artiste peu connu qui peut avoir la cinquantaine bien tassée, la jeunesse architecturale a été limitée à moins de quarante ans.

Repérage de talents

La double et récente exposition de l'Institut français d'architecture (IFA) avait, de la même manière, pour objectif de présenter quarante architectes de Paris et autant de province pourvu qu'ils n'aient pas plus de quatre décennies, premier critère, et qu'ils aient, deuxième critère, quelque chose de talentueux à montrer. Ces deux fois quarante architectes, c'est au fond une sorte de *numerus clausus* que ne sanctionne aucune étude mais qui définit typiquement une élite, un catalogue pour les maîtres d'œuvre. Dans ces conditions, on peut comprendre la rage froide qu'ont ressentie les exclus de cette «grande école» qui ne dit ni

son nom, ni ses critères de sélection, mais qui produit d'ores et déjà son annuaire, photos à l'appui.

Dans leur genre, les *Albums de la jeune architecture*, n'ont le «Programme Architecture nouvelle», plus connu sous son abrégé PAN, et depuis deux années sous sa formule élargie *European*, ont la même fonction de repérage de talents, mais sans les trompettes de la renommée qu'a embouchées l'IFA. Ces *Albums* voient cette année l'aboutissement de leur troisième session par une exposition à la Maison de l'architecture. Créés en 1980 par la direction de l'architecture, leur objectif était de promouvoir les nouveaux architectes et de «briser le cercle vicieux du pas de référence, pas de commande, pas de référence».

Le principe en est simple : chaque année, dix projets sont sélectionnés et font l'objet, sous l'égide du ministère de l'équipement, d'une publication sous forme d'albums largement diffusés (vingt-cinq mille exemplaires). Depuis 1988, l'exposition est un aboutissement à leur médiation (1).

L'European, quant à lui, est une création à vocation décentralisée européenne. Dans sa formule originale, il s'agit d'un concours sur un thème donné dont les lauréats étaient mis en contact avec des maîtres d'ouvrage, villes, ministères, institutions publiques, voire privées, à la recherche d'opportunités. Pour la deuxième année, c'est sous une forme fédérative que ce concours réunit son expérience. Braille-bas de combat à l'Est oblige, onze pays d'Europe agrandie participent cette fois à l'organisation de la manifestation.

Pas moins de quarante-trois lauréats et quarante-cinq mentions issues de vingt pays ont été retenus cette année. Il s'agit, pour les concurrents, de réaliser des projets architecturaux sur le thème «Habiter la ville - requalification de sites urbains». Pour cela, seize et onze villes européennes leur avaient proposé des sites urbains «avancés par leur usage» - zones industrielles en

friche, quartiers anciens... soit un «enjeu stratégique pour le développement urbain de ces villes».

Une fois choisis, les primés voient leur projet se diffuser par les onze pays organisateurs sous forme de catalogues et d'expositions circulant dans les villes concernées. C'est enfin à Madrid, lors de l'inauguration de celle-ci comme «capitale européenne de la culture» (les 12 et 13 décembre) que cette session prendra fin par l'organisation de débats et de réflexions sur la transformation de ces projets primés en projets opérationnels.

D'autres circuits existent encore pour les nouveaux diplômés. Ainsi la Fondation pour les jeunes architectes, qui, depuis cinq ans, organise un concours pour aider des propositions «créatives et originales» pourvu qu'elles conduisent à une «intégration originale de l'énergie propre» (2). La Compagnie générale de développement immobilier (Cogedim), pour sa part, n'a pas cette restriction lorsqu'elle décerne son Prix de la première œuvre à un jeune architecte (3), qui se voit confier la conception et la réalisation d'un bâtiment financé par le promoteur.

Tics de jeunesse

Les mauvaises langues insinuent que la Cogedim veut ainsi faire oublier une autre part de ses réalisations qui ne se signent pas toujours par le plus grand raffinement. Il est vrai que des groupes comme la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) ont pas eu besoin de concours pour faire travailler avant qu'ils aient le moindre nom public une pléiade d'architectes, dont beaucoup sont aujourd'hui au faite de la célébrité.

Il ne faut pas se croire arrivé pour autant. Une fois connu, reconnu, célèbre, jaloux, voilà en effet que commencent les problèmes. On se sent au maximum de ses capacités, apte à maîtriser les plus vastes chantiers. On s'est débarrassé de ses tics

de jeunesse, on sait aller à l'essentiel. On vient d'achever un vaste musée, un hôpital d'une infinie complexité. Et c'est alors que la tulle arrive : le Grand Prix national vous tombe sur les épaules. Et voilà la commande qui s'éloigne, vous imaginant trop occupé, ou inaccessible sur votre usage de glorieux, incapable d'accepter des projets qui ne soient d'ordre monumental, à moins qu'on ne vous jure hors du coup pour être ainsi digne de la reconnaissance officielle. Il va falloir désormais se faire oublier, faire un long détour solitaire pour rentrer par la porte la plus petite possible.

FREDERIC EDELMANN

(1) Les lauréats sont, en 1991, Olivier Baudry, Christophe Lab, Isabelle Devlin et Catherine Rasou, Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal, Naco, Gilles Richard et Gilles Ferret, Richard Scofield, Pascale Sartin, Techniques (Joseph Duret, Pierre-Vincent Lehoucq, Max P. Rolland, Alain Varga), Valérie Vaudou.

(2) Olivier Meynard, Patrick Verhaeren, ainsi qu'Anne et Philippe Gravier ont reçu un prix en 1990.

(3) Emmanuel Saadi pour 1990.

► Les *Albums de la jeune architecture*, la Maison de l'Architecture, 7, rue de Chaillot, 75016 Paris; jusqu'au 9 novembre.

► European 2 (France), pavillon de l'Armenie, 21, boulevard Mordant, 75004 Paris; jusqu'au 17 novembre.

► Le théâtre Petruzzelli de Bari détruit par un incendie. - Un violent incendie a totalement détruit, dimanche 27 octobre, le théâtre Petruzzelli de Bari, considéré par les mélomanes comme l'un des meilleurs d'Italie avec la Scala de Milan et le San-Carlo de Naples. Du théâtre, construit en 1898, inauguré en 1903 avec les *Huguenots*, de Meyerbeer, «Il Petruzzelli» - du nom du mécène qui le finança, il ne reste que les murs extérieurs; sa capitale s'est effondrée au milieu des flammes. - (AFP.)

Sulfureuse symphonie

Le théâtre Petruzzelli de Bari détruit par un incendie. - Un violent incendie a totalement détruit, dimanche 27 octobre, le théâtre Petruzzelli de Bari, considéré par les mélomanes comme l'un des meilleurs d'Italie avec la Scala de Milan et le San-Carlo de Naples. Du théâtre, construit en 1898, inauguré en 1903 avec les *Huguenots*, de Meyerbeer, «Il Petruzzelli» - du nom du mécène qui le finança, il ne reste que les murs extérieurs; sa capitale s'est effondrée au milieu des flammes. - (AFP.)

! 18 DECEMBRE

Evolution des performances des FCP de la BNP au 13.09.91		
	sur 1 an	% sur 1 an
FCP diversifiés	+16,30	+24,82
FCP monétaires	+14,49	+24,82
FCP actions	+7,71	+40,00
FCP obligations	+17,66	+20,20
FCP actions internationales	+13,87	+24,82
FCP actions françaises	+10,00	+23,23
FCP obligations françaises	+18,30	+19,71
FCP actions européennes	+14,53	+27,20
FCP actions monétaires	+13,09	+26,85
FCP actions monétaires	+11,31	+27,92
FCP actions européennes	+13,02	+25,62
FCP actions monétaires	+9,59	+31,15
FCP actions européennes	+8,63	+28,71
FCP actions monétaires	+11,22	+29,98
FCP actions européennes	+14,74	+46,41
FCP actions monétaires	+11,36	+31,41
FCP actions européennes	+32,38	+32,93
FCP actions monétaires	+32,40	+32,93
FCP actions européennes	+16,20	+32,93

En un seul Fonds Commun de Placement, la BNP vous offre en permanence le meilleur de ses 40 SICAV et FCP : c'est Natio Fonds Multi-Gestion.

Natio Fonds Multi-Gestion dispose en permanence d'un vivier sans équivalent. Celui-ci est constitué des 40 SICAV et FCP de la BNP, à court, moyen et long terme, en actions, obligataires ou monétaires, à vo-

cation française ou étrangère. Les spécialistes de la BNP arbitrent et sélectionnent en fonction des évolutions de la conjoncture. Avec ce potentiel, Natio Fonds Multi-Gestion assure pour vous la meilleure

diversification de votre investissement. Souscription à partir de 10.000 F. Natio Fonds Multi-Gestion : Fonds de Fonds de capitalisation. Frais de gestion : 1 % H.T. Commission de souscription : 2 %. Valeur de

la part d'origine : 1.000 F. Minimum de la première souscription : 10.000 F. Toutes informations auprès de nos conseillers, dans chacune de nos agences.

BNP

SPECTACLES

LUNDI 28 OCTOBRE

CINÉMAS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Hommage à la Warner Bros : Bullitt (1968, v.o., e.l.), de Peter Yates, 14 h 30 ; Le Comte de Montecristo (1988, v.o.), de Richard C. Schickel, 17 h 30 ; Qui est-il arrivé à Baby Jane? (1962, v.o., e.l.), de Robert Aldrich, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A. v.o.) : Cinoches, 4 (45-43-10-92).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (43-22-57-97) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-58-04-50) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-46-01).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; Gaumont Parnasse, 6 (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Pathé Neufville, 6 (46-33-78-38) ; Elysées Lincoln, 6 (43-36-14) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

AY CARMELA (Esp., v.o.) : Lucarne, 6 (42-78-37-29) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BACKDRAFT (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Pathé Waple, 18 (45-22-46-01) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LA BANDE À PICOU (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (45-74-93-60) ; République Cinéma, 11 (49-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobellins, 13 (45-61-84-60) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-46-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BARTON FINK (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-46-60) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-37) ; Les Trois Belles, 6 (45-61-10-92).

BOY IN THE HOOD (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; v.f. : Miramar, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-83).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

CHENNE DE VIE (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CHOIX D'AMER (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-48) ; UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60).

PARIS EN VISITES

MARDI 29 OCTOBRE

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris Autour).

« Le Meris, Hôtels et jardins. Pièce des Vosges », 10 h 30 et 15 h 30, 18, rue de la Ville, sortie Louvre (Art et Histoire).

« Le Palais de Justice, histoire et fonctionnement », 11 h, 14 h 30 et 15 h 30, 18, rue de la Ville, sortie Louvre (Art et Histoire).

« Du ministère des finances (visite du hall et de la maquette) à la gare de Lyon (limité à 30 personnes), 14 h 30, sortie principale du métro Bercy.

« Jardins et ruelles méconnues du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Claude (6^e arr.).

« Le musée Cognac-Jay dans l'hôtel Donon », 14 h 30, 8, rue Elzévir (D. Bouchard).

« Couvents insoupçonnés autour du Port-Royal des Champs », 14 h 30, 92, avenue Denfert-Rochereau (Tourisme culturel).

« A la découverte du Palais-Royal et de son quartier », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Art et Histoire).

« L'Opéra de Garnier et cathédrale mondaine du Second Empire », 14 h 30, dans l'antre (C. Merle).

CITY SLICKERS (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-48).

LES COMMITMENTS (français, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20).

CROC-BLANC (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 6 (43-36-14) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

ONANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Publics Saint-Germain, 6 (42-25-10-30) ; Les Trois Belles, 6 (43-36-14) ; 10-50 ; v.f. : UGC Opéra, 6 (45-74-93-60).

OLUCATSESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LES DOORS (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-25-48-18) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 80-81 ; Gaumont Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

HALFAOUBS (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (49-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-60).

L'INSOUPLENNABLE LÉGERÉTE DE L'ÉTÉ (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

JAMAI SANS MA FILLE (A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-93-60) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Max Under Parnasse, 6 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Kinepanorama, 15 (45-08-50-50) ; v.f. : Pathé Waple, 18 (45-22-46-01) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

MON PÈRE CE HÉROS. Film français de Gérard Lauzier : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Neufville, 6 (45-74-93-60) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

POINT BREAK (A. v.o.) : UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-42-56-31).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-25-10-30).

RAGE IN HARLEM (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

RAOUL (Ind., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-60).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marguerite, 6 (45-82-20-40) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Kinepanorama, 15 (45-08-50-50) ; v.f. : Pathé Waple, 18 (45-22-46-01) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LE ROI DES ROSES (Ail., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

MAOIANE BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-83).

MILLER'S CROSSING (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

MISERY (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

MISSISSIPPI MASALA (A. v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

MOHAMED SEITRAN-DUAL (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (47-07-20-48).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

NITKA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HENRY. Film américain de Mike Nichols, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; Gaumont Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-25-48-18) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

FISHER KING (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 80-81 ; Gaumont Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Pathé Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

GREEN CARD (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

HALFAOUBS (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (49-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-60).

L'INSOUPLENNABLE LÉGERÉTE DE L'ÉTÉ (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

JAMAI SANS MA FILLE (A. v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-93-60) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; Max Under Parnasse, 6 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Kinepanorama, 15 (45-08-50-50) ; v.f. : Pathé Waple, 18 (45-22-46-01) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

MON PÈRE CE HÉROS. Film français de Gérard Lauzier : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Neufville, 6 (45-74-93-60) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

POINT BREAK (A. v.o.) : UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-42-56-31).

PRETTY WOMAN (A. v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-92).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-25-10-30).

RAGE IN HARLEM (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

RAOUL (Ind., v.o.) : Utopia, 5 (43-28-84-60).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES VOLEURS (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marguerite, 6 (45-82-20-40) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Française, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-35-30-40) ; Kinepanorama, 15 (45-08-50-50) ; v.f. : Pathé Waple, 18 (45-22-46-01) ; 47-84 ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LE ROI DES ROSES (Ail., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

SEX, MENSONGES ET VIOLE

(A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-25-10-30).

LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15 (45-64-48-88).

SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

TERMINATOR 2 (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marguerite, 6 (45-82-20-40) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

THE INDIAN RUNNER (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-60) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; v.f. : UGC Gobellins, 13 (45-61-84-60).

THE VOYAGER (Ail.-Fr.-Gr., v.o.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Studio 28, 19 (45-06-36-07).

THELMA ET LOUISE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 6 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 80-81 ; Gaumont Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 80-81 ; Gaumont Montparnasse, 15 (45-22-46-01) ; UGC Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-Al.), Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-93-60).

TROUBLES (A. v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-58-18-08) ; UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; Gaumont Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

URGA (Fr.-Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Neufville, 6 (45-74-93-60) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Bastille, 8 (45-82-20-40) ; Gaumont Odéon, 17 (43-43-01-59) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA NIEGE (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Neufville, 6 (45-74-93-60) ; UGC Convention, 15 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fr.-Esp.) : Pathé Neufville, 6 (45-74-93-60) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (45-22-46-01).

VOYAGE SUR JUPITER (Can.) : Chana, 19 (42-08-84-00).

YAT : UN FUG POUR SAUVER LE PRÉSIDENT (A. v.o.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-60) ; UGC Gobellins

50 من الإجمالي

ÉCONOMIE

BILLET

Renault pris à la gorge

L'épreuve de force lancée par la CGT à Cléon (Seine-Maritime) depuis le 17 octobre et qui paralyse l'approvisionnement de la plupart des autres usines du groupe commence à devenir de plus en plus inquiétante pour Renault.

Il est évident que les cégétistes, soutenus localement par la CFDT, installent des piquets de grève devant un établissement stratégique pour que l'ensemble de l'entreprise, privée de moteurs et de boîtes de vitesses, tourne au ralenti. La technique des « flux tendus », qui permet de réduire les stocks et les coûts, se retourne ainsi contre la société dès qu'elle survient le moindre conflit social. Après l'usine Renault de Villorbe (Belgique), la filiale néerlandaise de Volvo, à Helmond, devra suspendre son activité à partir du 29 octobre. En France, les reports de séance se sont transformés en chômage partiel depuis jeudi. Seul l'établissement de Flins (Yvelines) a pu maintenir la fabrication des Clio en se fournissant en Espagne ou au Portugal et en multipliant les heures de nuit.

Pour le seul Hexagone, Renault perd à l'heure actuelle près de cinq mille véhicules par jour. Certes, le manque à gagner quotidien (plus de 100 millions de francs en théorie) pourra être comblé ultérieurement. Mais quand ? Pour l'instant, on ne voit pas comment la Régie pourra sortir « en douceur » de ce conflit qu'elle n'a pas vu venir et qui la prend à la gorge. Si le blocus de Cléon se prolonge, l'entreprise nationale devra abandonner l'objectif de repasser à court terme au-dessus de la barre des 10 % du marché automobile européen. Quant aux grévistes, qui réclament une revalorisation de la politique salariale (+ 2,5 % en 1991) et une compensation financière à la suite de la chute de la prime d'investissement induite par la baisse des profits, ils pourront difficilement obtenir satisfaction tant que les autres usines ne les suivront pas. Mais telle n'est sans doute pas la préoccupation essentielle de la CGT. Une fois de plus, celle-ci cherche d'abord à montrer que, malgré ses revers électoraux dans ce qui fut son sanctuaire, elle est encore capable de défier la direction et, au-delà, les pouvoirs publics. Même si son action est minoritaire.

Pressé par Renault de faire appliquer la décision de justice qui prévoit un recours à la force pour libérer les accès de Cléon, le gouvernement s'est jusqu'à présent interdit de franchir la pas. La rudesse des forces de l'ordre à l'égard des infirmières a créé un fâcheux précédent et il redoute de jeter de l'huile sur le feu. Sa position de spectateur risque pourtant de devenir de moins en moins confortable.

JEAN-MICHEL NORMAND

La préparation du sommet européen de Maastricht

Les Pays-Bas présentent leur projet d'union économique et monétaire

Le gouvernement néerlandais, qui préside actuellement la Communauté européenne, devait présenter, lundi 28 octobre, le projet de traité d'union économique et monétaire (UEM) qui doit être entériné par les Douze en décembre à Maastricht. Une réunion préliminaire des ministres des finances devait être organisée le 1^{er} décembre pour en achever la préparation. Les grandes lignes du projet néerlandais sont désormais connues. Les douze pays devraient signer le traité, mais chacun

En visite au Salon de l'automobile de Tokyo

M. Jacques Calvet souhaite une intensification des échanges technologiques avec le Japon

En visite à Tokyo, à l'occasion du 29^e Salon de l'automobile qui s'ouvre ses portes samedi 26 octobre (le Monde daté 27-28 octobre), M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, a déclaré au Monde qu'il était toujours l'idée d'une grande alliance de son groupe avec un constructeur japonais, mais qu'il est en revanche favorable à une intensification des échanges technologiques.

encore 8,7 litres pour 100 kilomètres, et l'européen 6,4 litres. Les constructeurs japonais démarrent donc tard derrière nous, notamment Peugeot-Citroën qui, en Europe, a la meilleure place.

En ce qui concerne les autres innovations, par exemple les véhicules électriques, nous sommes au moins aussi avancés. Pour le reste, moteur à hydrogène etc., c'est vraiment pour l'avenir. Les Japonais sont néanmoins plus attentifs à des équipements dont nous ne pensons pas qu'ils soient indispensables, telles ces télévisions qui aident à suivre son chemin sur une carte. Il ressort de ce salon deux grandes tendances : une focalisation sur la nécessité de réconcilier voiture et environnement et la montée en gamme comme en diversité des modèles.

TOKYO

de notre correspondant

« Quel est à votre avis l'état de la fabrication japonaise en matière automobile ? »

« J'ai été frappé par la remarquable variété des caisses, c'est-à-dire la robe mais aussi le corps du véhicule, pour un même modèle. Ce qui suppose un outil industriel très flexible. En revanche, en matière de décoration intérieure (harmonie des couleurs et de matériaux), les constructeurs japonais n'ont pas fait, à mon sens, les percées attendues. En termes de style, je pense que les voitures européennes restent meilleures. »

« Que pensez-vous des technologies de pointe présentées au Salon de Tokyo ? »

« Nous faisons tous actuellement ce genre de recherches. On commence seulement à parler au Japon de réduction de la consommation d'énergie, alors que c'est un sujet qui nous préoccupe au premier chef en Europe. La voiture moyenne japonaise consomme

Des alliances traditionnelles

« En ce qui concerne la production ? »

« J'ai un sentiment un peu apaisant. Ce qui nous gêne, c'est un problème de législation du travail, mais, au niveau technologique, nous avançons au même rythme que les meilleurs Japonais. Du fait de la difficulté de recruter une main-d'œuvre jeune en lui offrant de meilleures conditions de travail, ceux-ci sont amenés à automatiser davantage, alors que je les admire beaucoup d'être restés raisonnables dans le choix entre travail automatisé et travail humain. Ils se reposent, en outre, des questions sur le « just in time » [le « zéro stock »] en raison des difficultés de circulation, et ils envisagent de travailler avec les sous-traitants de leurs concurrents. Les Japonais sont en train de devenir un peu plus proches des Européens. »

« Compte tenu de ces constats et des ambiguïtés de l'accord automobile entre le Japon et la CEE, quelle stratégie préconisez-vous pour les Européens ? »

« D'abord, il faut que nous sachions exactement ce qui a été décidé. Nous sommes pour l'instant dans l'incertitude (1). Je ne suspecte ni personne de mauvaise foi, et notamment pas les Japonais. Nous sommes certes concurrents, mais nous parlons le même langage. Pour ma part, je ne peux que poursuivre en l'occurrence la politique antérieure (qualité et productivité). »

« Ecartez-vous toute idée d'une alliance avec un constructeur japonais ? »

« Oui et non. Oui, dans le cas d'une grande alliance (nous n'en avons d'ailleurs avec aucun constructeur au monde). Compte tenu de la taille des uns et des autres, je considère que c'est plutôt qu'il n'y a d'alliance. En revanche, j'ai un certain nombre d'alliances traditionnelles avec Fiat ou Ford. Je ne tiens pas à ce que les Japonais viennent en Europe mais, si c'est le cas, je souhaite que des équipements européens leur soient fournis. Pour ma part, je suis tout à fait prêt à le faire. Nous avons, d'autre part, constaté avec Toyota que nous avions échangé, ces dernières années, une quinzaine de missions techniques. Il faut intensifier ces contacts : il existe beaucoup de domaines où nous pouvons échanger des technologies. »

Propos recueillis par PHILIPPE PONS

Des économistes prônent une stratégie différente

Ce n'est pas un réquisitoire contre l'union économique et monétaire, mais une remise en question de la logique du processus fixé par les Douze, que présente dans son rapport annuel l'Institut de recherche Center for Economic Policy Research (CEPR).

Si monnaie unique et banque centrale commune il doit y avoir, les experts européens du CEPR estiment que les priorités ont été mal définies. Ce que veulent les Douze, en créant l'Europe monétaire, c'est fonder une monnaie qui soit la plus forte possible. Mais quel intérêt peut-il y avoir pour les États qui, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, disposent déjà des monnaies les plus fortes ? La seule solution, pour que l'Allemagne ne perde pas plus qu'elle ne gagne dans le processus est d'obtenir une véritable indépendance de la banque centrale. Or les projets d'union monétaire dérogent au conseil des ministres des finances (ECOFIN) la gestion du taux de change vis-à-vis des monnaies extérieures à la CEE.

Un tel projet est la preuve, selon le rapport, de la « confusion économique et de la cuisine politique » des négociations actuelles.

De même, le CEPR s'élève contre la volonté d'harmoniser au maximum les déficits budgétaires et les performances économiques au premier stade de l'UEM.

La convergence doit dériver de l'unification monétaire, et non l'inverse. En acceptant d'appartenir à une alliance monétaire où la définition des taux d'intérêt guide les cadres nationaux, les États membres perdent l'un des principaux instruments de gestion de leur politique économique. Il convient donc de leur laisser une plus grande liberté en matière budgétaire.

La supervision bancaire

S'il juge trop précoces les objectifs fixés en matière d'inflation et de déficits budgétaires, le rapport affirme au contraire que les responsables européens ont oublié une dimension essentielle dans leur réflexion sur l'UEM, celle de la supervision bancaire. Avec la libéralisation des capitaux et l'instauration d'une monnaie unique, le système bancaire devient plus vulnérable à la propagation de chocs financiers internationaux.

C'est pourquoi non seulement la future banque centrale européenne doit pouvoir fournir des liquidités au système bancaire en dernier ressort, mais, de plus, un organisme chargé de la supervision bancaire – ce premier lieu des faillites et de la garantie des dépôts – doit être créé.

Pour parvenir à l'union monétaire, le CEPR propose donc une stratégie différente de celle des Douze. En signant le traité de Maastricht en décembre, les pays valideront les règles définissant la transition vers l'UEM. Puis, à partir de la fin de 1992, les États pourront s'engager individuellement sur leur appartenance à l'UEM, celle-ci prenant effet deux années après leur déclaration d'intention, et ce à une condition, qu'ils aient réussi, au cours de ces deux années, à maintenir une parité stable entre leur propre devise et la plus forte du système. Un mécanisme jugé par le CEPR plus rapide, plus simple, et surtout moins contraignant que celui défini par les Douze.

F. L.

Après l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé

Le gouvernement et l'assurance-maladie tentent de rassurer les syndicats de médecins

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et les représentants des trois caisses nationales d'assurance-maladie (CNAMTS pour les salariés, CANAM pour les non-salariés, Mutuelle sociale agricole) ont officiellement signé, vendredi 25 octobre, un protocole d'orientation qui prévoit que les dépenses d'assurance-maladie progressent selon un « taux d'évolution annuel global » (le Monde du 18 octobre). Les partenaires se sont donné un mois pour préciser les mécanismes. Il leur faudra aussi valider les réticences du corps médical.

En posant – pour la première fois depuis la création de la Sécurité sociale – le principe d'un véritable politique de maîtrise des dépenses de santé, les pouvoirs publics et les gestionnaires de l'assurance-maladie ont marqué un essai qu'il leur faut rapidement

transformer. Les nouvelles règles du jeu ne devront pas seulement être efficaces. Pour apporter la démonstration qu'il est possible de ralentir la progression des remboursements (+ 7,5 % par an actuellement) sans que, pour autant, les Français soient moins bien soignés, il faudra aussi que ces règles fassent l'objet d'un consensus minimal parmi les représentants des professions de santé.

L'objectif chiffré qui déterminera la croissance annuelle des dépenses de santé (il est bien précisé que le niveau global de remboursement ne sera pas réévalué) sera établi à partir des besoins de la population, de la démographie, des progrès technologiques, et bien sûr du compte des ressources disponibles. Il ne s'agit pas d'une enveloppe, ou d'un budget global qui aboutirait à répartir la pénurie ou à « rationner » les soins au-delà d'un certain seuil. En clair, « on ne fermera pas les guichets si l'objectif est dépassé en septembre », assure le ministre des affaires sociales. Un certain nombre de souplesses

seront d'ailleurs prévues afin de faire face aux épidémies ou aux innovations médicales. Reste que l'objectif annuel – qui sera décliné selon les spécialités (généralistes, spécialistes, radiologie, biologie, professions paramédicales) et les réalités locales – n'aura rien d'une vague référence indicative. Outre le renforcement du contrôle médical afin de sanctionner les abus, des mécanismes financiers permettront de le faire respecter.

Pas de « volontarisme comptable »

Rien, certes, n'est encore décidé, mais le gouvernement et les caisses réfléchissent déjà aux mécanismes qui pourraient être introduits. On pourrait, par exemple, considérer qu'au-delà d'un certain seuil d'actes médicaux, qui pourrait être de 5 500 à 6 000 (chèque généraliste en réalité 4 519 par an en moyenne contre 3 966 pour le spécialiste), la rémunération du praticien serait réduite, la différence étant affectée au financement des retraites ou de

la formation. De même, des formes d'intéressement pourraient voir le jour afin d'encourager les praticiens à mieux adapter le niveau des prescriptions.

Dans l'immédiat, ces dispositifs seront négociés entre les pouvoirs publics et l'assurance-maladie « en finaison » avec les professions de santé. Ce n'est que dans un deuxième temps que celles-ci déterminent avec la « CSec » leur application concrète. Un partage des responsabilités qui inquiète les organisations professionnelles, qui s'estiment tenues à l'écart et redoutent de se voir imposer un mode d'exercice préjudiciable à leur indépendance. Conscient qu'une hostilité générale du corps médical rendrait toute réforme difficilement applicable, M. Bianco et M. Jean-Claude Mallet, président (FO) de la CNAMTS, s'efforcent donc de rassurer leurs interlocuteurs. Le ministre des affaires sociales écarte tout « volontarisme comptable » et affirme qu'il cherche « à modifier les comportements et non à imposer des restrictions comptables ». « Il n'est pas question que les médecins soient exclus » de la négociation, vient d'insister M. Mallet dans une lettre adressée aux syndicats médicaux.

Ces derniers sont traversés par des courants contradictoires. L'accord entre le gouvernement et les caisses leur interdit désormais de camper sur leurs positions traditionnelles (assimiler systématiquement toute réforme à une mise en cause de la « médecine libérale », par exemple), mais ils savent que leur adhésion à un mode de régulation du système de santé pourrait déboucher sur une « prime de résultat », autrement dit la revalorisation du prix de la consultation. Néanmoins, ils sont gênés par la surcoûte à laquelle se livre la coordination Action-santé dans la perspective de la manifestation nationale du 17 novembre.

Dans l'immédiat, le gouvernement, toujours aux prises avec la gestion périlleuse de la trésorerie de la Sécurité sociale, espère que la pression exercée en faveur d'un ralentissement de la croissance des dépenses de santé pèsera sur les comportements des prescripteurs de soins et, dans une moindre mesure, des assurés sociaux.

JEAN-MICHEL NORMAND

Selon une étude de la CNAMTS

Le pouvoir d'achat des praticiens libéraux a progressé de plus de 13 % entre 1980 et 1990

Une récente étude de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) fait apparaître qu'entre 1980 et 1990 le pouvoir d'achat des praticiens libéraux a progressé de 13,6 %, alors que, pendant le même temps, celui des cadres supérieurs baissait de 5,7 % (1). L'an passé, le revenu moyen d'un médecin généraliste atteignait 24 000 francs nets par mois (37 000 pour un spécialiste), alors qu'un cadre supérieur percevait 19 000 francs. En dix ans, l'écart de pouvoir d'achat atteint vingt points. La démographie

médicale (32 000 praticiens supplémentaires depuis 1980) n'a dans pas opéré globalement d'effet négatif sur la rémunération des médecins.

Comparées à l'ensemble des professions libérales, les professions de santé tirent aussi leur épingle du jeu. Avec 200 000 à 300 000 francs par an, les généralistes, pédiatres et dermatologues font mieux que les ingénieurs-conseils ou les architectes. Les autres spécialistes atteignent, pour leur part, la tranche supérieure (300 000 à 400 000 francs) avec les avocats et les experts-comptables.

Toutefois, 11 % des généralistes disposent d'un revenu moyen égal au SMIC. Les débuts de carrière sont difficiles, estime la CNAMTS, « le temps passé avec de faibles recettes n'excede pas trois ans pour plus de 90 % des médecins qui s'installent ».

J.-M. N.

(1) Ce phénomène est, pour l'essentiel, imputable au rajeunissement de la catégorie des cadres supérieurs, ce qui tend à tirer à la baisse la moyenne des salaires. Ces effets de structure n'ont pas été observés chez les médecins, mais il n'a pas été suffisant pour avoir des conséquences négatives sur leur pouvoir d'achat.

PROCES NOUVEAUX

REGION PARISIENNE

RESTAURANTS

Centenaire de l'inspection du travail. — L'inspection du travail a été créée par la loi du 2 novembre 1892. Depuis, ainsi que le souligne M. Martine Aubry, dans un communiqué, ce corps de contrôle a étendu son domaine d'intervention aux relations sociales et à l'animation des relations contractuelles. Il est devenu « un partenaire actif de la modernisation des entreprises et du changement du travail ». Pour célébrer l'an prochain cet événement, le ministre du travail souhaite que se développe une réflexion sur les tâches futures de l'inspection du travail et demande que des initiatives régionales et locales soient prises. Une mission a été confiée à M. Jean-Pierre Chassin, de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), lui-même ancien inspecteur du travail, pour que ces objectifs soient atteints.



COMPTES SEMESTRIELS 1991

CROISSANCE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

Déterminé dans un périmètre de consolidation de 1700 sociétés, le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 61 milliards de francs au cours du premier semestre 1991, contre 53 milliards au 30 juin 1990, en progression de 17 %. L'ensemble des domaines d'intervention de la Compagnie et de ses filiales ont connu une croissance soutenue de leur activité.

Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger a atteint 16,1 milliards de francs au 30 juin 1991, c'est-à-dire plus du quart (26 %) de l'activité totale du Groupe. Dans ce total, les pays européens ont représenté 10,3 milliards de francs, en augmentation de près de 25 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Le développement a de nouveau été particulièrement vif en Grande-Bretagne, dans l'ensemble des secteurs d'activité où les sociétés du Groupe interviennent (distribution d'eau, BTP, chauffage, propreté, santé). En Europe de l'Est, la période confirmée du groupe CBC mérite également d'être soulignée. Les récentes filiales de la SGE dans les nouveaux Länder de l'Allemagne (principalement OBG et VBU) ne sont pas encore intégrées dans les comptes au 30 juin 1991. Leur chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année devrait être de l'ordre de 3 milliards de francs.

Le résultat d'exploitation consolidé semestriel est de nouveau en forte augmentation. Il s'établit à 1776 millions de francs, en hausse de 27,9 %. Cet accroissement est notamment dû à la bonne évolution des résultats des secteurs eau, énergie thermique, propreté, ainsi qu'à la progression de la Compagnie Immobilière Pétrolière. De son côté, le résultat d'exploitation semestriel de la Société Générale d'Entreprises (SGE) est en diminution par rapport à celui du 30 juin 1990, en raison, pour l'essentiel, de l'incidence ponctuelle de certaines opérations pour lesquelles les risques de perte à terminaison ont été convertis en totaux dès le 30 juin 1991, tandis que le groupe CBC a enregistré une nouvelle progression au cours du premier semestre.

Dans le secteur de la santé, en France, des gains de productivité n'ont que faiblement permis d'atténuer l'impact négatif des mesures réglementaires restrictives prises il y a quelques mois. La tendance est meilleure, en Grande-Bretagne, pour le groupe AMI Healthcare. Dans le domaine de la télévision par câble, les charges de développement des réseaux ont été d'un niveau un peu supérieur à celui constaté à la fin du premier semestre de l'année dernière. Par ailleurs, les comptes de la Société Française du Radiotéléphone (SFR) sont devenus nettement positifs dès le premier semestre de l'année 1991.

Le résultat financier est en recul du fait d'un effort d'investissement qui reste important. Le résultat courant semestriel s'est néanmoins élevé à 1318 millions de francs, en augmentation de 16,2 %.

Le résultat net des sociétés intégrées ressort à 792 millions de francs, contre 555 millions. La part du groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 316 millions de francs et comprend principalement les parts des résultats semestriels de Canal+, d'Electrafina, de Cofronite (dont la SGE détient 30,66 %), de Fougere et du groupe J.-C. Decaux.

Au total, le résultat net consolidé du Groupe s'est élevé, pour ce premier semestre 1991, à 1004 millions de francs en croissance de 12,5 %.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé de la Compagnie atteindra probablement 131 milliards de francs (contre 116,9 milliards en 1990) dont plus de 36 milliards réalisés à l'étranger. Les dernières analyses confirment que le résultat net consolidé part du Groupe de l'année 1991 pourrait être supérieur à 2,5 milliards de francs (contre 2,2 milliards en 1990), tandis que l'autofinancement de la Compagnie et de ses filiales se maintiendrait à un niveau élevé.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

LE JEUDI 12 DATÉ 13 DÉCEMBRE DOSSIER SPÉCIAL ÉPARGNE PLACEMENTS

Pour tout renseignement
Publicité financière
46-62-73-57

MATRA: RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991.

Le Conseil d'Administration de MATRA s'est réuni le 23 octobre sous la Présidence de M. Jean-Luc LAGARDE pour examiner les comptes du premier semestre de l'exercice 1991.

A méthode de consolidation constante, le chiffre d'affaires du Groupe traduit une légère progression par rapport à celui du premier semestre de 1990 (12,5 milliards de francs). Cependant, la perspective de nous dégageant de la participation minoritaire que nous détenons aux côtés de FIAT dans la Société d'électronique automobile UFI/MA nous a conduit à en modifier le processus de consolidation : cette participation est désormais mise en équivalence au lieu d'être intégrée proportionnellement. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé que nous affichons est ramené à 10,650 MF.

Dans le détail, le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1990	1 ^{er} semestre 1991
Résultat d'exploitation	719	317
Résultat financier	421	217
Résultat courant	672	534
Résultat exceptionnel, divers, amortissement des survalues, et quote-part des sociétés mises en équivalence	(157)	(289)
Impôts sur les bénéfices	(266)	(118)
Résultat net consolidé part du Groupe	249	64

L'impact de l'activité d'UFI/MA n'intervient donc plus, pour notre compte, dans le niveau des éléments qui conduisent au résultat courant au premier semestre. La perte de cette Société est plus importante que prévu, ce qui est en raison des dépenses de niveau très élevé engagées pour maintenir à l'entreprise sa position de leader européen dans le domaine de l'instrumentation et lui assurer à terme une place majeure dans celui du contrôle moteur.

La baisse du résultat d'exploitation provient pour l'essentiel, de deux éléments : les activités de télécommunications ont subi en France les effets d'une conjonction dégradée et ont supporté des charges importantes de Recherche Développement pour l'achèvement du radiotéléphone pan-européen GSM. Ces charges, représentatives d'un investissement destiné à garantir l'avenir, conduisent à une contribution négative.

MATRA AUTOMOBILE a connu un semestre affecté par la préparation puis la montée en cadence de sa production, dans le cadre du lancement du nouveau véhicule RENAULT-ESPACE, qui par ailleurs connaît un grand succès commercial.

Il est difficile, dans l'environnement économique perturbé qui est le nôtre, de faire des prévisions fiables pour l'année entière. Cependant, les résultats du second semestre devraient s'améliorer par rapport à ceux du premier semestre, jusqu'à permettre de se situer globalement, pour l'année, au niveau des prévisions effectuées en début d'exercice, et ce dans la mesure où certains éléments clés relatifs à ces prévisions voient leur réalisation intervenir suffisamment à temps.

MATRA

22,3 % DES CADRES
SUPÉRIEURS
(594 000)
lisent le Monde.
Le Monde
est la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.

(IPSOS 91)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

844 000
LECTEURS CADRES.
Le Monde
est le premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 91)

GIFI

GIFI, compagnie de gestion industrielle et financière, vient de prendre le contrôle majoritaire de PARIMETAL et CABLERIE DE CROSE, deux sociétés spécialisées dans la fabrication de câbles électriques et de télécommunication.

Avec la société METALEURE, filiale de PARIMETAL, cet ensemble réalise, en 1990, 280 MF de chiffre d'affaires, essentiellement en France, auprès des grands donneurs d'ordres que sont EDF, FRANCE-TELECOM, la SNCF, la RATP.

Dirigé par M. Pierre OREFFICE, le groupe PARIMETAL rassemble 270 personnes à Crose et à Evreux.

Le groupe PARIMETAL trouve auprès de GIFI le soutien industriel et financier pour engager, en toute indépendance, les investissements nécessaires à sa croissance et à l'évolution technique des besoins de ses clients. M. Pierre OREFFICE, avec son équipe, assurera le développement du groupe. Il devient actionnaire de GIFI, à titre personnel, et à travers deux sociétés holding qui conservent des participations dans PARIMETAL et CABLERIE DE CROSE.

Créée en février 1990 par M. Alain CLAROU, GIFI, dont le capital s'élève à 343 MF, constitue avec PARIMETAL un deuxième pôle d'activité.

Devenue, dès sa création, l'actionnaire de référence de TELEFLEX LIONEL-DUPONT (côté au comptant de la Bourse de Paris), GIFI conduit, à partir de cette holding industrielle, le redressement de sa filiale de maintenance et l'expansion, par croissance externe, de ses activités d'équipements aéronautiques et aéronautiques.

L'intérêt de nos obligations, c'est l'avenir de l'Europe

L'institution financière de la Communauté européenne, la BEI favorise par ses prêts la réalisation d'une large gamme d'investissements productifs contribuant à l'intégration de la C.E. et à son développement équilibré.

La BEI participe également à la politique communautaire de solidarité envers 69 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique et 12 pays méditerranéens. En outre, la BEI finance des projets économiquement sains et urgents dans certains pays d'Europe de l'est.

EMPRUNT 9% OCTOBRE 1991 DE F. 2 MILLIARDS NOMINAL REPRÉSENTÉ PAR 400.000 OBLIGATIONS DE F. 5.000 NOMINAL assimilable à l'emprunt 9% - 2003 code SICOM 11 068

Prix de souscription : 106,05%, soit 11.530,50 par obligation, incluant le gain d'amortissement de 99,750%, soit 4.367,75 par obligation et le coupon couru de 0,200%, soit 1.314,75 par obligation.

Date de jouissance : 1^{er} Mars 1991.

Date de règlement des souscripteurs : 22 Novembre 1991.

Date d'échéance : 1^{er} Mars 2003.

Intérêt annuel : 9% soit F. 450 par titre payable le 1^{er} Mars de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 9,02%

Durée : 11 ans et 120 jours.

Amortissement nominal :

Les obligations seront amorties en totalité le 1^{er} Mars 2003 par remboursement au pair.

Au-delà de ce terme, il sera procédé en fonction des conditions du marché, au cours des 2 premières années, à des amortissements annuels par rachats en Bourse, portant au total sur un maximum de 52.000 obligations de manière à amortir 23.000 obligations la première année, 24.000 obligations la deuxième année.

Amortissement anticipé :

Intéressé par remboursement, Anticipation par rachats en Bourse.

Possibilité d'effets publics d'achat d'obligations.

Régime fiscal :

S'agissant d'un emprunt émis en France et de plus, en vertu de l'article 28 de la loi de finances rectificative du 12 juillet 1990, les intérêts du présent emprunt versés à des bénéficiaires, ayant ou non leur domicile fiscal en France, sont exonérés de la retenue à la source.

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des impôts que la loi met au pouvoir des autorités compétentes à la charge des porteurs.

Clôture des listes du 24 Novembre 1991 à la Cote d'Or (Bourse de Paris).

Avant de prêter, la BEI emprunte : pour faire face à l'important besoin d'investissement appelé par la réalisation des politiques communautaires et la perspective du "Grand Marché" de 1993, la BEI collecte ses ressources sur les marchés des capitaux.

Premier emprunteur supranational du monde et premier opérateur mondial en écus, la BEI jouit de la notation la plus élevée sur les marchés ("AAA"). Ses titres sont cotés sur les principales places financières ; ils offrent aux souscripteurs une exceptionnelle sécurité et l'assurance d'une liquidité élevée, par l'encours important de ses émissions publiques d'obligations.

En 1990, la BEI a consenti 13,4 milliards d'écus de prêts, à 95% dans la C.E. En France, 1,7 milliard d'écus a été accordé pour :

- le développement du réseau européen de communications : Tunnel sous la Manche, TGV, Autoroutes, Télécommunications par satellites, etc ;

- le financement de plus de 3800 PME/PMI, en partenariat avec la vingtaine d'intermédiaires financiers qui relaie les prêts globaux de la BEI en France ;

- des projets industriels d'envergure, dont les programmes Airbus, Aérospatiale, etc ;

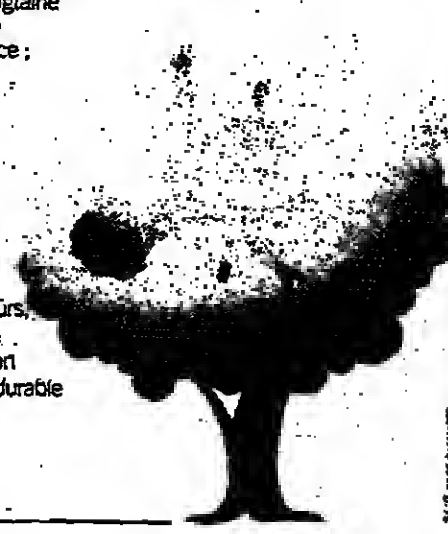
- la protection de l'environnement et la réalisation de près de 200 équipements collectifs ;

La BEI finance l'avenir de l'Europe : forte de son expérience forgée au contact des marchés et des opérateurs, la BEI mobilise un important volume d'épargne et l'oriente vers la formation de capital fixe présentant un intérêt durable pour la collectivité européenne.



Banque européenne d'investissement

Une fiche d'information sur le BEI est à la disposition de la Commission des Coordonnateurs de Bourse à la Bourse de Paris (Bourse de Paris) et à la Cote d'Or (Bourse de Paris).



Israël en Egypte

de touristes, ce qui les plaçait en dixième position des touristes non arabes. Si l'on applique aux Israéliens les estimations du ministère du tourisme (neuf ouïts à 100 dollars la nuit par touriste), cela signifie que les Israéliens ont rapporté 135 millions de dollars à l'Égypte. Il faut y ajouter ceux qui se rendent en fio de semaine, on durant les congés, à Tabà et à Charm-el-Cheikh et qui ne sont pas pris en compte, étant donné qu'ils n'ont pas besoin de visa pour le golfe d'Akaba.

Cependant, la balance touristique est complètement déséquilibrée. Moins de deux mille Égyptiens se rendent annuellement en Israël et il s'agit pour la plupart de professionnels du tourisme accompagnant les groupes occidentaux, notamment d'Amérique, qui visitent le royaume des Pharaons et la Terre sainte au cours du même périple. Interrogé un jour sur les raisons de ce déséquilibre, le président Moubarak a répondu aux journalistes israéliens : « Qui voudrait se rendre dans un pays où il y a de telles violences ? »

ALEXANDRE BUCCIANTI

(1) Non compris le pétrole égyptien, soit 2 millions de tonnes par an à un prix préférentiel (environ 250 millions de dollars au prix du marché) en vertu du traité de paix.

L'intégration dans l'économie mondiale ne peut concerner que moins de la moitié de la population active du continent

sociale et de l'école de base, ce qui suppose une augmentation nette, parfois massive, des impôts payés par les riches et la rupture avec un modèle de consommation ostentatoire qui fait bourgeonner des quartiers somptueux à côté des bidonvilles.

► Alain Touraine est sociologue, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteur notamment de *La Parole et le Sang, politique et société en Amérique latine*, éd. Odile Jacob, 1988.

Marché mondial de
l'automobile :
la roue tourne.

CHAMPS ECONOMIQUES

Où en est la pensée économique ?

Une discipline à géométrie variable

Les transformations de la science économique ne relèvent ni de la synthèse ni de l'émission mais d'une évolution souterraine

par Christian Schmidt

Il est un point sur lequel s'accordent deux esprits différents comme celui de Karl Popper et celui de René Thom : la science progresse davantage par la pertinence des questions qu'elle souleve que par les réponses, nécessairement provisoires, qu'elle propose pour les résoudre. La science économique n'y fait pas exception.

Une méthode féconde pour apprécier son évolution devrait donc commencer par un recensement des principales interrogations suscitées par ses champs de recherche les plus novateurs durant la période récente. Trois domaines s'y prêtent particulièrement : ils concernent respectivement l'économie du travail, l'économie industrielle et la réflexion économique sur l'organisation.

Considérons d'abord les deux premiers. L'intuition initiale qui a guidé leur renouvellement relève d'une démarche parallèle. Pour ce qui est de l'économie du travail, elle a consisté à introduire l'hypothèse des deux marchés, l'un extérieur, l'autre intérieur aux entreprises (Piore et Döringer, 1971 ; Piore, 1988). Et matière d'économie industrielle, elle a conduit à compléter la typologie

traditionnelle des marchés par l'introduction de caractéristiques complémentaires concernant la détermination du nombre des entreprises qui y opèrent, de leur taille et de leur organisation interne (Williamson, 1985).

Ce double changement de perspective, fort nouveau dans les vingt dernières années, s'il paraît simple dans son principe, n'a pas manqué d'entraîner une série de questions en chaîne, souvent embarrassantes pour les représentations conventionnelles de ces phénomènes. En premier lieu, l'appellation même de marché, communément retenue pour qualifier les relations d'offre et de demande à l'extérieur des firmes, est apparue inadéquate pour rendre compte des ajustements dans les politiques d'emploi qui s'effectuent à l'intérieur des entreprises.

De proche en proche, cette observation a débouché sur une interrogation plus générale concernant les limites de notre connaissance du marché - son caractère trop familier à la pensée économique s'accompagnant paradoxalement d'une large zone d'approximations implicites encore non explorée. Enfin, le fait que l'étude de deux réalités économiques aussi importantes que le travail

et l'activité industrielle requière la prise en compte des relations entre la face « externe » et la face « interne » de leur manifestation a rendu difficilement tenable l'habitude, solidement ancrée dans la tradition, de considérer la ligne de démarcation qui les sépare comme une donnée intangible et exogène par rapport à l'analyse économique.

La portée théorique de ce dernier point mérite qu'on s'y arrête. Il aboutit, en effet, à étendre le domaine d'investigation assigné à l'explication du fonctionnement des systèmes économiques. Ainsi faut-il, pour délimiter l'extérieur de l'entreprise, être d'abord capable d'expliquer le nombre des centres de décision opérant sur le marché et leur structure dans une industrie considérée, toute chose difficile à appréhender dans le cadre de l'équilibre général.

Des axes de recherche

On comprend mieux, dans ces conditions, le regain d'intérêt suscité récemment par les analyses en termes d'équilibre partiel (Stiglitz, 1985 ; Frayse, 1988), ainsi que par les tentatives visant à renouveler les

hypothèses de base qui relient les firmes au marché. C'est dans cet esprit qu'a été élaborée notamment la nouvelle théorie des marchés contestables (*contestable markets*), où les entreprises sont idéalement supposées pouvoir, à tout moment et sans coût, entrer et sortir du marché (Baumol, Panzard et Willig, 1982).

La définition économique de la firme pose à son tour des problèmes et fait, pour cette raison, l'objet aujourd'hui d'un réexamen. On redécouvre à cette occasion des idées déjà anciennes, apparues à la faveur de la mise en évidence des coûts de transaction (Coase, 1937 - prix Nobel d'économie 1991). Le fonctionnement de la firme ne peut plus désormais être réduit à ses seules relations avec les différents composants de son environnement immédiat (fournisseurs, concurrents, clients).

Il faut également intégrer dans son analyse l'organisation des ressources internes dont elle dispose. Au concept classique d'économie d'échelle s'ajoute, depuis peu, celui d'économie de champ (*scope economies*). Il désigne l'incidence de la coordination des activités de l'entreprise sur ses coûts (Panzard et Willig, 1981). Cette notion permet, en particulier, d'expliquer dans quelles conditions il est plus intéressant de combiner, à l'intérieur d'une même firme, plusieurs activités au lieu de les conduire séparément.

On constate une convergence entre ces différents axes de recherche repérés dans l'économie de travail et en économie industrielle. Elle peut s'interpréter comme l'indice d'un programme plus général, résumé en ces termes : découvrir les principes selon lesquels s'effectuent les découpages entre « l'extérieur » et « l'intérieur » des entités économiques considérées. Ce programme de recherche est susceptible de développement au niveau de chaque unité économique (perspective micro-économique), comme au niveau d'un système économique pris dans son ensemble (perspective macro-économique).

En apparence, il respecte donc cette partition communément admise dans la discipline. Mais on s'aperçoit rapidement qu'il tend en réalité à en modifier le contenu. Pour l'illustrer, il faut introduire maintenant les novations qui ont trans-

formé le troisième domaine, celui de la pensée économique sur l'organisation.

Toujours sceptiques à l'endroit de l'approche holiste des phénomènes, les économistes qui se sont penchés sur les phénomènes d'organisation ont souvent eu recours à une analyse en termes d'interactions entre ses participants. Cette option les a conduits, tout naturellement, à recourir à la théorie des jeux. L'utilisation de la grille formelle des équilibres de Nash pour expliquer le fonctionnement de ces interactions est à l'origine d'une découverte singulière, à vrai dire déjà pressentie par certains précurseurs (Schelling, 1960).

Un savoir commun

A l'encontre d'une des convictions économiques les plus vénérables que l'on fait souvent remonter à Adam Smith, il s'est avéré que les hypothèses couramment associées à la rationalité individuelle sont insuffisantes pour garantir, dans un très grand nombre de situations, la coordination des actions. Circonstance aggravante, ces difficultés peuvent même se manifester lorsque les agents ont des intérêts convergents et poursuivent un objectif identique.

Un exemple tiré de la vie courante permet de mieux comprendre la nature du problème ainsi soulevé. Il est emprunté à la circulation automobile. L'organisation des flux automobiles ne peut s'expliquer ni par la seule conduite rationnelle de chaque automobiliste, ni même par l'introduction de l'hypothèse supplémentaire, bien optimiste, de leur bénévolence réciproque.

Elle découle de l'existence d'un code de la route supposé connu et respecté de tous. Or l'information contenue dans ce code est bien différente de celle habituellement traitée par les théories économiques. Sa propriété essentielle réside en ce que tous les automobilistes qui connaissent le code de la route savent en même temps que tous les autres le connaissent.

En d'autres termes, cette information constitue ce que l'on appelle aujourd'hui, à la suite du philosophe David Lewis, un savoir commun (*common knowledge*). Doit-elle être analysée au niveau de chaque déci-

deur particulier ou considérée seulement au niveau du système dans son ensemble ? On serait tenté de répondre aux deux à la fois, puisqu'elle intéresse également l'un et l'autre, qui apparaissent difficilement discernables dans sa perspective.

La portée de cette observation a également pour conséquence d'enrichir, et ce compliquant, le champ d'investigation offert à l'économie théorique par l'introduction, cette fois, d'une dimension cognitive. On ne peut plus se contenter désormais de regarder les phénomènes que l'on cherche à expliquer en adoptant les deux seuls points de vue extérieurs que sont celui de chaque acteur, considéré individuellement, et celui de l'ensemble du système, comme peut le connaître, par exemple, le modélisateur. On savait déjà depuis un certain temps, grâce à Simon, que la rationalité des décideurs se trouvait limitée par le niveau de leur information (Simon, 1955).

L'analyse de cette information invite aujourd'hui à remplacer la traditionnelle frontière entre l'individuel et le collectif par une représentation en termes de degrés de connaissance. Cela signifie que le décideur peut savoir seulement qu'il détient une information (1^{er} degré), savoir, en outre, si les autres savent ou ne savent pas qu'il la détient (2^e degré) et ainsi de suite jusqu'à la limite de savoir commun, lorsque l'on étend cette démarche à tous les décideurs. Un tel traitement a permis notamment de renouveler la manière d'aborder les négociations (Binmore et Dasgupta, 1987) et les conventions (Schelling et L'Herminier, 1986 ; Favreau, 1988) qui fournissent deux des trames essentielles sur lesquelles se déroule la vie économique.

Ligne de démarcation fluctuante entre « l'intérieur » et « l'extérieur », niveaux multiples de représentation des phénomènes, la science économique se présente aujourd'hui sous les traits d'une discipline à géométrie variable. Les transformations qui l'affectent ne relèvent ni de la synthèse généralisante ni de l'émission de parcelles désordonnées. Il s'agit plutôt d'une évolution souterraine et convergente de ses cadres conceptuels à la faveur de recherches menées dans des domaines particuliers et apparemment très divers.

► Professeur à l'université Paris-IX Dauphine.

Les risques de la rupture

Suite de la page 19

Une telle politique suppose la formation de forces politiques qu'on puisse appeler de gauche, qui remplissent le rôle que les partis social-démocrates, travaillistes, socialistes ou même communistes ont joué en Europe occidentale.

La difficulté est ici que les forces sociales et politiques ont toujours été subordonnées à l'Etat clientéliste en Amérique latine. Rares sont les réussites comme celle de l'Uruguay sous Sanguinetti, qui s'est dégagé de l'ancien clientélisme mais a réussi, aussi, à organiser des négociations collectives. Le Brésil qui avait le grand avantage d'avoir été des acteurs sociaux, entrepreneurs et syndicalistes, modernes et actifs, a gâché ses chances en détruisant son administration publique, la capacité d'intervention d'un Etat appuyé par une inflation qui allège les impôts des plus dévoués, qui ne sont pas les plus pauvres.

Ainsi l'essentiel est de séparer les entreprises, l'Etat, et des partis qui

soient représentatifs des intérêts et des opinions de la majorité. C'est pour l'avoir compris que le Mexique de Miguel de La Madrid, puis de Salinas, se redresse malgré des épreuves terribles et le maintien d'acceptables de graves fraudes électorales, tandis que le Brésil, qui avait réussi une extraordinaire progression, subit une crise grave de désorientation et de confusion. Le Chili a pris une avance nette sur cette voie, la seule qui conduise au développement.

En un mot, la destruction de l'Etat « national-populaire » ne doit pas conduire au triomphe exclusif des entreprises modernes, des acteurs sociaux, entrepreneurs et syndicalistes, modernes et actifs, a gâché ses chances en détruisant son administration publique, la capacité d'intervention d'un Etat appuyé par une inflation qui allège les impôts des plus dévoués, qui ne sont pas les plus pauvres.

latine. Cette conclusion s'applique aussi aux pays de l'Europe post-communiste où la rupture avec le système ancien risque de mener à un libéralisme économique donnant le rôle principal aux capitaux étrangers et produisant des déchirements sociaux et des crises politiques graves. Il n'est plus suffisant aujourd'hui de rompre avec un passé étatisé presque partout abandonné ; l'essentiel est de ne pas confondre cette rupture indispensable avec une confiance aveugle dans les mécanismes économiques. Il n'y a aucune part de développement économique possible sans capacité nationale d'action et sans mobilisation sociale contre les inégalités.

ALAIN TOURAINE

Les numéros des 6, 13, 20 et 27 août de « Champs économiques » ont été consacrés à une série d'études et de reportages sur « Le destin de l'Amérique latine ». En outre, ont été présentées les relations avec l'Amérique latine de l'Espagne et du Portugal (16 juillet), de la CEE (23 juillet), de la France (30 juillet), de l'Italie (3 septembre), des Etats-Unis (10 septembre) et du Japon (22 octobre), ainsi que la position des Caraïbes face à Washington (15 octobre).

PREFECTURE DE LA VIENNE
DIRECTION DES AFFAIRES
DECENTRALISEES
DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE
3^e Bureau

PREFECTURE DES DEUX-SEVRES
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES
LOCALES
1^{er} Bureau

AVIS AU PUBLIC

relatif à l'enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction, par EDF, de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (Vienne) Granzay-Gript (Deux-Sèvres) et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIP, MOUGON, PRAHECOQ et THORIGNÉ nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage

Le préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, et le préfet des Deux-Sèvres, conformément à l'arrêté interpréfectoral du 24 septembre 1991, informant le public de l'ouverture d'une enquête portant :

- sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique à deux circuits 400 kV Valdivienne (36) Granzay-Gript (79), sollicitée par Electricité de France et sur l'étude d'impact de ce projet ;

- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIP, MOUGON, PRAHECOQ et THORIGNÉ dans le département des Deux-Sèvres, nécessaire pour permettre la réalisation de cet ouvrage.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

- M. Louis BOUILLON, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite, demeurant à LA COURONNE (Charente), président de la commission ;
- M. Roger FRAIGNEAU, ingénieur agronome en retraite, demeurant à NIORT (Deux-Sèvres) ;
- M. Jean BIGET, géomètre expert foncier, demeurant à SAINT-BENOIT (Vienne).

La préfecture des Deux-Sèvres à NIORT est désignée comme siège de l'enquête et de la commission d'enquête.

Le dossier d'enquête relatif à la demande d'utilité publique décrivant le projet et comprenant notamment l'étude d'impact et le registre d'enquête sera déposé :

Dans le département des Deux-Sèvres

- à la préfecture des Deux-Sèvres à NIORT,
- aux mairies de GRANZAY-GRIP, FORS, AIFRES, PRAHECOQ, SAINTE-BLANDINE, MOUGON, THORIGNÉ, CELLES-SUR-BELLE, VITRE, BRAUSSAIS, LA COUARDE, EXOUDUN, SEPVRET, CHEY, CHENAY, VANÇAIS, ROM.

Dans le département de la Vienne

- à la préfecture de la Vienne à PORTIER,
- à la sous-préfecture de MONTMORILLON,
- aux mairies de SAINT-SAUVANT, PAYRÉ, VIVONNE, VOULON, CHATEAU-LARCHER, MARNAY, SAINT-MAURICE-LA-CLOÛRE, VERNON, SAINT-LAURENT-DE-JOURDES, VERRIERES, MAZEROLLES, CIVAUD, VALDIVIENNE.

Par ailleurs, chacun des dossiers relatifs à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de GRANZAY-GRIP, MOUGON, PRAHECOQ et THORIGNÉ sera déposé à la mairie de la commune concernée.

La consultation du dossier et le dépôt des observations sur les registres pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 18 novembre au 30 décembre 1991 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux des préfectures, de la sous-préfecture et des mairies mentionnées ci-dessus.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la commission d'enquête, préfecture des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, rue Duguesclin 79021 NIORT Cedex.

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par la commission d'enquête ou par l'un des membres de celle-ci aux dates et lieux suivants :

- par la commission d'enquête le LUNDI 25 NOVEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30 à la préfecture de NIORT ;
- par un membre de la commission d'enquête, le VENDREDI 6 DÉCEMBRE 1991 de 14 h à 16 h 30
- à la mairie de PRAHECOQ (79)
- à la mairie de CHENAY (79)
- à la mairie de SAINT-MAURICE-LA-CLOÛRE (86) ;
- par un membre de la commission d'enquête, les MERCREDI 18 DÉCEMBRE 1991, JEUDI 19 DÉCEMBRE 1991 et VENDREDI 20 DÉCEMBRE 1991 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h
- à la mairie de CELLES-SUR-BELLE (79)
- à la mairie de VIVONNE (86)
- à la mairie de CIVAUD (86).

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la préfecture des Deux-Sèvres, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de MONTMORILLON et dans chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête. Cette demande devra être adressée obligatoirement au préfet des Deux-Sèvres, direction des relations avec les collectivités locales, 1^{er} bureau, ou au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées, de l'urbanisme et du cadre de vie, 3^e bureau.

GRATUIT jusqu'au 15 décembre

NEUBAUER vous propose votre **106, 205, 309, 405** en série spéciale **CUIR** (intérieur complet en cuir façon sellerie)

NEUBAUER vend et loue des **FRUGNOT** (est français, nous en sommes fiers !)

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.01.15.68 28, bd des Capucines 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34 227, bd Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

Etats-Unis

Et la France...

هكذا من لامل

CHAMPS ECONOMIQUES

Etats-Unis : priorité aux filiales industrielles

L'expansion américaine s'effectue moins par l'exportation que par l'organisation à l'étranger d'une production complémentaire

par Jean Lempérière

DANS leur majorité, les articles produits par des sociétés américaines et vendus hors du territoire ne viennent pas des Etats-Unis. Les exportations directes (232 milliards de dollars en 1988) en fournissent 37 % seulement. Le reste provient de leurs filiales industrielles à l'étranger, par leurs ventes locales (275 milliards, soit 44 %) et leurs livraisons à des pays tiers (119 milliards, soit 19 %) sans tenir compte de leurs envois aux Etats-Unis.

Cette part des exportations manufacturées des pays de la CEE sortent d'usines sous contrôle majoritaire américain (100 milliards de dollars de livraisons aux pays tiers), montant largement supérieur aux livraisons directes des Etats-Unis à la CEE (11). Comment se satisfaire, des balances commerciales sans les compléter par un examen méthodique de l'internationalisation de la production ?

Conquête des marchés et restructuration

L'expansion des produits américains s'effectue moins par l'exportation et le développement de réseaux commerciaux que par l'organisation à l'étranger d'une production complémentaire de l'industrie nationale. Sa répartition géographique et sectorielle, la comparaison avec les exportations permettent de préciser quelques aspects de la stratégie des grands groupes américains.

Leur premier choix décisif, qui ne fut suivi qu'avec retard par les pays concurrents, a été de donner la priorité aux filiales industrielles, dont les ventes sont deux fois et demie plus fortes que celles des filiales commerciales. Alors que les produits américains distribués sans transformation sont de toute façon déjà comptés comme exportés, les ventes des filiales industrielles, comportant une forte part de valeur ajoutée grâce à des techniques propres, viennent dans une certaine mesure s'ajouter aux exportations des Etats-Unis.

Il faudrait naturellement tenir compte ici de leurs achats aux entreprises locales. Aux Etats-Unis, cet apport local (245 milliards de dollars) dépasse la moitié des ventes des filiales industrielles étrangères et constitue un important stimulant pour l'industrie américaine (le Monde du 22 janvier 1991). Malheureusement, certaines données ne sont pas disponibles en France pour l'évaluation de cette retombée de l'activité des filiales étrangères.

Les filiales sont partagées entre deux fonctions principales : la conquête des marchés locaux et la restructuration de la production sur une plus large échelle (30 % d'échanges internes avec les Etats-Unis ou les filiales d'autres pays). Les choix, très différents d'un secteur à l'autre, sont guidés par de multiples facteurs dont aucun ne semble absolument déterminant (proximité, bas salaires, taux de profit plus élevés qu'aux Etats-Unis, présence sur les marchés principaux avec l'appui d'une main-d'œuvre qualifiée, mais aussi nature des produits et niveau de la technologie...).

Dans la plupart des secteurs, y compris l'informatique, les ventes des filiales industrielles américaines dépassent les exportations directes des Etats-Unis. Elles sont même trois fois plus fortes pour l'automobile, la chimie et la parachimie, la transformation des

métaux... Les exportations directes demeurent plus élevées, surtout pour l'équipement mécanique : souvent à partir d'entreprises sans filiale à l'étranger, mais aussi, par exemple, pour l'ensemble des textiles et des vêtements, contrairement à une idée reçue.

La Communauté européenne est le grand centre d'activité des filiales américaines, autonome et conquérant, avec plus de la moitié de leurs ventes locales et les quatre cinquièmes de leurs livraisons aux pays tiers. Le quart des exportations des Etats-Unis est dirigé vers les pays de la CEE (57 milliards de dollars), mais les ventes sur place des usines des seules filiales majoritaires y sont deux fois et demie plus élevées.

Echanges croisés et spécialisation

Il ne s'agit pourtant pas de simple substitution d'importations, car une partie de ces ventes ne serait pas possible depuis les Etats-Unis. A cela s'ajoutent les envois des filiales de la CEE à des pays tiers principalement dans un cadre de restructuration au niveau européen.

Au contraire, dans les pays du tiers-monde, les livraisons directes depuis les Etats-Unis (un tiers des exportations américaines) sont d'un montant près de deux fois plus fort que les ventes locales des filiales. Moins d'un cinquième de la production totale des filiales américaines se situe d'ailleurs dans le tiers-monde. Profiter des bas salaires est loin d'être le motif le plus général d'implantation.

La restructuration de la production est marquée par la spécialisation des filiales dans quelques secteurs, leur concentration géographique et une forte part d'échanges internes aux groupes. Près de la moitié de la production des filiales industrielles est concentrée sur deux secteurs seulement : le matériel automobile (26 % de leurs ventes, agroalimentaire exclu, contre 13 % dans les exportations directes des produits manufacturés) et les produits chimiques et parachimiques (22,5 % contre 14 %). Les composants électroniques ont une place quatre fois plus forte dans les ventes des filiales que dans les exportations.

Pour l'automobile et le matériel électrique, la part, déjà faible, des exportations dans l'ensemble des ventes américaines hors des Etats-Unis (22,4 % et 27,6 %) est d'ailleurs encore très surfaite. Il s'agit surtout d'envois aux filiales pour retour après transformation dans le cadre d'échanges croisés à peu près équilibrés (plus de 24 milliards de dollars dans chaque sens pour l'automobile, et 5,4 milliards pour les composants).

Les livraisons des filiales industrielles à leurs groupes dépassaient 140 milliards de dollars en 1988. Il s'agit de transferts internes commandés par des impératifs de production échappant en partie aux conditions du marché. Peu importants dans les ventes locales des filiales (4,2 %), ils forment les deux tiers de leurs livraisons aux pays tiers (79 milliards) et près des neuf dixièmes de leurs envois aux Etats-Unis (50 milliards de dollars).

Très spécialisées, ces livraisons aux Etats-Unis prennent 25 % de la production des filiales dans l'automobile et 32 % dans les composants électroniques (contre 7,5 % pour l'ensemble des autres secteurs). Elles dominent l'activité des filiales dans les pays limitrophes (plus d'un tiers de leurs ventes au Canada et au Mexique), ainsi qu'en Asie du Sud-Est (près de la moitié).

Les filiales canadiennes se placent largement en tête avec 54 % des envois, concentrés pour plus de

70 % sur le secteur automobile, tandis que les Asiatiques assurent 58 % des livraisons de matériel électrique. Mais le Mexique, en cinq ans, a plus que triplé sa part (de 2,7 % à 8,7 %).

En 1988, ces envois aux Etats-Unis étaient pour plus de 60 %,

constitués par quatre flux portant sur deux secteurs seulement : le matériel électrique d'Asie (5,5 milliards) et du Mexique (1,5 milliard), et l'automobile, depuis le Mexique (1,5 milliard) et l'automobile depuis le Mexique (3,1 milliards) et surtout le Canada

(22,2 milliards). Dans les livraisons aux pays tiers, les échanges internes, d'un montant encore plus élevé, (79 milliards de dollars au lieu de 50 milliards), concernent plutôt d'autres produits (chimie et informatique pour plus d'un tiers). Leur enclavement dans les pays de la CEE indique qu'il s'agit surtout de la structuration d'une production entre filiales centrée dans le Marché commun.

Ainsi, dans la chimie, la complémentarité s'est établie entre filiales proches. Les ventes américaines hors des Etats-Unis tendent à se répartir entre une moitié de ventes locales, un quart de livraisons des filiales aux pays tiers voisins et un quart d'exportations directes, avec un très faible chiffre d'envois aux Etats-Unis.

Compétition et sous-traitance

Ce secteur est d'ailleurs celui où les filiales étrangères aux Etats-Unis effectuent le tiers de leurs ventes avec des chiffres dépassant ceux des filiales américaines. Compte tenu de la nature des produits, il a surtout connu les plus forts taux de pénétration étrangère, suite à un développement prioritaire des investissements directs.

Malgré l'importance prise par les filiales étrangères, la production des groupes américains demeure située pour les trois quarts aux Etats-Unis et leurs débouchés pour plus des deux tiers. Cela justifie l'intérêt des sociétés étrangères

pour ce marché où se jouent en partie la compétition industrielle et le développement rapide de leur production aux Etats-Unis.

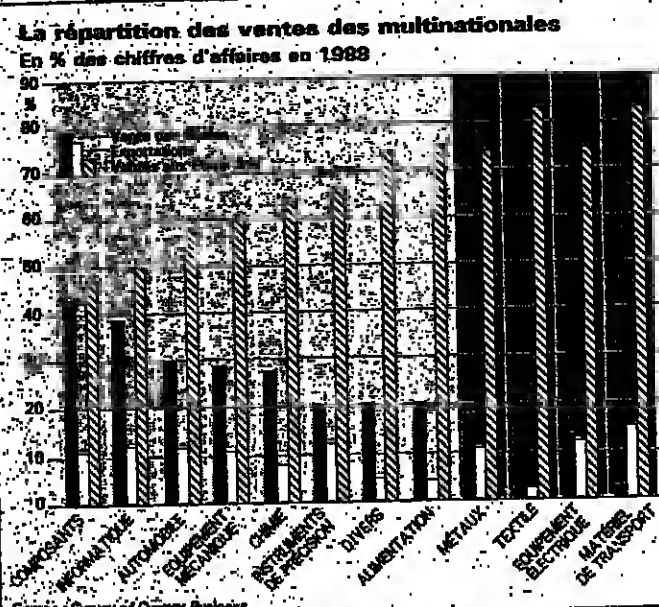
La part des filiales extérieures dépasse 28 % dans l'automobile, la chimie, les composants, et plus de 40 % dans l'informatique, là où les groupes américains cherchent à organiser une production à l'échelle mondiale contrôlée à tous les échelons, sans parvenir d'ailleurs à éviter une production concurrente accrue sur leur propre sol.

Pour la plupart des biens de consommation (textiles, vêtements, articles en cuir), 85 % de la production des groupes se situent aux Etats-Unis, mais d'abord parce que, dans ces secteurs à risques ou peu rentables, les grandes sociétés préfèrent recourir à la sous-traitance étrangère et importer en contrôlant les circuits de distribution.

Les contrôles directs de production ne sont qu'un aspect du redéploiement industriel et de l'expansion des groupes, que complète l'utilisation de la sous-traitance nationale et étrangère, d'une étude combien plus délicate.

(1) De même, les exportations de grandes sociétés françaises sont inférieures aux productions de leurs filiales à l'étranger (CGE, BSN, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson, L'Oréal, L'Air liquide, LVMH, Pechiney). MOCF n° 938, septembre 1990.

► Economiste.



Source : Survey of Current Business, enquête du département du commerce auprès de plus de 1 100 multinationales effectuant plus des deux tiers des exportations américaines et contrôlant plus de 6 000 filiales industrielles à l'étranger.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Madame, Monsieur,
Nous n'aimons pas parler de nous,
mais quand d'autres le font...



Paribas : Corbeille d'Or 1991
du meilleur gérant de SICAV

Ce prix a été décerné à la Banque Paribas par la revue "Mieux-Vivre". Il récompense l'ensemble des performances de ses Sicav, gérées par sa filiale Paribas Asset Management.

PARIBAS

Paribas Asset Management Group - 34, avenue de l'Opéra, 75002 Paris - Tél. : 42.98.08.04 - 42.98.13.77

Et la France...

Le chiffre d'affaires des filiales françaises à l'étranger en 1989 dans les secteurs industriel et pétrolier s'élève à 755 milliards de francs (cf. Bulletin trimestriel de la Banque de France, sept. 1991), ce qui correspond à 66 % des exportations françaises. Cependant, les ventes des filiales dépassent nettement les exportations pour le matériel électrique et électronique, ainsi que les métaux non ferreux (du fait des firmes productrices de ciment).

Ce pourcentage est naturellement très supérieur pour des firmes dont l'activité est la plus internationalisée. Le chiffre d'affaires

étranger (exportations + activités des filiales à l'étranger) couvre plus de la moitié des ventes pour 25 des 34 principales sociétés françaises exportatrices (non compris les groupes pétroliers, les sociétés de services ou de BTP).

Le chiffre d'affaires des filiales à l'étranger dépasse à lui seul la moitié du chiffre d'affaires total de grands groupes, surtout dans la chimie et la parachimie (Pechiney, Saint-Gobain, Michelin, Lafarge, l'Air liquide), mais aussi pour Bull et surtout L'Oréal. Dix filiales étrangères (non pétrolières) figurent comme exportatrices au niveau de ces trente-quatre sociétés françaises.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

ENTRE deux pays aussi différents que le Thaïlande et la Tunisie, par la culture (celui-ci musulman), par la géographie, par la population (respectivement, 58 et 8 millions d'habitants), et par beaucoup d'autres traits encore, les points communs, en ce qui concerne la conduite de leurs affaires économiques et financières, sont frappants. L'un et l'autre peuvent être classés dans la catégorie des pays modernes du tiers-monde (voir la chronique du 22 octobre).

A Bangkok et à Tunis, il est une préoccupation dont on souligne le caractère prioritaire : la maîtrise des finances publiques. C'est dans la première de ces capitales qu'on l'a poussée le plus loin. On y a trouvé, pour passer du déficit à l'excédent, une méthode qui, à première vue, s'apparente presque à un « truc », mais qui repose sur une fine analyse des réalités financières et, peut-être aussi, politico-psychologiques.

Pendant les années de difficile conjoncture — fin des années 70, première moitié de la décennie 80, — l'habitude avait été prise de surestimer les recettes. On attendait toujours, pour le prochain exercice, qu'elles s'améliorent, et on programait les dépenses en conséquence. La réflexion n'était pas particulière au gouvernement thaïlandais. C'est comme ça que les affaires de ce monde sont gérées : on l'a encore vu, en France, pour le budget en cours (les dépenses pour 1991 avaient été décidées à l'automne 1990 sur l'hypothèse d'une croissance de 2,8 %, laquelle, entre autres choses, ne tenait nullement compte des conséquences possibles d'un conflit dans le Golfe). D'où, presque partout, la dégradation quasi régulière et, si l'on peut dire, systématiquement imprévue des comptes de l'Etat.

L'insolite, c'est la conclusion que les autorités responsables de la Thaïlande tirent, pour le bénéfice de leur pays, d'une pratique aussi désastreuse qu'universellement répandue. Ils s'avisent qu'il conviendrait d'inverser. Depuis l'exercice 1987-88, chaque nouveau budget thaïlandais est fondé sur une sous-estimation dédaignée des rentrées fiscales. Selon une étude publiée sous les auspices du Fonds monétaire, la surévaluation d'avant le changement équivalait à environ 1,5 % de la production intérieure brute (PIB), la sous-évaluation qui a succédé en représente quelque 2 %. Le résultat a été instantané. Alors qu'en 1986-87, le budget s'était encore soldé par un déficit de 27,1 milliards de bahts (1 dollar vaut approximativement 25 bahts), un premier surplus, égal

Les pays modernes du tiers-monde (suite)

à 10,4 milliards de bahts, était enregistré dès l'exercice suivant. Depuis lors, le budget n'a cessé d'être en suréquilibre, avec un excédent de 57,1 milliards en 1988-89 et de 96,6 milliards — contre un total des dépenses de 306 milliards — en 1989-90. L'exercice 1990-91 qui vient de se terminer devrait laisser un solde positif moins important, du fait du « retournement » de la conjoncture. D'une moyenne de 11 % entre 1987 et 1990, la taux de croissance est « tombé » cette année aux environs de... 7,5 %.

Rien n'est peut-être plus justifié que cette méthode. Une des causes les plus importantes de la distorsion et de la dégradation des comptes publics est que, à côté des impôts régulièrement votés, ils comportent toujours, à doses variables, une recette invisible. Celle-ci n'est autre que le prélèvement automatique opéré par l'inflation. Le rendement des taxes indirectes est augmenté par le simple jeu de la hausse des prix, celui de l'impôt sur le revenu par le jeu combiné de l'augmentation des revenus nominaux et de la progressivité du barème. Le moyen le plus sûr de restituer à la collectivité ce qui a été indûment prélevé sur elle, ne serait-ce pas de ne pas le dépenser ? Telle semble bien être la sens de la parade budgétaire thaïlandaise. Les excédents ont été employés à désendetter l'Etat. La Thaïlande est ainsi un des rares pays du monde, sinon le seul, qui ait pu diminuer la proportion de ses dépenses publiques courantes (revenue de 17 % de la PIB en 1985 à 12,3 % en 1990) grâce à une contraction du service de la dette.

Dans ce domaine, les résultats ne sont pas aussi spectaculaires, il s'en faut de beaucoup, en Tunisie. Cependant, le déficit public y a été circonscrit, au moins sur le papier ; il est entièrement financé par des emprunts (et non par la création monétaire). Comme dans les deux pays, l'inflation, relativement faible si on la compare à celle qui sévit dans la plupart des pays en voie de développement, est tout de même de 7 % à 8 % — ce qui, en valeur absolue, reste considérable, — il faut croire que l'orthodoxie budgétaire n'est pas tout. Gageons qu'un examen attentif révélerait, dans les procédures d'émission des billets, quelques contraires de ces deux pays, des anomalies. Beaucoup moins graves, toutefois,

que celles qu'on peut constater encore aujourd'hui dans des pays cités à l'envi, par les plus hautes autorités internationales (FMI, Club de Paris), comme des exemples de réussite. Au Mexique, le taux d'inflation, malgré une « surveillance » étroite des prix, reste autour de 24 %. Les taux d'intérêt sont à l'avenant. En Thaïlande, en Tunisie, on emprunte à des taux qui, pour dépasser ceux qu'on connaît dans un pays comme la France, n'en sont pas fondamentalement différents (ils s'échelonnent entre 14 % et 19 %).

La panacée entre les deux expériences se vérifie dans les plus importants compartiments de la politique économique. Tel est le cas pour la modernisation du système fiscal. Depuis plusieurs années déjà, la Tunisie a remplacé les anciennes taxes « en cascade » sur le chiffre d'affaires par une TVA comportant, comme en France, trois taux : 6 %, 17 % et 23 %. La TVA s'applique à la production et au commerce de gros. Espérons que la sage décision de ne pas l'étendre au stade du détail et de l'artisanat sera maintenue. Pour les petites entreprises au contact direct avec la clientèle finale — plâtrier, coiffeur, commerçant de détail, etc., — la TVA devient un impôt sur le main d'œuvre et une incitation généralisée au travail noir.

C'EST des conditions politiques tout à fait particulières — du moins si on en regarde de l'extérieur — que connaît actuellement la Thaïlande. Le coup d'Etat militaire de février dernier a tout à la fois compliqué et simplifié le jeu. Compliqué, parce que l'état-major doit bien, pour en restant apparemment discret, faire de l'intérieur sentir son poids sur les rouages de l'Etat. Simplifié, parce que le gouvernement civil qui a été mis en place, a, semble-t-il, les coudées plus franches qu'auparavant pour bouleverser les habitudes et pour « administrer les choses » (but assigné à un gouvernement libéral, selon les théoriciens du dix-neuvième siècle, auquel, à plusieurs égards, nous sommes en train de revenir). L'homme compétent et honnête — aux dires de nombreux membres de l'opposition — qui le dirige, Anand Panyarachon, mène les réformes tambour battant. La raison en est peut-être que cet ancien haut fonctionnaire passé ensuite dans l'industrie n'a pas l'intention de se présenter aux élections du mois de février (ou mars)

1992, élections dont il a encore promis, devant la presse internationale réunie à Bangkok, qu'elles seraient « entièrement libres ».

Depuis plusieurs années, l'adoption de la TVA était, en Thaïlande, à l'ordre du jour, mais constamment repoussée. Le premier ministre a annoncé qu'elle serait introduite, au taux de 7 % « environ » le 1^{er} janvier 1992. L'impôt sur le revenu ainsi que celui sur les sociétés vont être réformés : moins d'exemptions et des taux plus bas. Le taux maximal pour le premier étant actuellement de 55 % et, pour le second, de 35 %. En Tunisie, le taux le plus haut de l'impôt sur le revenu a déjà été ramené en 1989 à 35 %. On y espère, grâce à l'élargissement de l'assiette, augmenter jusqu'à 20 % la proportion des recettes provenant de la taxation directe.

L'essentiel, c'est l'idée directrice qui inspire la politique suivie tant à Bangkok qu'à Tunis, l'état d'esprit qui régit dans ces deux capitales étant représentatif d'un vaste élan qu'on retrouve de par le monde, aussi bien dans les pays ex-communistes que dans ces autres déçus du socialisme. Personne ne l'exprime mieux qu'Anand Panyarachon, dans son anglais impeccable : « Notre engagement fondamental qui s'inscrit à la suite d'une politique suivie déjà depuis de nombreuses années, c'est à l'égard du secteur privé que nous l'avons contracté. Il s'agit, en assurant son essor par la libéralisation progressive de la vie économique, de créer les conditions d'une croissance rapide pour entrer dans le prochain millénaire. Nous ne pouvons pas nous permettre de nous en tenir à la vieille méthode d'être dirigés. » Mustapha Kamel Nablî, le jeune ministre tunisien du plan et du développement régional, ancien professeur (ayant fait ses études de sciences économiques en France et aux Etats-Unis), déclare pour sa part : « Nous allons passer à la vitesse supérieure. »

Dans les deux pays, la nouvelle politique aura été inaugurée par une forte dévaluation. Celle du baht eut lieu en novembre 1984. Depuis lors, le cours du dollar est resté pratiquement inchangé. Le dinar a été dévalué en plusieurs étapes, la principale ayant eu lieu en août 1986. Ainsi fut assurée une politique visant à donner toutes ses chances aux activités exportatrices.

C'est pour profiter des débouchés extérieurs que des investissements, financés par des intérêts nationaux et étrangers, ont été engagés sur une échelle beaucoup plus grande qu'auparavant. La proportion des investissements par rapport à la PIB serait de 25 % en Tunisie, de 30 % en Thaïlande. La diversification a fait dans les deux pays des progrès extrêmement rapides. Il y a dix ans, le pétrole représentait plus de la moitié des exportations tunisiennes. La proportion est tombée au cinquième, tandis que la part des produits manufacturés a doublé pour un volume d'exportations qui a lui-même été multiplié par 2,2.

Le reste a suivi naturellement. Pays de tradition à combien dirigiste (l'influence française y fut pour quelque chose), la Tunisie a libéré 70 % des prix à la production et 30 % des marges de distribution. La suppression des contrôles devrait être totale d'ici deux ans, sauf pour les tarifs de monopole (électricité, gaz) et quelques produits de grande consommation subventionnés (pain, huile). De même, c'est le marché qui, pour l'essentiel, détermine les marges bancaires, les bonifications de taux d'intérêt ayant été en grande partie supprimées. Ces évolutions ont déjà eu lieu en Thaïlande. L'étape suivante, dans les deux pays, ce sera l'abaissement de la protection douanière, encore très élevée : les tarifs maximaux atteignent environ 40 % dans les deux cas.

En Thaïlande, le coup d'Etat militaire a donné une nouvelle impulsion à la privatisation. La loi a été modifiée pour permettre aux capitaux privés, nationaux et étrangers, de s'associer au développement du téléphone, de la production d'électricité. En Tunisie, le mouvement est plus lent ; plus de la moitié des investissements relèvent encore du secteur public. Mustapha Kamel Nablî assure que toutes les méthodes seront utilisées, à la fois, y compris la vente en Bourse, pour accroître la part du privé.

Une dernière remarque : Thaïlandais et Tunisiens n'ont jamais cessé, même aux heures les plus difficiles, d'honorer leurs engagements extérieurs : ils n'ont jamais demandé de rééchelonnement de leurs dettes extérieures. La Thaïlande jouit d'un excellent « rating », sa cote internationale étant supérieure à celle de l'Arabie saoudite. La Tunisie arrive en tête des pays africains. L'afflux des capitaux étrangers s'explique aussi par cela.

BIBLIOGRAPHIES

RAMSES devant le Sphinx

THIERRY DE MONTBRIAL, qui vient de présenter le dixième rapport annuel de RAMSES (1), ne devrait-il pas désormais repousser d'un mois sa publication ? L'août dernier, il signait son éditorial d'ouverture quelques heures avant l'invasion du Koweït par l'Irak et, cette année, une vingtaine de jours avant le putsch en URSS. Il faut se méfier décidément du mois d'août.

Cette impression de tourbillon domine évidemment le nouveau volume. « Insaississable », « locertitudes », les deux mots reviennent. L'énigme est partout. RAMSES est devant le Sphinx. L'examen de « l'ordre international », si l'on peut dire, est à cet égard, typique : la guerre du Golfe a-t-elle renforcé les Nations unies ou les Etats-Unis ?

Thierry de Montbrial pense qu'en

réalité « l'ONU ne fonctionne bien dans une affaire donnée que s'il y a un leader — en l'occurrence, les Etats-Unis — qui parvient à s'entendre avec les principales parties intéressées au Conseil de sécurité ». Ceux qu'on appelle naguère les Grands forment « un couple de plus en plus disparate : les Etats-Unis doivent faire face au défi de la victoire et l'URSS à celui de la décomposition ».

RAMSES offre à ses lecteurs, comme à l'habitude, une partie thématique d'actualité. Le sujet retenu est « Christianisme et sociétés » : 125 pages très denses qui, après avoir présenté l'essence des messages des catholiques, des protestants et des orthodoxes, examinent l'impact de ceux-ci dans toutes les parties du monde.

La relation relative à l'Occident est l'occasion de traiter des rapports du christianisme et de la modernité (poussée de la sécularisation, mais aussi persistance du phénomène religieux aux Etats-Unis et son rôle dans l'évolution des pays de l'Est et de l'URSS, ainsi que les nouveaux défis pour les Eglises allemandes).

Fidèle à son choix d'instrument de référence, RAMSES offre plus que jamais une grille de lecture des événements qui se bousculent, cette fois, dans un décor chaotique.

(1) Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies.

► RAMSES 92. Publié par Dunod pour l'Institut français des relations internationales (IFRI). 438 pages, 155 francs jusqu'à la fin octobre et 172 francs ensuite.

L'Etat de droit économique

C'EST de tonnerre dans le ciel des affaires : le 2 octobre dernier, la Commission de Bruxelles interdit à Aérospatiale et à la firme italienne Alenia le rachat de l'avionneur canadien De Havilland. Motif : le nouvel ensemble constituerait la plupart de ses concurrents à la faillite et réduirait la concurrence à une portion trop congrue. Réaction immédiate des responsables français : le commissaire britannique responsable de la concurrence a fait prévaloir le droit trop strictement interprété (et peut-être des desseins moins avouables) sur la politique industrielle européenne.

Cet affrontement entre les juristes et les économistes servira toujours de trame dans l'élaboration des décisions concernant le droit des fusions. C'est ce qui apparaît clairement à la lecture du livre très fouillé d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre intitulé *La Concurrence en Europe. Ou peut-être le marché suivant deux stratégies* : soit conforter une concurrence nonnante, l'autorégulation ou la régulation par l'Etat opérant uniquement en profit des entreprises déjà installées ; soit pousser aux rachats, aux fusions, aux OPA pour créer d'énormes unités de production nationales et défendre ainsi un néo-mercantilisme.

Dans les pays de la CEE, les politiques de concurrence ont essayé de remédier à ce genre de dérives et à éviter aussi les ententes de prix, les refus de vente, etc., préjudiciables au consommateur. Nos auteurs examinent les cas de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, et l'on est frappé de voir que les philosophies du droit de la concurrence sont assez éloignées. Chez nous, les comportements intéressent plus que les structures. C'est l'inverse en Grande-Bretagne, malgré un certain flou, et en Allemagne.

La Communauté, qui intervient

lorsque la concurrence entre Etats membres est affectée, a dérogé dans sa doctrine (ce parlons pas encore de sa pratique) un étonnant mélange de dogmatisme et de pragmatisme. L'avantage est toutefois nettement donné au droit sur la politique économique dans les deux domaines privilégiés par le traité de Rome (articles 85 et 86) : prohibition des ententes et répression des abus de position dominante.

Comment arriver à un « Etat de droit économique » ? Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre reconnaissent que l'articulation entre le droit et l'économie est souvent délicate. Ainsi, dans le flot de plaintes qui lui parvient, le juriste choisira souvent non pas les affaires qui peuvent être économiquement significatives, mais celles sur lesquelles il sera possible de réunir les preuves qui conduiront à emporter la décision du juge. Nos auteurs en arrivent à la conclusion que « la réalité de l'Etat de droit économique se joue... dans la conception du dispositif » mis en place pour régler la question de l'équilibre entre droit et économie.

Le mariage de fonctionnaires et d'universitaires leur paraît une bonne formule. En tout cas, la Commission de Bruxelles n'a pas pris le bon virage ; elle est, selon nos auteurs, un « système clos », une « forteresse incohérente », les décisions pouvant basculer, notamment suivant la puissance du lobbying, dans un sens ou dans l'autre. On se doute bien un peu que la copie bruxelloise était à revoir. Le livre d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre fournit aujourd'hui de solides arguments.

PIERRE DROUIN

► La Concurrence en Europe, d'Hervé Dumez et Alain Jeunemaitre. Ed. du Seuil, 302 p. 140 F. Sur un sujet voisin, on lira aussi avec intérêt les *Marchés publics européens*, de Jean-Pierre Gohu, PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 20625, 127 p., 34 F.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EPARGNE

Envoyer 80 F (hors taxes à 2,30 F au chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Seuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Remarque : les abonnements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-65-25-33

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BELUVE-MERY
94852 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télécopieur : 281.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BELUVE-MERY
94852 IVRY-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-RELI. LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 122 F	1 580 F
1 an	1 620 F	2 064 F	2 960 F

Le Monde

ÉTANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Valables pour l'abonnement d'été tous les numéros parus en capitales d'impression

111 MON 03 PP-Paris RP

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

هنا من الإمل

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

La 47^e assemblée de l'IATA

British Airways tire son épingle du jeu

La 47^e assemblée de l'Association du transport aérien international (IATA), qui se tient à Nairobi à partir du 28 octobre, sera l'occasion de comptabiliser les dégâts d'une année noire en raison de la guerre du Golfe et de la récession économique. Presque toutes les compagnies aériennes ont accumulé des déficits, sauf les transporteurs asiatiques et British Airways, la seule grande compagnie européenne entièrement privée.

LONDRES

de notre envoyé spécial

British Airways touche les dividendes de la révolution qu'elle a vécu au cours des années 80. Sous la houlette de son patron, Lord King of Warton, ami de Margaret Thatcher, elle licencie en 1981 20 000 personnes et revient à 37 000 salariés. Elle ferme des lignes, vend les vieux avions et met fin à la prééminence syndicale. Le client d'abord.

Ce remède de cheval permet de renouer avec les bénéfices en 1983, ce qui autorise, en 1987, le rachat du numéro deux, British Caledonian, et la privatisation totale de British Airways. C'est donc avec une robuste constitution qu'elle a abordé la crise du Golfe. Très réactive, elle annonce dès la fin de 1990 la suppression de 4 500 emplois, du chômage partiel et la fermeture de lignes non rentables (notamment l'Irlande).

Elle accuse tout de même le coup. Son bénéfice avant impôts représente 2,6 milliards de francs (novembre 1989-mars 1990) à 1,3 milliard (1990-1991). Le premier trimestre de l'exercice en cours (d'avril à juin 1991) le voit chuter de 94 %. « Nous avons été durement touchés », reconnaît sir Colin Marshall, vice-président et directeur général. Mais notre trafic repart doucement. Après un effondrement de -25 % en

février, nous ne sommes plus qu'à -3,5 % en septembre par rapport au mois correspondant de l'année précédente. Nous pensons que nous retrouverons des chiffres normaux à la fin de cette année. En attendant que notre plan d'économies d'un milliard de francs fasse sentir tous ses effets, nous resterons bénéficiaires, y compris pour le trimestre qui s'est achevé en septembre. »

Agressivité tous azimuts

A peine les canons s'étaient-ils tus que British Airways faisait preuve d'une agressivité tous azimuts : loterie de billets gratuits à l'échelle mondiale, guerre de réductions tarifaires à l'Ouest et à l'Est, bridage de ses sièges incriminés. Politiquement, elle pratique le même activisme : ses responsables adressent à tous les futurs candidats au Parlement britannique, mais aussi à la Communauté européenne, « un manifeste pour l'aviation civile des années 90 ».

Lord King avait beaucoup pesté, au printemps, contre le gouvernement, qui lui avait pris des droits de trafic pour les donner à son petit rival Virgin Atlantic. Il avait même annoncé que sa compagnie ne verserait plus un penny au Parti conservateur. Son manifeste est donc l'occasion de rappeler l'importance de British Airways (750 000 emplois en dépendent) et la concurrence qu'elle affronte en Grande-Bretagne même.

Il lui permet aussi d'enfoncer quelques clous : par exemple, que les gouvernements doivent lutter contre la congestion aérienne en améliorant le contrôle. Le deuxième message concerne les participations détenues par les États dans les compagnies européennes : Air France (99,38 %), Air Portugal (100 %), KLM (99,4 %), Lufthansa (51,42 %), SAS (50 %). « Le meilleur pourcentage est zéro », plaide sir Colin. Nous ne croyons pas que les gouvernements puissent s'impliquer dans un secteur soumis à une telle concurrence. Sinon, « ils risquent d'être accusés de verser des subventions et de fausser la concurrence ».

Le troisième message porte sur la dérégulation en Europe. Il faut, selon British Airways, en finir avec les restrictions sur les droits de trafic, les capacités et les parts de marché.

Le directeur général est moins prouvé sur les innombrables négociations avec des alliés potentiels comme Sabena, KLM ou Nordwest. Pour atteindre une dimension mondiale, « soit on investit, mais cela coûte très cher, soit on s'allie, et toutes les formules sont possibles ». British Airways créera ainsi Air Russia avec les Russes dans trois ans et elle négocie - laborieusement - avec les Allemands et avec Sabena. « Tout est arrêté en Belgique jusqu'aux prochaines élections », selon M. Marshall. Nous voulons un juste retour du milliard de francs que nous pourrions placer. Les Belges lui proposeraient de payer « trop pour trop peu » de pouvoir.

Accusée par Airbus d'être vendue à Boeing, auquel elle a commandé le futur 777 de préférence à l'Airbus A 330, British Airways, par la voix de son directeur général, est désempée : « Il nous fallait l'avion le plus grand possible pour réduire le nombre de nos 230 appareils et décongestionner les départs. Le futur 777 offrira 53 sièges de plus que l'A 330. Notre choix a été dicté par des considérations purement économiques et commerciales. » Et de se déclarer, tout à fait « mari de la mauvaise humeur d'Airbus, qui a mis fin à leur groupe de travail commun sur l'avion géant de 800 places ».

Pour l'avenir, le directeur de British Airways est optimiste. « Bien sûr, la reprise dépend de la croissance économique aux États-Unis, d'ici-là, mais je crois qu'elle est au coin de la rue et, si je fais des projections d'ici à la fin du siècle, je pense que nous retrouverons notre croissance antérieure de 5 % à 6 % par an. » De quoi réjouir ses 295 970 actionnaires, dont 39 % ne sont pas des sujets de sa Très Gracieuse Majesté.

ALAIN FAUJAS

PÊCHE

Les ministres de l'Europe bleue réunis à Luxembourg

Les Douze cherchent à mieux gérer leurs ressources en poissons

Surpêchées, la mer communautaire se dépeuple au point que certaines espèces sont menacées. Flottes trop importantes compte tenu des ressources, quotas de captures mal respectés en raison de l'insuffisance des contrôles expliquent cette situation, qui pèse sur l'activité économique. Mais des méthodes de pêche dévastatrices sont aussi mises en œuvre. C'est sur ce dernier aspect de la crise affectant de plus en plus gravement l'Europe bleue que se concentre l'attention des Douze, réunis le 28 octobre à Luxembourg (le Monde daté 27-28 octobre).

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Manuel Marin, vice-président de la Commission européenne responsable du dossier de la pêche, devait presser les Douze de prendre enfin des engagements fermes et leur proposer, pour abattre, un compromis global à mettre en œuvre progressivement. Dès décembre 1989, le Conseil des ministres de la CEE adoptait une déclaration soulignant la nécessité de prendre des mesures de conservation. Un an plus tard, des pêcheurs français déversaient deux camions de baranga devant le bâtiment du Conseil à Bruxelles. La réalité de la crise était alors reconnue et le gouvernement français, afin de se conformer aux objectifs approuvés précédemment au niveau communautaire, adoptait un plan de réduction de la flotte.

La Commission a soumis, en

1990 et 1991, une série de propositions, mais les Douze, face à des pêcheurs déjà mécontents, hésitent à prendre des décisions impopulaires. M. Marin entend « secouer » le Conseil pour sortir de l'attentisme actuel. Il parle de risque de « catastrophe biologique », pour des espèces essentielles comme la morue, l'églefin, le lieu noir ou le merlu. L'utilisation de filets aux mailles trop serrées est largement responsable de la dégradation de la situation. En effet, avec les méthodes de pêche pratiquées, les poissons atteignent de moins en moins la taille adulte, si bien que le nombre de géniteurs se raréfie au point de menacer l'avenir.

Constatant que le phénomène s'accroît, la Commission souligne la nécessité de réagir rapidement pour stopper ce gaspillage. Elle observe que les pêcheurs en sont les principales victimes puisque l'épuisement de la ressource entraîne une réduction des « TAC » (totaux de captures autorisées). Ainsi, en Mer du Nord, de 1983 à 1991, les TAC de cabillaud ont chuté de 240 000 à 100 000 tonnes.

Augmenter le maillage des filets

La Commission a proposé, en 1990, de porter le maillage standard des filets de 90 à 100 mm en mer du Nord et à l'ouest de l'Ecosse. Elle suggère maintenant, pour faciliter la reproduction, d'augmenter le maillage graduellement, mais de façon automatique, de 90 à 100, puis à 110, même à 120 mm si nécessaire.

Dans le golfe de Gascogne, elle propose de porter le maillage en moyenne de 65 à 80 mm. Pour faire passer ces mesures, M. Marin compte s'appuyer sur la volonté de plusieurs États membres d'obtenir l'interdiction des filets dérivants de plus de 2,5 km. Un point qui

préoccupe les Français, dont une cinquantaine de thoniers (quarante d'entre eux sont basés à l'île d'Yeu) utilisent des filets dérivants d'une longueur supérieure.

Les Espagnols, qui pêchent le thon à la canne, plaident pour l'interdiction du filet dérivant, évidemment plus compétitif. M. Marin estime aussi qu'il serait judicieux de les interdire. A cette pression s'ajoute celle des écologistes. L'opinion s'est émue en apprenant que, dans le Pacifique, les thoniers coréens, japonais ou japonais, qui utilisaient des filets dérivants de 40 et 50 km, capturaient ainsi des dauphins, des tortues de mer et d'autres mammifères marins. L'ONU a condamné cette pratique, les États-Unis ont interdit l'importation de conserves de thons pêchés avec des filets dérivants.

PHILIPPE LEMAITRE

Textile : l'essentiel des restructurations du groupe DMC se feront à l'étranger. Les 1 500 suppressions de postes annoncées cet été chez Dollfus Mieg et Cie (DMC) pour faire face aux difficultés de la conjoncture (le Monde du 16 août) concerneront surtout les unités du groupe à l'étranger : 300 emplois sont ainsi en cours de suppression en Irlande, à Aden Mills, et de 700 à 800 dans la filiale turque du groupe (à 50 %), Bozkurt. Les effectifs de cette dernière avaient déjà été ramené de 2 200 personnes en 1989 à 1 740 en 1990. En France, les restructurations concernent pour l'instant 184 emplois : 87 dans le secteur mercerie (en Alsace et dans le Nord principalement), 70 dans la branche vêtements et tissus sportswear (SAIC Velcora, en Alsace), et 27 dans les tissages étendus de Roanne.

Etat de droit économique



Minitel 36 29 00 59. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.



Pour accéder à la totalité des 1950 000 comptes et bilans des SA et SARL publiés ces cinq dernières années en France et donc savoir à qui vous avez à faire dans les affaires, composez sur votre tél. le 36 29 00 59 et appuyez sur la touche connexion/fin de votre minitel. Vous accédez instantanément aux bilans comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.

MINITEL 36 29 00 59. TOUS LES COMPTES ET BILANS DE TOUS LES GREFFES DE FRANCE.



COLLEONI / SERVILE

MARCHÉS FINANCIERS

Après le scandale impliquant Salomon Brothers

Les autorités américaines élargissent le système d'adjudications de bons du Trésor

Après avoir longtemps défendu le système actuel d'adjudications de bons du Trésor, limité à un petit nombre d'intervenants, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a finalement tenu compte des vives critiques émises après le scandale impliquant le principal opérateur sur ce marché, la banque d'affaires Salomon, et d'élargir ce mécanisme, dès l'adjudication du 5 novembre, à tous les intervenants enregistrés auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine.

NEW YORK

de notre correspondant

A partir du 5 novembre, ce sont théoriquement 1 500 firmes qui pourront participer aux futures adjudications réservées jusqu'à présent au club très fermé des *primary dealers*, des spécialistes en valeurs du Trésor qui étaient seuls autorisés à placer ces titres pour le compte du gouvernement et de ses agences. L'Etat américain, imité depuis par certains pays, dont la France, voyait à un moyen commode et sûr (compte tenu du nombre limité d'intervenants et de leur surface financière) de financer un déficit budgétaire en constante progression sans risque de ne pas trouver preneur pour ses titres.

En 1990, le Trésor a émis pour l'équivalent de 1 500 milliards de dollars de bons, soit plus de quatre milliards de dollars par jour, des chiffres sensiblement supérieurs à ceux de l'année précédente. En 1992, le Trésor a émis pour l'équivalent de 1 348 milliards de dollars par l'Office of Management and Budget au titre de l'année fiscale qui a démarré le 1^{er} octobre. Le système semblait bien fonctionner jusqu'à ce qu'éclate en août l'affaire de la firme Salomon Brothers, convaincue d'avoir à plusieurs reprises commis des irrégularités diverses (notamment en outrepassant la limite maximale de 35 % du montant de l'adjudication fixée à chaque *primary dealer*) afin de s'approprier la majeure partie des bons du Trésor mis en vente, pour les revendre à des conditions lui assurant d'importantes commissions. Un énorme scandale qui obligea le principal actionnaire de Salomon Brothers, M. Warren Buffett, à prendre la tête de l'entreprise, après avoir congédié l'ancienne direction, et à déployer des efforts considérables pour tenter de limiter financièrement et judiciairement les conséquences de ces malversations (le Monde du 13 septembre).

M. Buffett, qui avait précédem-

ment investi 700 millions de dollars dans la firme sans savoir qu'il en serait un jour le patron provisoire, a récemment indiqué que les gains réalisés par Salomon Brothers à la suite des irrégularités commises au cours de huit adjudications de bons du Trésor représentaient à peine 5 millions de dollars au total. En revanche, l'adjudication de mai, par laquelle le scandale devait arriver, avait permis à la firme d'empocher 16 millions de dollars, un montant qu'elle admet inhabituellement élevé. D'ores et déjà, la société a fait savoir que ses bénéfices du troisième trimestre seraient amputés d'un montant substantiel afin de parer aux amendes infligées par les autorités ou aux dommages et intérêts résultant de procès.

La réforme entreprise par le Trésor pour mieux ventiler le produit de ses adjudications et assurer une meilleure transparence des transactions, en attendant la mise en place d'un système informatique permettant à chacun d'accéder librement aux prix et volumes sur le marché, devrait déboucher sur un rôle accru confié à la Securities and Exchange Commission, laquelle n'était jusqu'à présent pas directement responsable de ce marché, indirectement régi par le Trésor et par la Réserve fédérale.

Une nouveauté qui donnerait satisfaction au président de la SEC, M. Richard Breeden, lequel avait entrepris depuis deux mois un travail intense de lobbying pour élargir le champ des compétences de cette agence, indépendante de l'Etat. Un projet de loi en ce sens vient d'être déposé à la Chambre des représentants. Il prévoit de confier à la SEC un rôle de contrôle sur le marché des bons du Trésor et de l'ensemble des obligations émises par des agences non-gouvernementales. Un marché de 2 300 milliards de dollars.

SERGE MARTI

o Hoesch congédie ne de ses responsables. Le conseil de surveillance du sidérurgiste allemand Hoesch, qui se réunissait samedi 26 octobre, soit deux semaines après l'annonce de Krupp dans son capital, a exprimé, par communiqué, « son étonnement » devant le comportement de Krupp et signifié son congé à l'un des membres du conseil. Le communiqué de la firme de Dortmund n'indique pas les raisons pour lesquelles le conseil de surveillance a décidé de congédier, avec effet immédiat, M. Constantin Von Dziembowski, responsable de la stratégie de Hoesch. Krupp avait, en effet, annoncé le 25 octobre qu'elle avait racheté en Bourse 24,9 % des actions de Hoesch et qu'elle entendait, par la suite, prendre le contrôle de son concurrent pour éviter qu'il ne soit racheté par une firme étrangère.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'administration de CFPI, réuni le 11 octobre 1991 sous la présidence de M. Claude Hess, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1991. Ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 22 novembre 1991.

En millions de francs *	90-91	89-90
Chiffre d'affaires net	898,3	912,8
Amortissements	25,7	23,6
Résultat net	23,0	38,0

* CFPI société mère.

Dans un contexte conjoncturel défavorable, le chiffre d'affaires est en légère baisse en raison essentiellement des difficultés de l'industrie automobile et, pour les produits destinés à l'agriculture, d'une saison difficile.

L'acquisition du Groupe GERHARD RUFF (Allemagne et Autriche) et des perspectives plus favorables devraient permettre au Groupe CFPI de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 1,3 milliard de francs. Malgré une forte progression de la dotation aux amortissements, le résultat net consolidé devrait augmenter sensiblement.

En millions de francs (1)	90-91	89-90
Chiffre d'affaires net	1 122,4	1 102,7
Amortissements	33,3	30,7
Résultat net	23,5	47,7 (2)

(1) Groupe CFPI consolidé.
(2) Hors plus-values exceptionnelles.

Le Groupe intègre dorénavant ETISA (Espagne). A périmètre de consolidation identique, les ventes auraient enregistré une baisse de 3 %.

Les conditions d'exploitation de l'ensemble des filiales françaises et étrangères ont peu varié d'un exercice à l'autre.

Lors de l'Assemblée Générale, il sera proposé aux actionnaires le maintien du dividende à 10 F (+ avoir fiscal) et l'option d'un règlement en actions.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

17 octobre 1991

Total actif	854 087
dont	
Or	172 747
Disponibilités à vue à l'étranger	133 670
Euros	58 823
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 243
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	60 750
Comptes au Trésor public	28 440
Taux d'Etat (bons et obligations)	41 419
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	598
Effets privés	61 778
Effets en cours de recouvrement	55 426
Total passif	854 087
dont	
Billets en circulation	255 204
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	55 415
Comptes courants du Trésor public	18 881
Reprises de liquidités	8 878
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Comptes des allocations de crédits de financements	8 722
Euros à l'étranger au Fonds européen de coopération monétaire	57 171
Reserves de réévaluation des avoirs publics en or	196 074

TAUX DES OPERATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offre	9 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	9,75 %
- Taux des avances sur titres	12 %

LONDRES

Le Fox ne pourra pas racheter le marché à terme de Nouvelle-Zélande

La Bourse londonienne des marchés à terme et des options, le Fox Futures and Options Exchange, vient de subir les premières retombées du scandale qui avait entraîné au début du mois la démission de ses dirigeants. Son offre de rachat a été rejetée par le marché à terme de Nouvelle-Zélande. Non seulement les actionnaires, mais aussi le conseil d'administration du Fox Futures and Options Exchange, qui avait approuvé l'offre du Fox au mois de septembre, ont refusé de soutenir.

Selon les observateurs, ce rejet est dû aux inquiétudes liées au fonctionnement du marché londonien, après le découlement d'ordres sur plusieurs contrats (le Monde du 15 octobre). Le Fox a récemment admis que des abus avaient pu se produire au sein de la firme pour soustraire le volume des échanges sur trois de ses contrats à terme, à savoir l'écrou, l'immobilier, le riz et le sucre. Un indice des métaux non ferreux, la détermination de ses président et directeur général, M. Saxon Tate et Mark Burdett, le Fox avait déjà fermé son marché de l'immobilier après seulement cinq mois d'existence.

FAITS ET RESULTATS

o Colgate-Palmolive : un déficit de 146,6 millions de dollars. Le groupe américain Colgate-Palmolive, un des quatre plus grands industriels du monde, annonce une perte nette de 146,6 millions de dollars (1,13 dollar/action) pour le troisième trimestre en raison d'un surcoût de 146 millions de dollars de restructuration. Ce chiffre de 146 millions (60 cents) est au plus haut. Hors charge exceptionnelle, le bénéfice net du groupe aurait été de 94,6 millions de dollars, soit une hausse de 14 %. Le chiffre d'affaires pour la période sous revue a augmenté de 1,51 milliard de dollars contre 1,46 milliard, en hausse de 3,4 %. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice net s'élève à 38 millions de dollars (17 cents) contre 24,7 millions (1,16 dollar) en baisse de 84,7 %, pour un chiffre d'affaires de 4,44 milliards de dollars contre 4,21 milliards, en hausse de 5,4 %.

o Du Pont : la baisse des résultats se poursuit. Après avoir sérieusement écopé dans la chimie, secteur où il est numéro un aux Etats-Unis, le groupe Du Pont de Nemours, un pétrolier important aussi avec plus d'un tiers de ses activités dans cette branche, se défait lentement. Pour le troisième trimestre, le bénéfice net consolidé a baissé plus que de 3,44 % à 304 millions de dollars, alors que pour le deuxième trimestre il avait chuté de 21 %. Le chiffre d'affaires pour la période sous revue fléchit un peu moins (- 6 %) pour revenir à 9,4 milliards de dollars. Les ventes de produits plus proprement chimiques ont reculé de 2 % seulement. D'une façon générale, les profits de la chimie ont été affectés par la baisse des prix. Ils ne se sont améliorés que dans les fibres. Le président de Du Pont, M. Edgar S. Woodward, qui a subi une rapatriation économique pour

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100 - 28 décembre 1989

16-10-1991	10-10-1991
Indice global	101,2
Indice CAC 40	101,2
Indice SBF 120	101,2
Indice SBF 250	101,2
Indice SBF 350	101,2
Indice SBF 450	101,2
Indice SBF 550	101,2
Indice SBF 650	101,2
Indice SBF 750	101,2
Indice SBF 850	101,2
Indice SBF 950	101,2
Indice SBF 1050	101,2
Indice SBF 1150	101,2
Indice SBF 1250	101,2
Indice SBF 1350	101,2
Indice SBF 1450	101,2
Indice SBF 1550	101,2
Indice SBF 1650	101,2
Indice SBF 1750	101,2
Indice SBF 1850	101,2
Indice SBF 1950	101,2
Indice SBF 2050	101,2
Indice SBF 2150	101,2
Indice SBF 2250	101,2
Indice SBF 2350	101,2
Indice SBF 2450	101,2
Indice SBF 2550	101,2
Indice SBF 2650	101,2
Indice SBF 2750	101,2
Indice SBF 2850	101,2
Indice SBF 2950	101,2
Indice SBF 3050	101,2
Indice SBF 3150	101,2
Indice SBF 3250	101,2
Indice SBF 3350	101,2
Indice SBF 3450	101,2
Indice SBF 3550	101,2
Indice SBF 3650	101,2
Indice SBF 3750	101,2
Indice SBF 3850	101,2
Indice SBF 3950	101,2
Indice SBF 4050	101,2
Indice SBF 4150	101,2
Indice SBF 4250	101,2
Indice SBF 4350	101,2
Indice SBF 4450	101,2
Indice SBF 4550	101,2
Indice SBF 4650	101,2
Indice SBF 4750	101,2
Indice SBF 4850	101,2
Indice SBF 4950	101,2
Indice SBF 5050	101,2
Indice SBF 5150	101,2
Indice SBF 5250	101,2
Indice SBF 5350	101,2
Indice SBF 5450	101,2
Indice SBF 5550	101,2
Indice SBF 5650	101,2
Indice SBF 5750	101,2
Indice SBF 5850	101,2
Indice SBF 5950	101,2
Indice SBF 6050	101,2
Indice SBF 6150	101,2
Indice SBF 6250	101,2
Indice SBF 6350	101,2
Indice SBF 6450	101,2
Indice SBF 6550	101,2
Indice SBF 6650	101,2
Indice SBF 6750	101,2
Indice SBF 6850	101,2
Indice SBF 6950	101,2
Indice SBF 7050	101,2
Indice SBF 7150	101,2
Indice SBF 7250	101,2
Indice SBF 7350	101,2
Indice SBF 7450	101,2
Indice SBF 7550	101,2
Indice SBF 7650	101,2
Indice SBF 7750	101,2
Indice SBF 7850	101,2
Indice SBF 7950	101,2
Indice SBF 8050	101,2
Indice SBF 8150	101,2
Indice SBF 8250	101,2
Indice SBF 8350	101,2
Indice SBF 8450	101,2
Indice SBF 8550	101,2
Indice SBF 8650	101,2
Indice SBF 8750	101,2
Indice SBF 8850	101,2
Indice SBF 8950	101,2
Indice SBF 9050	101,2
Indice SBF 9150	101,2
Indice SBF 9250	101,2
Indice SBF 9350	101,2
Indice SBF 9450	101,2
Indice SBF 9550	101,2
Indice SBF 9650	101,2
Indice SBF 9750	101,2
Indice SBF 9850	101,2
Indice SBF 9950	101,2
Indice SBF 10050	101,2
Indice SBF 10150	101,2
Indice SBF 10250	101,2
Indice SBF 10350	101,2
Indice SBF 10450	101,2
Indice SBF 10550	101,2
Indice SBF 10650	101,2
Indice SBF 10750	101,2
Indice SBF 10850	101,2
Indice SBF 10950	101,2
Indice SBF 11050	101,2
Indice SBF 11150	101,2
Indice SBF 11250	101,2
Indice SBF 11350	101,2
Indice SBF 11450	101,2
Indice SBF 11550	101,2
Indice SBF 11650	101,2
Indice SBF 11750	101,2
Indice SBF 11850	101,2
Indice SBF 11950	101,2
Indice SBF 12050	101,2
Indice SBF 12150	101,2
Indice SBF 12250	101,2
Indice SBF 12350	101,2
Indice SBF 12450	101,2
Indice SBF 12550	101,2
Indice SBF 12650	101,2
Indice SBF 12750	101,2
Indice SBF 12850	101,2
Indice SBF 12950	101,2
Indice SBF 13050	101,2
Indice SBF 13150	101,2
Indice SBF 13250	101,2
Indice SBF 13350	101,2
Indice SBF 13450	101,2
Indice SBF 13550	101,2
Indice SBF 13650	101,2
Indice SBF 13750	101,2
Indice SBF 13850	101,2
Indice SBF 13950	101,2
Indice SBF 14050	101,2
Indice SBF 14150	101,2
Indice SBF 14250	101,2
Indice SBF 14350	101,2
Indice SBF 14450	101,2
Indice SBF 14550	101,2
Indice SBF 14650	101,2
Indice SBF 14750	101,2
Indice SBF 14850	101,2
Indice SBF 14950	101,2
Indice SBF 15050	101,2
Indice SBF 15150	101,2
Indice SBF 15250	101,2
Indice SBF 15350	101,2
Indice SBF 15450	101,2
Indice SBF 15550	101,2
Indice SBF 15650	101,2
Indice SBF 15750	101,2
Indice SBF 15850	101,2
Indice SBF 15950	101,2
Indice SBF 16050	101,2
Indice SBF 16150	101,2
Indice SBF 16250	101,2
Indice SBF 16350	101,2
Indice SBF 16450	101,2
Indice SBF 16550	101,2
Indice SBF 16650	101,2
Indice SBF 16750	101,2
Indice SBF 16850	101,2
Indice SBF 16950	101,2
Indice SBF 17050	101,2
Indice SBF 17150	101,2
Indice SBF 17250	101,2
Indice SBF 17350	101,2
Indice SBF 17450	101,2
Indice SBF 17550	101,2
Indice SBF 17650	101,2
Indice SBF 17750	101,2
Indice SBF 17850	101,2
Indice SBF 17950	101,2
Indice SBF 18050	101,2
Indice SBF 18150	101,2
Indice SBF 18250	101,2
Indice SBF 18350	101,2
Indice SBF 18450	101,2
Indice SBF 18550	101,2
Indice SBF 18650	101,2
Indice SBF 18750	101,2
Indice SBF 18850	101,2
Indice SBF 18950	101,2
Indice SBF 19050	101,2
Indice SBF 19150	101,2
Indice SBF 19250	101,2
Indice SBF 19350	101,2
Indice SBF 19450	101,2
Indice SBF 19550	101,2
Indice SBF 19650	101,2
Indice SBF 19750	101,2
Indice SBF 19850	101,2
Indice SBF 19950	101,2
Indice SBF 20050	101,2
Indice SBF 20150	101,2
Indice SBF 20250	101,2
Indice SBF 20350	101,2
Indice SBF 20450	101,2
Indice SBF 20550	101,2
Indice SBF 20650	101,2
Indice SBF 20750	101,2
Indice SBF 20850	101,2
Indice SBF 20950	101,2
Indice SBF 21050	101,2
Indice SBF 21150	101,2
Indice SBF 21250	101,2
Indice SBF 21350	101,2
Indice SBF 21450	101,2
Indice SBF 21550	101,2
Indice SBF 21650	101,2
Indice SBF 21750	101,2
Indice SBF 21850	101,2
Indice SBF 21950	101,2
Indice SBF 22050	101,2
Indice SBF 22150	101,2
Indice SBF 22250	101,2
Indice SBF 22350	101,2
Indice SBF 22450	101,2
Indice SBF 22550	101,2
Indice SBF 22650	101,2
Indice SBF 22750	101,2
Indice SBF 22850	101,2
Indice SBF 22950	101,2
Indice SBF 23050	101,2
Indice SBF 23150	101,2
Indice SBF 23250	101,2
Indice SBF 23350	101,2
Indice SBF 23450	101,2
Indice SBF 23550	101,2
Indice SBF 23650	101,2
Indice SBF 23750	101,2
Indice SBF 23850	101,2
Indice SBF 23950	101,2
Indice SBF 24050	101,2
Indice SBF 24150	101,2
Indice SBF 24250	101,2
Indice SBF 24350	101,2
Indice SBF 24450	101,2
Indice SBF 24550	101,2
Indice SBF 24650	101,2
Indice SBF 24750	101,2
Indice SBF 24850	101,2
Indice SBF 24950	101,2
Indice SBF 25050	101,2
Indice SBF 25150	101,2
Indice SBF 25250	101,2
Indice SBF 25350	101,2
Indice SBF 25450	101,2
Indice SBF 25550	101,2
Indice SBF 25650	101,2
Indice SBF 25750	101,2
Indice SBF 25850	101,2
Indice SBF 25950	101,2
Indice SBF 26050	101,2
Indice SBF 26150	101,2
Indice SBF 26250	101,2
Indice SBF 26350	101,2
Indice SBF 26450	101,2
Indice SBF 26550	101,2
Indice SBF 26650	101,2
Indice SBF 26750	101,2
Indice SBF 26850	101,2
Indice SBF 26950	101,2
Indice SBF 27050	101,2
Indice SBF 27150	101,2
Indice SBF 27250	101,2
Indice SBF 27350	101,2
Indice SBF 27450	101,2
Indice SBF 27550	101,2
Indice SBF 27650	101,2
Indice SBF 27750	101,2
Indice SBF 27850	101,2
Indice SBF 27950	101,2
Indice SBF 28050	101,2
Indice SBF 28150	101,2
Indice SBF 28250	101,2
Indice SBF 28350	101,2
Indice SBF 28450	101,2
Indice SBF 28550	101,2
Indice SBF 28650	101,2
Indice SBF 28750	101,2
Indice SBF 28850	101,2
Indice SBF 28950	101,2
Indice SBF 29050	101,2
Indice SBF 29150	101,2
Indice SBF 29250	101,2
Indice SBF 29350	101,2
Indice SBF 29450	101,2
Indice SBF 29550	101,2
Indice SBF 29650	101,2
Indice SBF 29750	101,2
Indice SBF 29850	101,2
Indice SBF 29950	101,2
Indice SBF 30050	101,2
Indice SBF 30150	101,2
Indice SBF 30250	101,2
Indice SBF 30350	101,2
Indice SBF 30450	101,2
Indice SBF 30550	101,2
Indice SBF 30650	101,2
Indice SBF 30750	101,2
Indice SBF 30850	101,2
Indice SBF 30950	101,2
Indice SBF 31050	101,2
Indice SBF 31150	101,2
Indice SBF 31250	101,2
Indice SBF 31350	101,2
Indice SBF 31450	101,2
Indice SBF 31550	101,2
Indice SBF 31650	101,2
Indice SBF 31750	101,2
Indice SBF 31850	101,2
Indice SBF 31950	101,2
Indice SBF 32050	101,2
Indice SBF 32150	101,2
Indice SBF 32250	101,2
Indice SBF 32350	101,2
Indice SBF 32450	101,2
Indice SBF 32550	101,2
Indice SBF 32650	101,2
Indice SBF 32750	101,2
Indice SBF 32850	101,2
Indice SBF 32950	101,2
Indice SBF 33050	101,2
Indice SBF 33150	101,2
Indice SBF 33250	101,2
Indice SBF 33350	101,2
Indice SBF 33450	101,2
Indice SBF 33550	101,2
Indice SBF 33650	101,2
Indice SBF 33750	101,2
Indice SBF 33850	101,2
Indice SBF 33950	101,2
Indice SBF 34050	101,2
Indice SBF 34150	101,2
Indice SBF 34250	101,2
Indice SBF 34350	101,2
Indice SBF 34450	101,2
Indice SBF 34550	101,2
Indice SBF 34650	101,2
Indice SBF 34750	101,2
Indice SBF 34850	101,2
Indice SBF 34950	101,2
Indice SBF 35050	101,2
Indice SBF 35150	101,2
Indice SBF 35250	101,2
Indice SBF 35350	101,2
Indice SBF 35450	101,2
Indice SBF 35550	101,2
Indice SBF 35650	101,2
Indice SBF 35750	101,2
Indice SBF 35850	101,2
Indice SBF 35950	101,2
Indice SBF 36050	101,2
Indice SBF 36150	101,2
Indice SBF 36250	101,2
Indice SBF 36350	101,2
Indice SBF 36450	101,2
Indice SBF 36550	101,2
Indice SBF 36650	101,2
Indice SBF 36750	101,2
Indice SBF 36850	101,2
Indice SBF 36950	101,2
Indice SBF 37050	101,2
Indice SBF 37150	101,2
Indice SBF 37250	101,2
Indice SBF 37350	101,2
Indice SBF 37450	101,2
Indice SBF 37550	101,2
Indice SBF 37650	101,2
Indice SBF 37750	101,2
Indice SBF 37850	101,2
Indice SBF 37950	101,2
Indice SBF 38050	101,2
Indice SBF 38150	101,2
Indice SBF 38250	101,2
Indice SBF 38350	101,2
Indice SBF 38450	101,2
Indice SBF 38550	101,2
Indice SBF 38650	101,2
Indice SBF 38750	101,2
Indice SBF 38850	101,2
Indice SBF 38950	101,2
Indice SBF 39050	101,2
Indice SBF 39150	101,2
Indice SBF 39250	101,2
Indice SBF 39350	101,2
Indice SBF 39450	101,2
Indice SBF 39550	101,2
Indice SBF 39650	101,2
Indice SBF 39750	101,2
Indice SBF 39850	101,2
Indice SBF 39950	101,2
Indice SBF 40050	101,2
Indice SBF 40150	101,2
Indice SBF 40250	101,2
Indice SBF 40350	101,2
Indice SBF 40450	101,2
Indice SBF 40550	101,2
Indice SBF 40650	101,2
Indice SBF 40750	101,2
Indice SBF 40850	101,2
Indice SBF 40950	101,2
Indice SBF 41050	101,2
Indice SBF 41150	101,2
Indice SBF 41250	101,2
Indice SBF 41350	101,2
Indice SBF 41450	101,2
Indice SBF 41550	101,2
Indice SBF 41650	101,2
Indice SBF 41750	101,2
Indice SBF 41850	101,2
Indice SBF 41950	101,2
Indice SBF 42050	101,2
Indice SBF 42150	101,2
Indice SBF 42250	101,2
Indice SBF 42350	101,2
Indice SBF 42450	101,2
Indice SBF 42550	101,2
Indice SBF 42650	101,2
Indice SBF 42750	101,2
Indice SBF 42850	101,2</

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 OCTOBRE

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations					C.I.M.	1130	1140	Magnat	750	...	Etrangers		
Emp. 20.85/77	120 40	3.75			C.I.T.R.A.M. 81	2000	...	Alcatel	500	...	J.A.E.	525	...
Emp. 20.85/78	100 40	2.68			Cofinor	30 50	...	Alcatel	80 10	...	A.G. du Nord	362	...
Emp. 20.85/79	102 30	1.68			Cofinor	285	...	Magnat	215	...	Alcatel	317	...
Emp. 13.4/83	114 41	...			Cofinor	380	245	Opcom	232	295	Alcatel	109	135 10
Emp. 12.25/84	102 67	0.86			Cofinor	512	511	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
Emp. 11.5/85	...	7.50			Cofinor	5800	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
10.25/85 96	...	8.44			Cofinor	384	382 10	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
OAT 105 6/2000	...	4.20			Cofinor	300	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
OAT 9.95 1/1987	...	8.05			Cofinor	382	382 10	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
OAT 9.95 1/1986	...	7.27			Cofinor	382	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
OAT 10.50 1/1985	...	1.82			Cofinor	420	476	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
PTT 11.25/85	106	9			Cofinor	112 10	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CF 10.20/85 96	...	7.13			Cofinor	636	630	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CF 10.25/85 96 30	...	8.35			Cofinor	1774	1703	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10 10 1/75	...	8.18			Cofinor	1957	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 80/90 500F.	...	2.85			Cofinor	2410	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 80/90 100F.	...	2.56			Cofinor	1194	1200	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 11.25/86	101 05	4.15			Cofinor	828	838	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500F.	...	2.56			Cofinor	270	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 9.5/86	97	4.51			Cofinor	774	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 400 85	...	0.11			Cofinor	4200	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	1220	1771	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	342 30	...	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	135 60	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	210	...
CNA 10.50 500 100	...	1022			Cofinor	122	1655	Odéa 72	360	...	Andréon Benoit	1	

SICAV (sélection)

[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - s : marché continu

هناك من العمل

Le Monde
des
Dirigeants

REPRODUCTION INTERDITE
POSTES A PLUS DE 400 KF

CHEZ UN LEADER EUROPEEN

DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFITS

EQUIPEMENTS SECOND OEUVRE BATIMENT

Un groupe français, leader européen, renommé pour sa créativité et la qualité de ses produits, dont la croissance se fonde également sur une stratégie claire, des performances industrielles, une rigueur de gestion et le dynamisme de ses équipes commerciales, recherche un Directeur de Département.

Ce département, géré en centre de profits et agissant sur le territoire national, est chargé de la vente, de l'installation et de la maintenance d'une gamme de produits. Son chiffre d'affaires actuel est de 150 MF.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation grande école d'ingénieurs ou de gestion
- ou minimum 10 ans d'expérience, impliquant animation d'équipes, gestion, développement commercial
- une solide connaissance du domaine second oeuvre bâtiment
- le profil d'un chef d'entreprise, gestionnaire, animateur, réalisateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 44 B 2276-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75015 Paris



Nous sommes un groupe industriel à vocation européenne. Pour l'un de nos sites de production français (220 personnes), nous recherchons un futur

DIRECTEUR
D'USINE

Environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste ou à dominante électromécanique. Vous avez l'expérience de l'encadrement et de l'animation d'atelier de fabrication, dans un environnement de type mécanique automatisé dont vous avez su améliorer les performances techniques (investissements...). Un passage en Méthodes et/ou en Travaux Neufs serait un plus.

Gestionnaire rigoureux, vous avez le souci de la rentabilité de vos actions.

La maîtrise de l'allemand est souhaitable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 1928/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

G. R. A. Housaye - 75008 Paris



Le Monde
International

EUROPE
CENTRALE et ORIENTALE

Vous mesurez les enjeux et les difficultés de la transition des économies administrées vers l'économie de marché.

Nous sommes une Société Internationale de Conseil. Pour faire face à un important développement en EUROPE CENTRALE et ORIENTALE,

nous recherchons des

CONSULTANTS

- Pratiquant couramment la langue d'au moins un des pays de la zone
- Bilingues Français Anglais ou Allemand

A — Finances publiques - Budget - Organisation de l'appareil d'état et des collectivités locales	F — Etudes de projets - Investissements
B — Macro-économie - Monnaie - Système financier et bancaire	G — Stratégie et projets d'entreprise - Management
C — Environnement des entreprises (mesures permises et incitatives)	H — Systèmes d'information comptable et financière - Contrôle de Gestion
D — Privatisations - Stratégie industrielle	I — Evaluation et gestion des ressources humaines - Sélection et recrutement - Re conversions
E — Etudes de filières agricoles, agro-industrielles, industrielles	J — Ingénierie pédagogique - Lancement de centres de formation de cadres - Conception de programmes de formation

Titulaire d'un diplôme universitaire élevé, ou ancien élève d'une grande école, vous justifiez d'une expérience professionnelle confirmée dans un ou plusieurs des domaines cités.

Vous êtes prêt à vous expatrier, ou à réaliser de nombreuses missions depuis Paris.

- Adresser votre CV et une lettre de candidature manuscrite à PUBLIVAL/10078 27 Route des Gardes 92190 MEUDON, en spécifiant celles des rubriques (A à J) qui vous intéressent.



SOFRATEV
spécialiste de l'ingénierie audiovisuelle,
membre du groupe France Télécom,
recherche

INGENIEUR RESIDENT CHEF D'AGENCE

Vous animerez une équipe de 9 ingénieurs et serez chargé de superviser la construction de 91 centres émetteurs pour le Ministère de l'Information du Sultanat d'OMAN.

35-40 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieur (ESTP ou équivalent), vous avez une expérience de direction de projet d'au moins 10 ans, de préférence chez un consultant.

Vous avez un excellent niveau d'anglais et êtes un bon gestionnaire, habitué aux relations avec les entreprises et les administrations étrangères.

Vous êtes disponible immédiatement.

Salaire : * 360 KF selon expérience, durée du contrat : 2 ans renouvelable, nombreux avantages : logement de fonction, véhicule fourni...

Adressez lettre manuscrite, CV à :
SOFRATEV - 21/23 rue de la Vierge
92120 MONTRouGE
ou téléphonez au : 46.56.75.98 - Poste 442



Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

هكذا من لاجل

CARNET DU Monde

Naissances

Hugo YAKHE

est heureux de la naissance de son

Basil,

chez Patrick et Hélène YAKHE,

27, rue du Cotentin,

75015 Paris.

Mariages

M^{me} Henri AZADIAN,

docteur et M^{me} Yves ALLAIRE,

sont heureux de faire part du mariage

de leurs enfants,

Cécile et Grégoire,

célébré dans l'intimité familiale, le

26 octobre 1991.

75, avenue Dufrenoy-Rochereau,

75014 Paris.

50, rue Corambert,

75116 Paris.

60, rue de Boulainvilliers,

75116 Paris.

Saint-Germain-en-Laye,

Ambassade de France à Fidji.

M. et M^{me} Armand

FAVOUT d'AVERTAST, M. et M^{me} Henry JACOLIN,

sont heureux de faire part du mariage

de leurs enfants,

Claire et Mathieu,

le 26 octobre 1991.

Olivier-René VEILLON

et

Isabelle TROCHU,

sont heureux de faire part de leur

mariage, célébré à Paris dans la plus

stricte intimité.

11 bis, rue du Perche,

75003 Paris.

Décès

Lyon.

M^{me} André Billot,

M^{me} Pascal Billot,

M. Jean François Billot,

M. et M^{me} Jean Billot,

M. et M^{me} Gérard Billot

et leurs enfants,

M^{me} Simone Lavau,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BILLOT,

survenu, le 23 octobre 1991, à l'âge de

cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu au lieu

à Lyon, dans l'intimité familiale.

La direction générale des impôts

à la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BILLOT,

directeur des services fiscaux du Rhône,

survenu le mercredi 23 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

DSF du Rhône,

6, rue Charles-Bienner,

69294 Lyon Cedex 02.

M^{me} Charbonneau,

son épouse,

M. et M^{me} Jean-François Charbon-

neau,

M. et M^{me} Keith Bloomfield,

M^{me} Odile Charbonneau,

M. Bertrand Charbonneau,

M^{me} Gabrielle Charbonneau,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CHARBONNEAU,

survenu le 23 octobre 1991.

« Les Hommes »,

49520 Combrée.

Jacques DELACAMPAGNE,

survenu le 24 octobre 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu à

l'église Saint-Sulpice, le mardi 29 octo-

bre, à 8 h 30.

Institut français,

Tel-Aviv, Israël.

Françoise MÉZIERES,

museur-kinésithérapeute,

auteur de la méthode Mézières,

chevalier de la Légion d'honneur.

Elle s'est endormie, le jeudi 17 octo-

bre 1991, dans sa quatre-vingt-

deuxième année. Les obsèques auront

lieu dans la plus stricte intimité. Les

condraies seront déposées au cimetière

de Noisy-sur-Ecole (Seine-et-Marne).

Les membres d'Errata (association

de psychologues)

ont la douleur de faire part de la dispa-

rition de leur collègue et ami

Bernard SIMONNET,

décédé le 23 octobre 1991.

Ceux qui s'intéressaient au discours

psychanalytique et à ses attitudes philo-

sophiques ont pu connaître, à travers

lui, et d'une façon exemplaire,

comment la rigueur d'une analyse et

d'un commentaire pouvaient être expri-

mées sans aucun dogmatisme et dans le

strict respect des auteurs et de ceux qui

solicitaient son attention.

Bernard Simonnet, qui était égale-

ment passionné de football, savait faire

partager ses préoccupations et enthou-

siasmes sportifs.

Rendre grâce à son goût de la vie en

annonçant sa mort aurait été conforme

à ses vœux.

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

CHEF DES VENTES

Bénélux

Partenaire des constructeurs Européens automo-
biles et égraires, nous réalisons un CA de
2 milliards de francs français et sommes représen-
tés par 7 filiales en Europe. 4.400 personnes consti-
tuent les forces vives de notre activité. Depuis
75 ans, la notoriété de notre groupe repose sur la qua-
lité de nos produits et sur la confiance de nos clients.
Nous recherchons pour notre filiale Belge 18 Chef des
Ventes Bénélux. Dépendant du Directeur, vous serez le
Responsable des ventes et de la promotion des produits et enverrez
l'équipe commerciale. A partir d'une analyse méthodique des marchés,
vous assisterez votre Direction dans la définition des objectifs et de
la politique de vente. A 30/35 ans, vous êtes un professionnel
de la vente (produits industriels ou semi-industriels),
parfaitement bilingue et possédez une formation com-
merciale supérieure. Votre connaissance du méca-
nisme agricole sera un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre candidature (lettre
manuscrite, CV, photo et prétentions)
sous réf. DG à Pneumatiques KLEBER
45, rue M. BEROVETS - 1190 BRUXELLES
(BELGIQUE).

TOUJOURS PLUS LOIN

TOUJOURS PLUS PROCHE

Kleber

Au service des collectivités locales, nous sommes une équipe d'experts, techniques,
financiers, juridiques, spécialistes de la conception, la mise en œuvre et la gestion
d'installations liées à l'environnement.
Dans le cadre de notre développement et de notre ouverture à l'Europe, nous
recherchons deux

INGENIEURS D'AFFAIRES

L'un spécialisé dans le traitement des eaux, l'autre dans le traitement des déchets.

Vous dirigerez la conduite de nouveaux projets d'investissements par :

- l'étude de marché
- la conception générale
- l'élaboration de montages juridiques et financiers
- la négociation des contrats avec les collectivités et les industriels
- la maîtrise d'ouvrage.

5 à 10 ans d'expérience de la conception, la réalisation
et/ou l'exploitation d'ouvrages (réseaux
d'assainissement, stations d'épuration...),
un relationnel excellent, le sens de l'initiative,
le dynamisme et l'enthousiasme seront les clés de
votre réussite.

Venez rejoindre les valeurs d'efficacité et d'intérêt
collectif que nous conjuguons dans nos métiers
d'avenir.

Adressez votre dossier de candidature à
GROUPE SCET - DRH - Atrium - 6, place Abel Gance
92652 Boulogne-Billancourt.

SCET ENVIRONNEMENT

GROUPE
CAISSE DES DEPOTS

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt

Bel immeuble, grand studio,
poutres refaites. Prix sacrifié.
45-04-24-15.

5^e arrdt

SQUARE ST-MÉDARD,
10m, pièce de l. rénovée,
40, 4^e ét., batic. 4 p.,
2 baign. poss. 2.300.000 F.
Tél. : 45-04-24-30.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

rech. pour clients
étrangers APPARTS
DE HAUT DE GAMME
PARIS - RESIDENTIEL

T. (1) 45-62-16-40

locations non meublées offres

Région parisienne

CHARENTON, 100 m², 2 p.,
P.C. 4.000 F. + 500 F. ch. 2 p.
1^{er} ét. avec jard. 5.000 F.
Tél. : 45-67-71-17, main.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris,
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
HOTELS PARTIC. PARIS
et VILLAS PARIS-EST

T. (1) 45-62-30-00

RÉSIDENTIE CITY

URGENT rech. pour clients
étrangers d'importants groupes
socio-scolaires LUXUEUX
APPARTS MEUBLES
DURÉE 1 A 2 ANS
LOYERS GARANTIS.

Tél. : (1) 45-27-12-19

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 Paris,
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
HOTELS PARTIC. PARIS
et VILLAS PARIS-EST

T. (1) 45-62-30-00

hôtels particuliers

VINCENNES, Belle, château,
HOTEL PART. 5/3, 4 baign.,
40 UV, 4 CHAMB. 4 baign.
Toussaint, George
9.600.000 F. 45-04-24-30.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS.

SARL - RC - RM
Construction de sociétés
Déclaration et tous services
Permanence téléphonique

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

10^e CHAMPS-ÉLYSÉES
AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, locaux, 100 m², 100 m²,
Domicile : 190 à 395 F/m²

CIDES 47-23-84-21

Près gare de GARCHES
à louer 2 à 4 bureaux
dans cadre de verdure

Tél. : 47-41-94-41

SIÈGE SOCIAL

Bureaux équipés et services
démarches R.C.-R.M.
SOCIÉTÉ SERVICES
CHPS-ÉLYSÉES : 47-23-84-21
NATION : 43-41-61-81

pavillons

PARTICULIER vend PAVILLON
OZON-LA-FERRÈRE (77)
P.C. Cuisine aménagée,
séjour, salle à manger,
2 ch. W.C., salle de bain,
cheminée, GARAGE, JARDIN

Prix : 220.000 F.

Tél. : 60-02-82-46.

locaux industriels

Ventes

BASTILLE 500 m²

CESSION DE BAIL

LOCAL d'activité et
bureau. Loyer : 400.000 F.
hors charges an.
Tél. : 42-48-55-00
M. P. ABOUKRAT.

boutiques

ANTILLES SAINT-MARTIN MARIGOT

Mura Bore
Boutique 60 m² d'angle
Emplacement exceptionnel

Tél. : 42-48-55-00
M. P. ABOUKRAT.

maisons individuelles

12 km porte de Bercy, Pres-
tation golf, commerces,
domicile, Part. vend maison
(1987) sur terrain 300 m².
Édifice contemporaine avec che-
minée, 3 chambres, 2 salles
de bain, grande cuisine
équipée, garage, terrasse.

1.450 m².

Tél. : 45-76-51-78 (sp. 18 h).

M^{me} Renée STARK,
M^{me} Micheline STARK,
M. et M^{me} Thierry STARK
et leur fils,
M. Frédéric Barande
et son fils,
Les familles Bannet, Menetrier,
du Puy-Monbrun, Noiret,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean STARK,
directeur général honoraire
de la Société générale,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, le 24 octobre 1991, dans sa

soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 30 octobre, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue

Cocot, Paris-16.

L'inhumation aura lieu dans l'inti-

mité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Un an déjà, un an seulement.

En ce temps de Toussaint,

Françoise Richardet

et ses enfants

veulent se souvenir de

André RICHARDET.

Que nos fidèles amis soient reme-

rciés de leur présence tout au long de

cette année.

Pensons souvent à lui, il survira

dans nos mémoires.

Avis de recherche

La cabinet d'avocats, Ashurst

Morris Crisp, Broadwalk House,

5, Appold Street, London EC2A 2HA,

recherche les filles de

M^{me} Mabel LEROY,

née Taylor,

venue de

Charles Léon Joseph LEROY,

décédé le 13 janvier 1968, et qui habi-

ta à « Péronne », 5, rue des Oliviers,

Le Cannet, Nice.

Ecrire à l'attention de M. D.D. Vacha.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5638

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Spécialistes souvent penchés

sur des bouches. - 2. Il ne permet

évidemment pas de mener une vie

de pacha. - 3. Amène une condi-

tion. Le sujet pensant. Pour

contrôler une pièce cylindrique.

- 4. Pronom. Grosses, peuvent être

considérées comme la récompense

des bonnes actions. - 5. Tient

des propos malveillants. Son livre

rassemble de grandes signatures.

- 6. Un lieu d'élevage. - 7. Dans

les sucs digestifs. En France.

- 8. Un gros pâté. Son

souvent en tas. - 9. Fournit de

l'huile. Vieux loup. - 10. Des mou-

vements égrés. Pronom. -

XI. Fixer un œil.

VERTICALEMENT

1. Des gens entrés dans le

décor. - 2. Peut entourer un

basin. Coule en Bretagne.

3. Adverbe. Peut être une jolie

ballade. - 4. Une opération faite

avec beaucoup de chaleur.

- 5. Composées comme les

saies d'inde. Apprit. - 6. Pees

à Evreux. Paris de désert. Symbole.

- 7. Interjection. Avertit l'heure.

Article abrégé. - 8. Des voisins de

lit. - 9. Ville. Solidement bâties.

Solution du problème n° 5637

Horizontalement

I. Sériculteur. - II. Ubac.

Ambré. Es. - III. Ratisseur. Ilos.

- IV. Eve. Alné. Génie. - V. No.

Oc. Encre. Cru. - VI. Crac.

Succurs. Al. - VII. Heurs. Sens.

Age. - VIII. Errante. Ansa.

- IX. Orseille. - X. Ingénu. Omi-

sion. - XI. Séence. Légal. -

XII. Son. Élis. Cécas. - XIII. En.

Lue. Al. Ma. - XIV. Usagés. Noé-

mose. - XV. Nasse. Sen. Set.

Verticalement

1. Suranchérisseur. - 2. Ebeu-

rer. Néons. - 3. Rite. Ouragan.

An. - 4. Ici l. Org. En. Age.

- 5. Sec. Enoncé. Es. - 6. Iesi.

Truelles. - 7. Crâneuses. Eu.

- 8. Urgence. Éolien. - 9. Lie. Cen-

aines. Ox. - X. Té. Rus. Lt. Ass.

- XI. Erger. Alascien. - XII. Uld.

Nesle. - XIII. Onc. As. Amos.

- IV. Étrage. Nasse. - XV. Essaulé.

Anis. Ei.

GUY BROUTY

Les températures seront proches des valeurs de saison : les minimales seront comprises entre 3 et 5 degrés dans l'Est et le Centre-Est, entre 7 et 9 degrés dans le Sud et jusqu'à 12 degrés sur le littoral méditerranéen. Quant aux maximales, elles seront généralement comprises entre 12 et 18 degrés, atteignant encore 18 degrés dans le Midi et même 20 degrés en Corse.

Le vent de Sud se renforcera l'après-midi sur la Bretagne. Ailleurs, il vent sera faible ou modéré.

[illegible]

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

La nécessaire vérité

se référant à l'exemple des virus de l'hépatite, estiment que la majorité des porteurs du virus du sida ne développeront probablement pas la maladie. On connaît la suite.

Laurent Fabius joue politiquement sa tête. Et il le sait. Parce que ce dossier, ce drame d'abord, de la transfusion sanguine comporte, politiquement, tous les risques. Parce que s'ajoutent les concepts mêlés; enchevêtrés: le sang, l'angoisse, la souffrance, la mort, l'argent, le rassemblement, sont, dans leur assemblage même, constitutifs du Sida.

Sur TF1 donc, et devant Claude Chazal qui ne semblait guère se mesurer de contester ces affirmations.

tions, Laurent radius leu-
sa vérité, son calendrier de l'épo-
que. Il a insisté sur la rapidité de
la réponse politique apportée à la
demande médicale. En huit jours
entre le note du professeur Roux
sur la nécessité du test de dépis-
sage et l'annonce faite à l'Assem-
blée nationale de la mise en place
progressive de ce dépistage.

Il apprendra à d'autres, com-
pétents, de confirmer, compléter
ou constater ce calendrier du pas-
sé. Au-delà, et plus encore, ap-
prendre à avoir ses Laurent Fabius,
si évidents désormais le né-
cessité d'ouvrir, publiquement
et rapidement, les archives et les
dossiers. Car désormais la déba-
te ne peut plus être ainsi, affirma-

Il faut savoir. Savoir si, au nom des insérés nationaux et du dément de la santé des nationaux, les services de Malignon ont pu délibérément freiner, en 1985, l'engagement accordé à des tests de dépistage américains. Savoir si des fonds primitivement alloués à la direction générale de la santé ont été réaffectés à d'autres fins et lesquelles. Ces questions, Laurent Fabius les a nettement esquives, laissant ses réponses. Et on n'est pas vouloir attenter à la respectabilité d'un homme qui a « l'honneur et une famille » que de le harceler.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 □ de Moncler radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.45 Cinéma : Les Férres Péard. □
Film français d'Hervé Palud (1986). Avec
Gérard Lanvin, Jacques Villeret, Josiane
Baskoko.

22.25 Magazine : L'Amour en danger.
Présenté par Jacques Pradal et Catherine
Métro.

23.25 Magazine : Va y avoir du sport.
Rugby : Coupe du monde (présentation de
la finale).

0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Divertissement : La Tété des Inconnus.
Avec Didier Bourdon, Bernard Campan et
Pascal Légitimus.

22.10 Soirée spéciale :
La Paix au Proche-Orient.
Présenté par Christine Ockrent.

23.30 Sport : Tennis, & Open de la Ville de Paris.
1.10 Journal et Météo.

FR 3

20.45 Cinéma : Le Fantôme de l'Opéra. ■
Film britannique de Terence Fisher (1962).
Avec Edward de Souza, Michael Gough,
Heather Sears.

22.10 Journal et Météo.

22.30 Magazine : Océaniques.
► La Tété des planètes, de Robert Manthoulis

23.25 Magazine : A l'ébas.
Drôles d'histoires, glanées dans les bureaux
mouqueux de FR3. Une émission conçue
par la station de Limoges.

0.20 Musique : Carnet des notes.

20.35 Cinéma :
La Plus Escroce des deux. ■
 Film américain de Frank Oz (1988). Avec Steve Martin, Michael Caine, Glenn Headly.

22.20 Flash d'informations.

22.25 La Journal du cinéma.

22.30 Cinéma : La Système Dolby. ■
 Film franco-ivoirien d'Héni Duparc (1990). Avec Bamba Bakary, Naki Sy Savané, Jean Cornet.

0.00 Cinéma : Sex et perestroïka. □
 Film français de François Joffa et Francis Leroy (1990). Avec Elena Massouroukova, Genia Krutova, Ekaterina Inovenkova.

1.30 Cinéma : Lung Tsu, les cavaliers du vent, ■
 Film français de Henri-Jaou de Poncheville et Franz-Christoph Gierke (1989).

LA 5

20.50 Magazine : Les absents ont toujours tort.
 De Guillaume Durand.

23.00 Cinéma : A mort l'arbitre. ■ ■ ■
 Film français de Jean-Pierre Mocky (1983). Avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Carole Laure.

0.30 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Cinéma : Le Bon, la Brute et le Triaud. ■
 Film italien de Sergio Leone (1966). Avec Clint Eastwood, Eli Wallach, Lee Van Cleef.

23.20 Magazine : Culture pub.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Hommage à Georges Brassens.
Extrait de l'émission « Le Grand Échiquier »
diffusée le 28 mai 1979, présentée par Jac-
ques Chancel
20.50 Téléfilm : Karim et Sala.
D'Irissia Quaderoga, avec Noufou Quo-
drogo, Roukietou Barry.
22.30 Journal et Météo.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. ■■■
Film français de Jacques Lecoq (1950)
14.50 Cinéma : Le Voleur à moi.
Invité : Jacques Villeret.
15.50 Cinéma : Mace, Police Action USA.
Film américain de William Van Derk (1967)
17.30 Documentaire : Les Allumés...
18.00 Canaille pouche.

13.35	Cinéma : Le Mari de la coiffeuse. Film français de Pétites Louloues (1980).
14.50	Magazine : Moon zénith à moi. Invité : Jacques Villard.
15.50	Cinéma : Indecis. Police Action USA. Film américain de William Van Dyke (1987).
17.30	Documentaire : Les Allumés...
18.00	Canaille peulche.
<hr/>	
<i>En clair jusqu'à 20.35</i>	
18.30	Ce cartoon.
18.50	Le Top.
19.20	Magazine : Nuße part ailleurs.
20.31	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Jumeaux II. Film américain d'Ivan Reitman (1988).
22.15	Flash d'informations.
22.25	Cinéma : L'écarterre-écouste. Film américain de Sidney Lumet (1987 v.o.).
0.30	Cinéma : Zombie 3. 8 Film américain de John Badham (1988).

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.55 Série : L'Enquêteur.
16.50 Youpi! Les Vacances.
18.15 Série : Sheriff, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal, Météo
et le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : Alice
au pays des merveilles. ■
Film d'animation américain de Clyde G.
nini, Wilfred Jackson, Hamilton L.
(1950).
22.15 Magazine : Ciné Cinq.
Présenté par Michel Cardozo. Spécial
Disney.
22.40 Cinéma : La Bonne, c.
Film franco-français de Salvatore Sa
(1988). Avec Florence Guerin, Ka
Michelsen.
0.25 Journal de la nuit.

LA SEPT

21.00 **Cinéma : Le Peuple singe.** ■■
Film franco-indonésien de Gérard Vienne
(1984-1988).

22.20 **Court métrage : La Consultation.**
De Radovan Tadic.

22.40 **Court métrage : Les Petits Coins.**
De Pascal Authier.

22.55 **Magazine : Cinéma de poche.**
Nathalie Mochiri.

20.30 **La Grand Débat.**
Qu'est-ce qu'un Français ?

21.30 **Dramatique.**
Si on veut aller per le, de Charles Cherras

22.40 **La Radio dans les yeux.**
André du Bouchet lit André du Bouchet.

0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Michel Nardesny (Photo-souvenirs).

0.50 **Musique : Coda. Le jazz de Cortazar.**

20.30 Concert (en direct de Helsinki) : Symphonie concertante pour clarinette, cor, basson, orchestre, de Crussell ; Musique de funérailles pour Gustave III, de Kraus, par le Chœur chambre et l'Orchestre symphonique de radio finlandaise, dir. En Kläs ; sol. : E. Tuikka, cor, Reijo Kattamäki, basson, So. Jaakson, Kaisa Hannula, sopranos, Jorma Silvasti, ténor, Juha Kotilainen, basse.

23.07 Poussières d'étoiles.

13.30 Série : Brigada de nuit.
14.20 Téléfilm : Enfants en danger.
De Glein Jordan, avec Marsha Mason et Robert Guntton.
15.55 Magazine : Accusé de réception.
18.50 Série : L'Homme de fer.
17.40 Jeu : Zygomus.
18.05 Série : Mission Impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Retour à la jungle.
De James Hill, avec Granville Van Duyn et Linda Gray.
22.20 Documentaire : 60 Minutes.
► Magazine : Les tseurs d'enfants.
23.10 Magazine : Le 6^e Dimension.
Proposé par Lionel Rottage et Pascalie Lida.
23.40 Six minutes d'informations.

20.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier.
5. La Roulotteuse.

21.00 Téléfilm : Le Cri du cochon.
D'Alain Guesnier, avec Catherine Lecoq
Christian Collin.

22.20 Documentaire : Vladimir Horowitz
D'Albert et David Maylsles.

20.30 Archipel science.
Les sources de la vie : autour des R
tres de Blois.

21.30 Mémoire du siècle.
Edouard Mac Avoÿ, peintre (redif.).

22.40 Les Nuits magnétiques.
Voyage d'une carte postale.

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Jean Suquet (le Grand Verre r

0.50 Musique : Coda.

Gerolamo Lusk	20.30	Concert (donné le 28 octobre, salle Le Caméval roman, ouverture op. 9, No. 2; Concerto pour violon et orchestre majeur op. 35, de Tchaïkovski; R. Malet; extraits des trois Suites, de J. S. Bach, par l'Orchestre symphonique de dir. Yoel Levi, Schlomo Mintz, violon
Walt	23.07	Poussières d'étoiles. Plain chant 116. Répertoire : neuf compositions de berceuses (œuvres de Martini, Deshayes, rati, Shahan, Parker, Ashley, Cogan

Verité

ouverture du Congrès des députés de Russie

M. Boris Eltsine propose de diriger lui-même le gouvernement russe

Ouvrant, lundi 28 octobre, une session à la Duma, le Congrès des députés de Russie (Parlement élu), le président Boris Eltsine a dévoilé son programme de sauvetage de la Russie : libéralisation des prix dès 1991, privatisation de l'économie et « réformes » sociales. Pour cela, il s'est proposé de diriger lui-même le gouvernement de la fédération de Russie, privée de premier ministre depuis la démission il y a près d'un mois de M. Ivan Silov. « En tant que chef du pouvoir exécutif de Russie (...), je suis prêt dans cette période difficile à diriger directement le gouvernement », a-t-il dit.

Sur la question d'une monnaie russe, certains de ses collaborateurs proposent de créer avant la fin de l'année, il a déclaré que la Russie ne s'y engageait que si l'idée d'une Banque internationale n'était pas retenue par les autres Républiques de l'ex-URSS. De même, pour l'armée, la Russie « n'est pas pressée de former sa garde nationale », a-t-il dit, et ne fera que « s'occuper du processus de formation de gardes nationales républicaines » dans les autres Républiques. Il avait commencé son discours en affirmant que la Russie se trouve « à l'un des moments les plus critiques de son histoire, au moment où elle décide et à quel point elle va se reconstruire et à quel point elle va se faire respecter par les autres nations ». Il a conclu en déclarant : « Je demande le soutien de toutes les couches de la population », a-t-il aussi déclaré. Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté la semaine dernière à Moscou, avançant diverses revendications sociales et dénonçant la hausse des prix. (AFP, Reuters)

BOURSE DE PARIS Matiée du 28 octobre Mieux orientée

À l'ouverture nationale, lundi 28 octobre, l'indice CAC40 enregistrant une modeste avance de 0,10 %, portée vers 11 heures à 0,56 %. Selon les professionnels, qui ne parlent pas encore de meilleures dispositions, le facteur technique est le principal responsable de cette timide remontée. Brillamment introduite vendredi 25 octobre à Wall Street, l'action Total a été de nouveau très recherchée.

La succession de Canson devant la cour d'assises du Var Joëlle Pesnel est condamnée à treize ans de réclusion criminelle

Après un délibéré de plus de douze heures et au terme de trois semaines d'audience, le jury de la cour d'assises du Var, à Draguignan, a condamné, dimanche 27 octobre, à treize ans de réclusion criminelle, M^{me} Joëlle Pesnel, cinquante et un ans, la principale accusée de l'affaire Canson. Poursuivie pour faux et usage de faux, extension de signatures, non-assistance à personne en péril et séquestration, elle a été reconnue coupable de tous les faits qui lui étaient reprochés, mais a bénéficié de circonstances atténuantes.

Me Robert Boissonnet, soixante-deux ans, ancien avocat de M^{me} de Canson et de M^{me} Pesnel, a été acquitté du chef de non-assistance à personne en danger, mais condamné à quatre ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis, pour complicité d'abus de confiance, faux en écriture privée et usage de faux. M. Robert Lafforge, quarante ans, ancien chauffeur de Joëlle Pesnel, inculpé de non-assistance à personne en danger, a été acquitté.

L'impression n'est pas différente pour Me Boissonnet qui avait été présenté par l'avocat général comme un « quasi-complice de la séquestration de M^{me} de Canson et qui, tout en étant assez sévèrement puni, a été lavé de l'accusation de non-assistance à personne en danger ».

Les deux conseils de l'avocat toulonnais, Me Jean-Marc Guisano (Toulon) et Me Jean-Louis Pelletier (Paris), étaient relayés efficacement, chacun dans un registre différent, pour réhabiliter l'incrimination de leur client. Le premier, en se bornant à un démenti : « Le dossier - qui lui a été remis - est faux », le second en démentant le « piège intellectuel » tendu par l'avocat général, consistant, selon lui, à présenter l'avocat de M^{me} de Canson comme un être « irresponsable », pour en faire ensuite la conclusion qu'il était « responsable de tout ».

Principal défenseur de M^{me} Pesnel, Me René-René Gaud, (Paris), avait fait, lui, la part du feu en établissant une distinction entre « la magouille », la vente du Murillo et les manœuvres pour déposséder M^{me} de Canson de ses biens) de la séquestration, une accusation qu'il a assimilée à « une erreur judiciaire ». D'où ce conseil sans façon donné aux jurés : « Ramenez-vous sur la magouille, mais pour le reste, mettez un bulletin blanc ».

Reste que tous les acteurs de cette affaire n'ont pas en la même mesure tout le poids de la justice, ce qui a constamment laissé planer un malaise sur tout le procès. Forte de la condamnation de Joëlle Pesnel, la partie civile, par la voix de Me Edgard Vincenzini, n'a pas manqué de réclamer le paiement de la contre-valeur de tableaux vendus à l'insu de M^{me} de Canson (un Hubert Robert et un La Tour) mais, aussi, la restitution des objets saisis pendant l'instruction. Parmi eux, le fameux Murillo acquis par le Louvre et dont le sort demeure incertain.

Me Boissonnet, qui avait été présenté par l'avocat général comme un « quasi-complice de la séquestration de M^{me} de Canson et qui, tout en étant assez sévèrement puni, a été lavé de l'accusation de non-assistance à personne en danger ».

Les deux conseils de l'avocat toulonnais, Me Jean-Marc Guisano (Toulon) et Me Jean-Louis Pelletier (Paris), étaient relayés efficacement, chacun dans un registre différent, pour réhabiliter l'incrimination de leur client. Le premier, en se bornant à un démenti : « Le dossier - qui lui a été remis - est faux », le second en démentant le « piège intellectuel » tendu par l'avocat général, consistant, selon lui, à présenter l'avocat de M^{me} de Canson comme un être « irresponsable », pour en faire ensuite la conclusion qu'il était « responsable de tout ».

Principal défenseur de M^{me} Pesnel, Me René-René Gaud, (Paris), avait fait, lui, la part du feu en établissant une distinction entre « la magouille », la vente du Murillo et les manœuvres pour déposséder M^{me} de Canson de ses biens) de la séquestration, une accusation qu'il a assimilée à « une erreur judiciaire ». D'où ce conseil sans façon donné aux jurés : « Ramenez-vous sur la magouille, mais pour le reste, mettez un bulletin blanc ».

Reste que tous les acteurs de cette affaire n'ont pas en la même mesure tout le poids de la justice, ce qui a constamment laissé planer un malaise sur tout le procès. Forte de la condamnation de Joëlle Pesnel, la partie civile, par la voix de Me Edgard Vincenzini, n'a pas manqué de réclamer le paiement de la contre-valeur de tableaux vendus à l'insu de M^{me} de Canson (un Hubert Robert et un La Tour) mais, aussi, la restitution des objets saisis pendant l'instruction. Parmi eux, le fameux Murillo acquis par le Louvre et dont le sort demeure incertain.

La crise du Midi viticole Heurts entre manifestants et CRS à Carcassonne

CarcaSSonne

de notre correspondant

« Nous voilà revenus quinze ans en arrière ! » Ce cri de M. André Cases, président de la chambre d'agriculture de l'Aude, résume l'extrême tension de la manifestation de viticulteurs à Carcassonne, samedi 26 octobre. Il y a quinze ans, M. Cases, leader des « émeutes d'été », était à la tête des manifestants qui, au terme d'une « émeute du vin » de plusieurs mois, allaient affronter les CRS le 4 mars 1976 à Montredon, aux portes de Narbonne. Une fusillade fit deux morts, un vigneron et un commandant de CRS. Le « massacre du Midi ». Les leaders des comités d'action choisirent d'autres moyens de lutte.

Ces derniers mois, par suite d'une nouvelle crise - mévente, prix trop bas - la nouvelle génération des viticulteurs a retrouvé les réflexes de ses aînés. Réunions clandestines de plus en plus stériles, contacts avec les départements voisins, apparition de nouveaux leaders - M. Philippe Verges, dans l'Aude - actions de commando... Les vendanges terminées, l'action a repris le 10 octobre, à l'occasion de la venue de M. François Mitterrand à Montpellier. Depuis, la chasse au vin d'importation - contrôle de camions-citernes, caves vides - s'est poursuivie dans l'Aude et dans l'Hérault.

Une fois ces contrôles, à Trèbes, près de Carcassonne, à mis le feu aux poudres vendredi 25 octobre. Une cinquantaine de manifestants avaient intercepté sur la route nationale 113 un camion de la société Castelin. Le vin transporté était, selon eux, d'origine italienne, ils avaient incendié le chargement avant d'être dispersés par les gendarmes. Quatre viticulteurs, MM. Alain Sabatier, Jean-Bernard Badia, Marc Gels, et Hervé Fabre, furent arrêtés.

Samedi matin, sitôt la nouvelle connue, une centaine de viticulteurs se regroupèrent devant la gendarmerie de Carcassonne. Les CRS se mettent en position. Immédiatement, c'est l'attaque : jets de pierres contre grandes lacrymogènes, charges. En quelques minutes, quinze personnes sont blessées, dont neuf CRS, deux étant sérieusement atteints à la tête. M. Cases, capturé, est placé en garde à vue.

Dans la nuit, les quatre viticulteurs sont inculpés de participation à un attentat armé et M. Cases de violence et voies de fait sur agents de la force publique ; ils comparaitront le 6 novembre devant le tribunal correctionnel ; mais ils ont aussitôt remis en liberté. Dimanche matin, le calme était revenu à Carcassonne.

Mort de Jean-Charles Edeline. - Jean-Charles Edeline, président d'honneur de la Fédération nationale des cinémas français et ancien président de la SFP, est mort le samedi 26 octobre. Il était âgé de soixante-huit ans.

Né en février 1923, diplômé de l'ES-SEC, Jean-Charles Edeline a dirigé de nombreuses organisations du cinéma et de la télévision. Il a été notamment PDG des studios A et B de Paris II, PDG de l'UGC entre 1971 et 1974, après sa démission de la SFP en 1975, dont il démissionna en 1979 ; président du conseil de surveillance de la société Vidéo-grammes de France (1975-1978) et enfin administrateur depuis 1989 de la société Pathé-Edeline et indépendants de Pathé-Cinéma.

Yves Gogh sélectionné pour les Oscars. - Van Gogh, de Maurice Pialat, représentera la France dans la compétition des Oscars au printemps prochain. Présent au dernier Festival de Cannes, le film « Escobedo » de Cyrano de Bergerac, de Jean-Paul Rappeneau, cinq fois sélectionné l'an dernier et lauréat de l'Oscar des meilleurs costumes.

Me Boissonnet, qui avait été présenté par l'avocat général comme un « quasi-complice de la séquestration de M^{me} de Canson et qui, tout en étant assez sévèrement puni, a été lavé de l'accusation de non-assistance à personne en danger ».

Les deux conseils de l'avocat toulonnais, Me Jean-Marc Guisano (Toulon) et Me Jean-Louis Pelletier (Paris), étaient relayés efficacement, chacun dans un registre différent, pour réhabiliter l'incrimination de leur client. Le premier, en se bornant à un démenti : « Le dossier - qui lui a été remis - est faux », le second en démentant le « piège intellectuel » tendu par l'avocat général, consistant, selon lui, à présenter l'avocat de M^{me} de Canson comme un être « irresponsable », pour en faire ensuite la conclusion qu'il était « responsable de tout ».

Principal défenseur de M^{me} Pesnel, Me René-René Gaud, (Paris), avait fait, lui, la part du feu en établissant une distinction entre « la magouille », la vente du Murillo et les manœuvres pour déposséder M^{me} de Canson de ses biens) de la séquestration, une accusation qu'il a assimilée à « une erreur judiciaire ». D'où ce conseil sans façon donné aux jurés : « Ramenez-vous sur la magouille, mais pour le reste, mettez un bulletin blanc ».

Reste que tous les acteurs de cette affaire n'ont pas en la même mesure tout le poids de la justice, ce qui a constamment laissé planer un malaise sur tout le procès. Forte de la condamnation de Joëlle Pesnel, la partie civile, par la voix de Me Edgard Vincenzini, n'a pas manqué de réclamer le paiement de la contre-valeur de tableaux vendus à l'insu de M^{me} de Canson (un Hubert Robert et un La Tour) mais, aussi, la restitution des objets saisis pendant l'instruction. Parmi eux, le fameux Murillo acquis par le Louvre et dont le sort demeure incertain.

SUR LE VIF Ces pauvres riches...

CA va mal ! CA va très mal ! On était là, émus aux termes per les paysans, infirmières, les bœufs, les sœurs, les sans-abri. Et voilà que l'« Obs » révèle cette semaine un nouveau scandale : la grande misère des gros salaires. Éponges per le flic, matraqués par la Sécu, poursuivis par les banques, écartelés entre des comptes à découvert et des pensions alimentaires, essommés à coups de chèques en bois, endettés jusqu'au cou, ces nouveaux feuchés, ils gagnent de 15 000 à 40 000 balles par mois, n'arrivent plus à joindre les deux bouts.

Vous vous rendez compte un peu, en être réduit à sous-louer son appart l'été et sa maison de campagne l'hiver, à acheter ses caleçons chez Tati, son pull cashemera à Monoprix, et son tailleur haut de gamme démarqué rue de Richelieu, c'est la honte ! D'ailleurs, ils ont vite fait de planquer la marchandise, à le sortir, dans des sacs Chanel ou Vuiton, histoire de sauver la face.

Il y a en, qui n'osent plus se montrer, ils restent terrés chez eux, téléphone débranché, at pas qu'à Paris, en province, parail. Une chance, ramenez, parce que s'ils descendaient dans la rue, à leur tour, pour crier à l'injustice et à la pauvreté, le Mimì, contrairement à ce que vous pensez, ça le ferait pas rigoler. Ces jeunes cadres, ces commerçants, ces promoteurs, ces fils de pub et ces directeurs d'agences, bref ces pigeons salés à blanc, c'est qui ? En grande partie, d'anciens supporters à lui.

Il leur a fait le coup du supplément d'âme, et ils ont merché : C'est une chouette doctrine quand même, le socialisme. Ils en sont revenus. Normal : en leur piquent leur frie, on leur a volé leur statut, ça va ensemble, demandez aux profs et aux blouses blanches. Ah ça ! pour changer, elle a changé, leur vie ! Les voilà sigris, ces ex-nantis, furieux, à juste titre, d'avoir fait les frais d'une politique sociale qui épargne les privilégiés et les truands de la Nonmenklatura rose. Comme le signalet très drôlement mas. confrères, ils commencent à leur pomper l'air, les elgares de Michou-les-bretalles. Grrr eux prochains échéances... électorales !

Après avoir refusé de se rendre à une invitation de M. Chirac

Les maires des DOM situés à gauche créent leur propre association

Les maires de plusieurs départements d'outre-mer appartenant à différentes formations de gauche ont annoncé, vendredi 25 octobre, au Palais du Luxembourg, la création d'une Association des maires des DOM qui se donne pour objectif de « constituer un cadre permanent de réflexion, de proposition et d'action sur les questions de développement économique, social, culturel et de protection de l'environnement spécifiques aux communes et groupements de communes des départements d'outre-mer ».

La présidence du bureau provisoire de cette association a été confiée au maire de Saint-Denis, M. Gilbert Annette (PS), et son secrétaire général sera assuré par un autre élu réunionnais, M. Elie Hoareu, maire de Saint-Pierre, député non-inscrit, dirigeant du Parti communiste réunionnais (PCR). Parmi les autres membres de ce bureau figurent M. Henri Bangoo, maire de Pointe-à-Pitre, sénateur apprenant communiste, qui vient de quitter le Parti com-

muniste guadeloupéen (PCG) pour fonder le Parti progressiste démocratique guadeloupéen (PPDG), ainsi que M. Rodolphe Desir, maire du Marin, sénateur apparenté socialiste de la Martinique, membre du Parti progressiste martiniquais (PPM), et François Louisy, maire socialiste de Goyave, sénateur de la Guadeloupe.

L'initiative de créer cette association avait été prise le lundi précédent, au cours d'une réunion organisée, en marge du congrès national de l'Association des maires de France, par une quarantaine de maires d'outre-mer qui avaient décidé de boycotter une assemblée tenue à l'Hôtel de Ville de Paris sur l'invitation de M. Jacques Chirac, en présence de quel-ques deux cents élus des DOM (Le Monde daté 27-28 octobre). Au nom de ces contestataires, M. Hoareu avait déclaré, ce jour-là : « Nous avons pensé que des maires représentant des populations porteuses d'œuvres particulières ne pouvaient être reçus à l'Hôtel de Ville, compte tenu de la grande sensibilité du maire de Paris à ces œuvres... »

Deux élections cantonales

JURA : canton de Saint-Amour (1^{er} tour).

Inscr., 3 562; vot., 2 182; abst., 38,74 %; suffr. expr., 2 061. M^{me} Nicole Lemaire, div. d., 1 153 voix (55,94 %), ELUE; MM. Maurice Rieubomond, PS, 655 (31,78 %), Jacques Lançon, écolo., 160 (7,76 %), Bernard Bathias, PCF, 93 (4,51 %).

M^{me} Nicole Lemaire, candidate commune de l'UDF et de RPR, l'emporte dès le premier tour. Elle succède à Lucien Guichard (CDS), décédé le 28 septembre quelques jours seulement après avoir démissionné pour raisons de santé de la présidence de conseil général. La victoire de M^{me} Lemaire ne modifie en rien l'équilibre politique du Jura où la droite est nettement majoritaire. En revanche la prochaine élection du nouveau président de l'assemblée départementale risque de poser un problème au sein de la majorité. Le siège est revendiqué à la fois par le CDS, qui l'occupe depuis 1949, et par le RPR. En 1988, Lucien Guichard avait été réélu au premier tour de 1988 avec 1 219 voix (58,87 %), contre 728 (34,96 %) à M. Maurice Rieubomond, PS et 134 (6,4 %) à M. Bernard Gsell, PCF car 3 575 inscrits, 2 141 votants (soit 60,1 % d'abstention) et 2 081 suffrages exprimés.

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Nantes X (2^e tour).

Inscr., 20 817; vot., 7 763; abst., 62,71 %; suffr. expr., 7 420. M^{me} Martine Laurent, div. g., 4 663 voix (62,84 %), ELUE; M. Jean-Claude Sédilleu, RPR, 2 757 (37,15 %).

[Kavelgnaat, ex-membre du PS, M^{me} Laurent est la veuve d'Yves Laurent (PS), conseiller général et maire de Saint-Hilaire-sur-Loire, qui s'est suicidé le

SOMMAIRE

DEBATS

Un entretien avec M. Paul Ricœur : « La Cité est fondamentalement périssable. Sa survie dépend de nous » 2

STRANGER

A Dubrovnik, les forces croates refusent de se rendre 3

Lituanie et polonais : nouvelles querelles, vieux malentendus 4

Le Maghreb et l'Europe du Sud raffinent le droit à l'autodétermination des Palestiniens 6

M. Kishi Miyazawa a été élu président du Parti libéral-démocrate japonais (PLD) 8

POLITIQUE

Le congrès du RPR 9

La préparation des élections régionales : M. Léon Schwartzberg dans les Alpes-Maritimes ; les chasseurs en Aquitaine ; M. Calmes chassé dans la Cher 10

SOCIÉTÉ

Les affaires liées à la transfusion du sang 11

Les écrivains contre les « agressions » publicitaires 12

Coupe du monde de rugby : l'Australie bat la Nouvelle Zélande 19-6 ; l'Angleterre bat l'Ecosse 8-6 ; Football : la bonne semée du RC Strasbourg 13

CULTURE

Arts : Brancusi photographié ; Théâtre : sulfureuse symphonie 14

Patrimoine : l'empereur de Chine à Fontainebleau ; Architecture : la cin 1991 des nouveaux maîtres d'œuvre 15

ÉCONOMIE

Les Pays-Bas présentent leur projet d'union économique et monétaire. Le gouvernement et l'assurance-maladie tentent de rassurer les syndicats de médecins : Un entretien avec M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot 17

47^e assemblée du transport aérien international à Nairobi. Les Douze cherchent à mieux gérer leurs ressources en poissons 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Israël en Égypte. Amérique latine : les riches de la rupture. États-Unis : priorité aux filiales industrielles. On en est à la période économique : une discipline à géométrie variable. La chronique de Paul Féber : « Les pays modérés du tiers-monde (suite) » 19 à 22

SERVICES

Abonnements 22

Arnonces classées 26-27

Carnet 27

Loto sportif 27

Loto 27

Marchés financiers 24-25

Météorologie 27

Mots croisés 27

Radio-télévision 28

Spectacles 16

La télématique du Monde : 2615 LEMONDE 2615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27-28 octobre 1991 a été tiré à 503 332 exemplaires.

meubles en bois massif

Chapo

banquettes et canapés

14, bd de l'Hôpital, 75005 Paris. Tél. : 43-31-23 13

200, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. : 40-31-06-70

Rue Saint-Sauveur, 92000 Suresnes. Tél. : 84-72-02-35

مركز النسخ

8

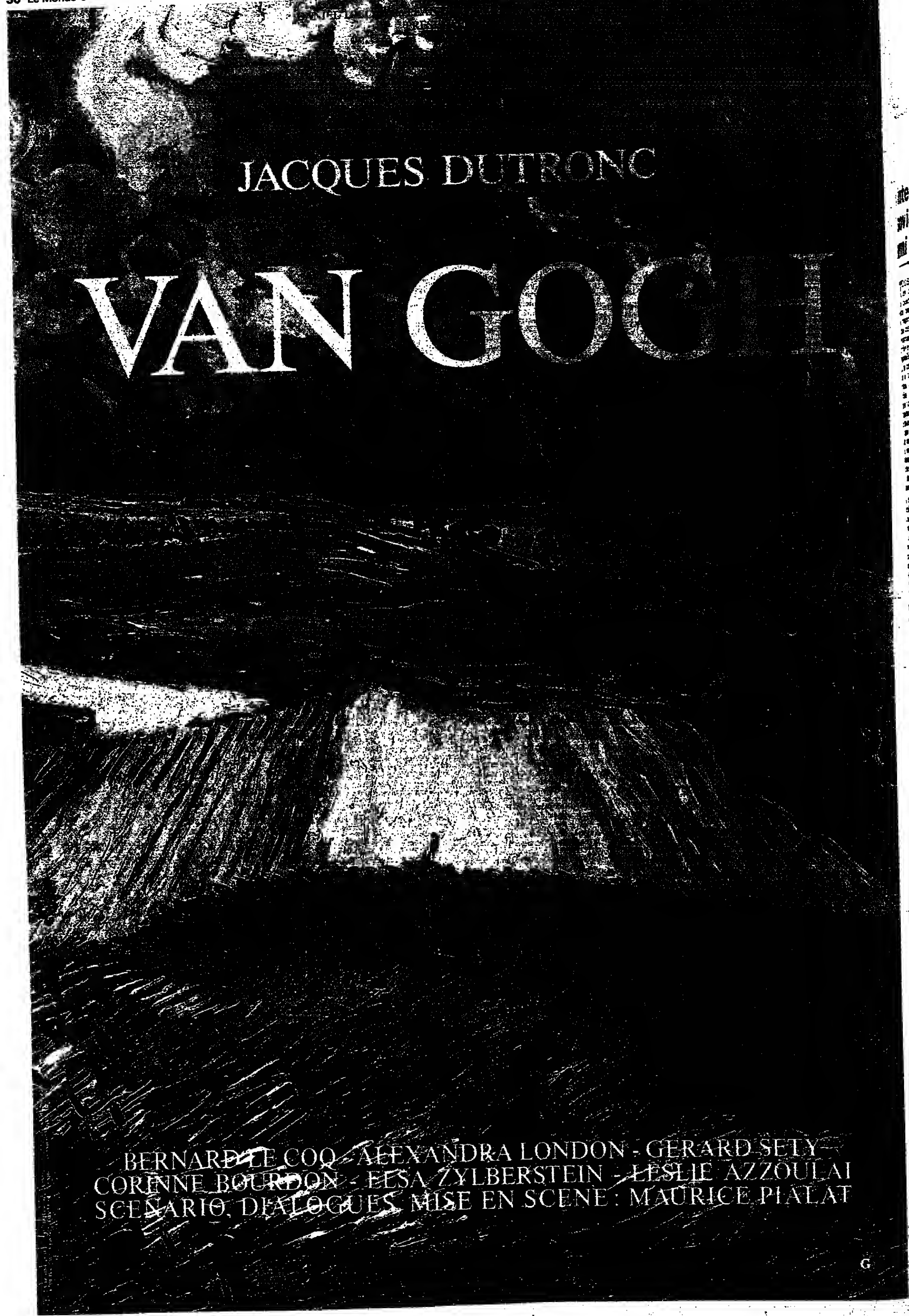
30 Le Monde • Mardi 29 octobre 1991 •

MERCREDI

da
br
la
te
co
Ul
Di
mi
na
en
tio
Fr
vo

l'a
m
c
fra
par
der
affi
ma
pe
int
M
3,4
pre
d'E
ful
coc
foi
ma
du
car
rev
de
av
tai
Pa
ca
me
noi
de
br
etc

l
Cn
cor
des
été
en
M
de
le
reb
par
fra
por
tre
lle
ent
piu



BERNARD LE COQ - ALEXANDRA LONDON - GERARD SETY
CORINNE BOURDON - EESA ZYLBERSTEIN - LESLIE AZZOULAI
SCENARIO, DIALOGUES, MISE EN SCENE: MAURICE PIALAT

interlocuteur
miétique
mi d'autres

Les Pales
relaxo

Les Pales
relaxo

Les Pales

Les Pales
relaxo

Les Pales

Les Pales

Les Pales

Les Pales

Les Pales

Les Pales